

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)



## SOMMAIRE

EDITORIAL ..... p. 3

**Notes sur la situation politique  
après la guerre du Golfe ..... p. 11**

**CHRISTIAN FOSTIER ..... p. 43**

Le « droit international » et l'ONU

**JEAN-JACQUES MARIE ..... p. 53**

URSS : les lignes d'un nouvel affrontement

**WERNER UHDE ..... p. 63**

Allemagne : « *Nous ne voulons pas  
être un peuple sans travail.* »

**Lettre ouverte du comité directeur  
de Socialist Organizer au comité politique  
de Socialist Action ..... p. 73**

**Notes de lecture ..... p. 93**

N° 2 (nouvelle série, n° 608) - Mai 1991 - Prix : 30 F - 8 FS - 200 FB

SELIO



*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky



# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

EDITORIAL ..... p. 5

**Notes sur la situation politique  
après la guerre du Golfe ..... p. 11**

**CHRISTIAN FOSTIER ..... p. 43**

Le « droit international » et l'ONU

**JEAN-JACQUES MARIE ..... p. 53**

URSS : les lignes d'un nouvel affrontement

**WERNER UHDE ..... p. 63**

Allemagne : « *Nous ne voulons pas  
être un peuple sans travail.* »

**Lettre ouverte du comité directeur  
de Socialist Organizer au comité politique  
de Socialist Action ..... p. 73**

**Notes de lecture ..... p. 93**



# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)

La revue est destinée à la diffusion des travaux de recherche théorique et pratique de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle publie des articles de fond, des études de cas, des revues de littérature, des notes de lecture, des lettres ouvertes, des lettres au comité directeur, des lettres au comité politique, des lettres au comité d'action, des lettres au comité de liaison, des lettres au comité de presse, des lettres au comité de publication, des lettres au comité de distribution, des lettres au comité de vente, des lettres au comité de service, des lettres au comité de conseil, des lettres au comité de formation, des lettres au comité de recherche, des lettres au comité de développement, des lettres au comité de coopération, des lettres au comité de solidarité, des lettres au comité de paix, des lettres au comité de justice, des lettres au comité de liberté, des lettres au comité d'égalité, des lettres au comité de fraternité, des lettres au comité d'humanité.

## SOMMAIRE

EDITORIAL	p. 5
Notes sur la situation politique après la guerre du Golfe	p. 11
CHRISTIAN FOSTIER Le « droit international » et l'ONU	p. 43
JEAN-JACQUES MARIE URSS : les lignes d'un nouvel affrontement	p. 53
WERNER UNDR Allemagne : « Nous ne voulons pas être un peuple sans travail »	p. 63
Lettre ouverte du comité directeur de Socialist Organizer au comité politique de Socialist Action	p. 73
Notes de lecture	p. 93



# Editorial

La Conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR s'est tenue avec la participation de délégués de sections et de groupes de 35 pays ; le compte rendu en a été donné dans *Tribune Internationale* n° 59 du mois de janvier.

La discussion a été centrée sur les moyens et les voies de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans le combat pour la constitution de partis ouvriers indépendants, pour l'Internationale ouvrière.

Quatre mois plus tard, les événements qui se sont succédé soulignent que la marche inexorable au pourrissement, à la dégénérescence accrue de l'économie capitaliste dans sa phase impérialiste, dont la guerre, les guerres, sont l'expression ultime, entraînent l'humanité au désastre, et amènent à la conclusion que pour sauver l'humanité de la ruine, de la décadence, de l'oppression, de l'exploitation, la révolution sociale, l'édification de la République universelle des conseils, est la seule voie de combat.



La nécessité d'avancer vers la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale s'exprime d'abord dans notre conviction de l'actualité du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les prémisses du *Programme de transition* sont centrées sur le fait que les « forces productives ont cessé de croître », que l'impérialisme amène à la décadence de l'humanité tout entière. A la lumière des derniers événements, en particulier la guerre du Golfe, nous voyons que les milliards de dollars dissipés dans l'utilisation des moyens de destruction encore jamais vus ne vont pas entraîner une « relance » de l'économie productive mais une recrudescence du pillage de la part de l'impérialisme américain et du parasitisme comme ressort essentiel du fonctionnement de l'économie capitaliste.

Et après la guerre, l'impérialisme américain entend remporter des succès dans la guerre commerciale qu'il n'a cessé de mener. Maintenant il va plus encore que par le passé s'efforcer d'assurer une redistribution des marchés à son profit. Il ne s'agit pas seulement du Japon, il s'agit aussi des capitalistes d'Europe à qui il faut imposer non seulement « l'ouverture plus large » aux produits et aux services américains, mais qui vont voir se réduire les « chasses gardées » dont ils disposaient encore. C'est ainsi que dans les négociations du GATT de janvier 1991, la réduction de 70 % de l'aide aux paysans des pays de la CEE fut imposée. Cela veut dire 15 à 20 millions d'hectares



de terres en friche, la liquidation de millions d'emplois, dans la présente décennie.

A cela correspond la ruine de continents entiers, l'Amérique latine, l'Afrique... L'UNICEF a prévu 130 millions de morts de famine et de maladies en Afrique d'ici à la fin du siècle. Estimation minimale, puisque pour la seule année 1991, on parle déjà de 29 millions. Ces chiffres froids expriment brutalement le coût que l'humanité doit payer pour le maintien du système d'exploitation capitaliste.

Et l'intensification de la pression américaine est le produit de sa propre crise. C'est ainsi qu'au dernier sommet des ministres de l'Economie et des Finances des sept pays les plus industrialisés (le « Groupe des 7 ») qui s'est tenu le dimanche 28 avril, J. Brady, secrétaire au Trésor des USA, reconnaissait la récession qui depuis deux ans frappe ce pays, masquée pendant quelques mois par la guerre du Golfe. Récession qui se poursuit, parce que l'économie d'armements, sa relance, ne peuvent plus jouer le rôle de volant d'entraînement qu'elles ont exercé depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et cette nouvelle pression est en train de conduire toutes les bourgeoisies, tous les gouvernements quelle que soit leur couleur politique à accentuer leurs attaques communes contre les travailleurs. Dans le cas de l'Europe, elle va également exacerber les conflits entre les différents impérialismes européens. En effet, s'il y a un seul capitalisme américain, il n'y a pas de « capitalisme européen » mais des capitalismes nationaux. *« C'est un rude hiver pour les architectes d'une nouvelle Europe. La guerre du Golfe a montré qu'il n'existe pas de politique étrangère unique. Aujourd'hui, une hausse de 0,5 % du taux d'intérêt de la Banque centrale allemande rappelle aux Européens que les divergences économiques sont aussi de taille. »* (International Herald Tribune, 5 février 1991.)



Les exigences du maintien du système capitaliste obligent les USA à jouer plus que jamais un rôle hégémonique ; mais il existe un contre-coup : toute crise dans le monde est une crise aux Etats-Unis, et cela ne donne pas au capitalisme le plus puissant la capacité de maîtriser toutes les données, loin de là.

Le 16 janvier, lors du débat sur les bombardements contre l'Irak, Bush a donné un nom à ces exigences : le « *nouvel ordre mondial* ».

Ce nouvel ordre exige, après la destruction de la nation irakienne, son retour à l'ère préindustrielle, que plus de quarante millions de travailleurs soient jetés au chômage en URSS, que 4 à 6 millions de travailleurs allemands encourent le même sort, que des pans entiers mêmes des appareils d'Etat dans les pays dépendants soient détruits. Cet ordre exige que la principale force productive de l'humanité, la force de travail de la classe ouvrière, avec l'ensemble des forces productives soient l'objet d'une véritable destruction généralisée.

Selon le rapport du directeur général de l'O.I.T., préparatoire à la 75<sup>e</sup> réunion de l'O.I.T. qui doit se tenir en juin prochain, ce sont 300 millions de travailleurs qui en Amérique latine, Afrique, Asie, sont passés dans le « secteur informel ». Cela veut dire travail précaire, mal payé, sans aucune garantie. Est-ce un phénomène des pays dépendants ? Le même rapport poursuit :



« La description qu'on vient de faire du secteur non structuré s'applique avant tout aux pays en développement, qui sont d'ailleurs loin de constituer un groupe homogène : il faut distinguer, par exemple, les pays relativement urbanisés et industrialisés d'Amérique latine et les sociétés essentiellement rurales d'Afrique, continent où l'urbanisation est un phénomène beaucoup plus récent et où l'industrialisation est encore balbutiante. Mais il serait intéressant de se demander dans quelle mesure on pourrait dire qu'il existe aussi un secteur non structuré (au sens ci-dessus) dans les pays développés.

A première vue, il semble que les similitudes soient nombreuses. Les pays développés ont eux aussi des poches de pauvreté urbaine, où une fraction souvent non négligeable de la population se livre à des activités marginales faiblement rémunérées. Nombre de pays développés possèdent une vaste « économie souterraine » où l'on pratique diverses formes de travail clandestin (ou « travail au noir »). Par ailleurs, tant dans les pays développés que dans le tiers monde, la tendance à la déréglementation et à la décentralisation de la production, rendues possibles par le progrès technique et stimulées par les efforts déployés par les entreprises pour réduire les coûts et améliorer ainsi leur compétitivité, a eu pour effet de développer la sous-traitance, de rendre le travail plus précaire et, au moins dans une certaine mesure, d'amoindrir la protection sociale.

Une évolution similaire pourrait se produire dans les pays d'Europe orientale qui tentent le difficile passage d'une économie planifiée à une économie de marché ; peut-être même s'est-elle déjà amorcée, étant donné la difficile situation économique de ces pays. »

Au vu du développement du « travail précaire » dans les pays impérialistes (par exemple en Espagne, selon les dernières données, il représente 32 % du total des employés), nous constatons une monstrueuse entreprise de destruction des forces productives.

C'est dans ce cadre que sur la base des prémisses du *Programme de transition* nous fondons notre action politique dans le combat pour la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.



La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties de Chine, des autres pays de l'Est, ainsi que les PC du monde entier, appendices du Kremlin, s'effondrent. C'est le produit direct de la mobilisation révolutionnaire des masses. Face à elle, la bureaucratie, caste sociale parasitaire, divisée à l'extrême, cherche l'aide de l'impérialisme.

Cette aide politique manque d'abord désespérément d'investissements importants.

Ainsi, les économistes du Center for Economic Policy Research (CEPR) ont calculé que la reconstruction du stock de capital des pays de l'Est « coûterait au minimum 135 milliards de dollars par an pendant 10 ans ». C'est à dire « 5 fois l'investissement annuel de la Belgique ou encore 15 % de celui de la CEE ».

Si on prend les chiffres annoncés par la BERD, 24 Etats, l'OCDE, la CEE, le FMI verseront 40 à 60 milliards de dollars de *dons* et de *crédits*, ce qui est bien modeste par rapport aux besoins.



Quant au secteur privé, sur les neuf premiers mois de 1990 les crédits ont chuté de 6,8 milliards de dollars.

« Pour le moment le diagnostic est plutôt gris. Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, les firmes occidentales ne se sont pas précipitées. » (G. Wilde, du Centre études perspectives et informations internationales.)

« L'euphorie des investisseurs était un peu exagérée il y a un an. Tout autant que leur actuelle méfiance, née de la prise de conscience de la profonde récession des économies de l'Est. » (F. Milewsky, OFCE.)

Ainsi les « joint ventures » (sociétés mixtes) sont 5 000 en Hongrie ; en Pologne, 2 800 ; en Tchécoslovaquie, 600 ; en Roumanie, 570 ; en Bulgarie, 120. Mais... dont beaucoup sont des sociétés mixtes de services, informatique, etc., constituées avec le capital minimal requis, et n'existant que sur le papier.

Résultat : cet ensemble de sociétés ne représentent pas plus de 1,5 milliard de dollars d'investissements occidentaux selon l'Institut de Vienne pour les comparaisons économiques internationales, dont 1 milliard pour la seule Hongrie, 250 millions en Pologne, 50 pour la Tchécoslovaquie, 10 pour la Bulgarie.

« Il y a eu beaucoup de promesses, nous avons attendu et puis rien n'est arrivé », disait I. Kostov, ministre bulgare des Finances, et il rajoute : « Lorsqu'un pays décrète comme la Bulgarie un moratoire unilatéral de sa dette extérieure, on ne peut attendre de miracles. Il faut d'abord restaurer la confiance de l'Ouest. »

« Jusqu'à présent, nous n'avons pas réussi à attirer le capital étranger. » (Le Premier ministre slovaque V. Meciar.)

Cela est directement relié au fait que les capitalistes ne cherchent qu'à racheter telle ou telle entreprise « rentable », liquidant le reste de l'usine.

« La grande lessive du marché a commencé. Seules les boîtes-phares survivront. Celles dont la production ne répond pas à la demande sociale devront disparaître. » (G. Wilde, du CEPII.)

Le problème des privatisations c'est en fait la casse de l'appareil productif :

- Hongrie : doublement du nombre des chômeurs.
- Tchécoslovaquie : en janvier : 120 500 (1,5 % de la population active) contre 80 000 en décembre (estimation prévoyant 500 à 600 000 d'ici fin 1991).
- Pologne : officiellement 1,2 million de chômeurs (6,5 % de la population active).
- Yougoslavie : officiellement 1,3 million de chômeurs.

Le contrôle direct de la politique économique des gouvernements de l'Est de la part du FMI souligne le véritable objectif de l'impérialisme : la recolonisation.

C'est aussi l'utilisation de la dette externe comme en Amérique latine, avec les résultats qu'on connaît quant à l'ordre du jour.

A ce sujet, un extrait d'une interview d'un ministre polonais :

« Question : Attendez-vous davantage de ressources de la réduction de la dette ou des privatisations ?

Réponse : De la réduction de la dette. Plus on privatise rapidement, moins on gagne d'argent. Nous préparons les conversions des dettes en prise de participation dans l'économie. Nous étudions les exemples du Mexique, du Brésil et de l'Argentine ; nous envoyons des gens là-bas pour s'informer. »



(Janusz Lewandowski, ministre polonais des Privatisations. *Le Monde* du 16 mars.)

La bureaucratie divisée, comme courroie de transmission de l'impérialisme, essaie de privatiser. Faute de moyens pour constituer des « bourgeoisies nationales », la caste parasitaire est l'agent de la recolonisation des pays ; de la vente, par exemple en Tchécoslovaquie, des fleurons de l'industrie nationale comme SKODA au capital étranger, allemand en l'occurrence.



Les prémisses du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale soulignent que la bureaucratie, caste parasitaire, devra être renversée par une révolution politique afin de récupérer le pouvoir pour les travailleurs, sans quoi la bureaucratie organiserait la contre-révolution capitaliste, la privatisation, et la destruction de la propriété d'Etat ou sociale.

La justification de l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale était donnée par ces prémisses, qui aujourd'hui se matérialisent.

Si la bureaucratie était une nouvelle classe, ou avait une « double nature », construisant le socialisme à sa manière, selon la ligne de Pablo-Mandel, poursuivie aujourd'hui par le Secrétariat unifié, la IV<sup>e</sup> Internationale ne pourrait pas être autre chose qu'une force d'appoint critique de l'appareil stalinien.

Mais les événements actuels sont un cinglant désaveu des théories de la « bureaucratie-nouvelle classe », ou « à double nature ». Dans les prémisses de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, ces caractérisations sont déjà données.

Pour Trotsky, « la justification historique de toute classe a toujours consisté en ce que le système d'exploitation dirigé par elle hissait à un degré supérieur le développement des forces productives ». L'histoire a déterminé que « la bureaucratie ne se présente pas comme la porteuse d'un nouveau système d'économie, qui lui serait propre et qui serait impossible sans elle, mais comme excroissance parasitaire sur le corps de l'Etat ouvrier ».

Accident historique, explicable par l'isolement de l'URSS, la défaite de la révolution en Allemagne et en Europe, accident aux lourdes conséquences, mais accident.

Détruire de fond en comble la bureaucratie est la condition du rétablissement du pouvoir démocratique des ouvriers et paysans, et l'accident long de 60 ans a bien sûr et aura des conséquences sur les conditions de lutte et d'organisation des travailleurs soviétiques d'aujourd'hui, et des travailleurs du monde entier.

Et pourtant la deuxième grève des mineurs soviétiques, avec les formes les plus classiques d'une grève pour des revendications politiques et sociales, montre que la récupération des traditions révolutionnaires sera très rapide.

En même temps, l'accord de toutes les ailes du sommet de la bureaucratie, Gorbatchev, Eltsine, Ligachev, contre la grève des mineurs, montre encore sa seule nature de caste parasitaire, qui au nom des plans du FMI et de la Banque mondiale, veut s'attaquer aux mineurs et à la production de charbon, qui, une fois de plus, n'est pas « rentable ».

« Les partis de la II<sup>e</sup> Internationale tentent et tenteront d'utiliser à leur profit le processus d'effondrement irréversible des PC. Agences directes de



l'impérialisme, les partis de la II<sup>e</sup> Internationale sont appelés à jouer le premier rôle dans la défense du "nouvel ordre mondial" que Bush et Gorbatchev prétendent édifier. L'édification d'un tel "ordre mondial", sous l'intervention directe de l'impérialisme, se heurte au fait que l'effondrement de l'ordre de Yalta et de Potsdam a ouvert, avec la chute du Mur de Berlin, une nouvelle période des plus gigantesques convulsions sociales dans le monde, et en premier lieu en URSS, dans les pays de l'Est, en Chine. » (Extraits de la résolution politique adoptée par la Conférence des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR.)

Afin de maintenir l'ordre de l'oppression et de l'exploitation, la II<sup>e</sup> Internationale et ses partis doivent mener une politique qui entrave ou détruit l'existence des organisations indépendantes qui se dégagent de la crise de l'appareil stalinien, de la social-démocratie elle-même et des partis nationalistes. En même temps, la II<sup>e</sup> Internationale, liée à l'impérialisme et lui servant de porte-parole, ce dont l'exemple a été donné par son soutien à la politique guerrière de Bush, connaît aussi la désaffection des travailleurs, que ce soit en France, en Espagne, au Sénégal ou ailleurs...

Les prémisses du Programme partent de la nécessité de résoudre « la crise de l'humanité qui est la crise de la direction révolutionnaire ».

Aider à résoudre cette crise amène donc à combattre pour la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, à œuvrer dans le sens d'aider la classe à se constituer ou à se reconstituer en tant que telle, à aider à la construction de partis ouvriers indépendants.

Le mouvement de la classe vers son unité exige d'ouvrir un processus de constitution d'une alternative ouvrière et populaire au pouvoir en place.

Ouvrir la voie à la construction de partis ouvriers indépendants ne peut se réduire à prendre des mesures d'organisation, bien que celles-ci soient nécessaires : c'est d'abord comprendre que le guide c'est la lutte pour le gouvernement de rupture avec l'impérialisme, reliée à l'agitation pour le programme d'action, programme de mesures d'urgence et de sauvegarde des masses laborieuses. La lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan doit s'appuyer sur la voie ouverte à la construction de partis et syndicats ouvriers indépendants.

Tout le contenu politique de la Conférence pour l'Internationale ouvrière s'exprime dans le fait que la lutte pour le pouvoir, la formulation actuelle du combat pour des gouvernements ouvriers et paysans, exige d'avancer dans la construction des partis ouvriers, partis des travailleurs, indépendants des bureaucraties et de l'impérialisme.

C'est là la justification théorique et pratique de la place des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

A. Camps, le 3 mai 1991



# Notes sur la situation politique après la guerre du Golfe

La rédaction de l'essentiel des notes qui suivent a été achevée le 15 mars 1991. Ces notes visaient à fournir de premiers éléments d'appréciation de la situation internationale au lendemain de la guerre contre-révolutionnaire menée contre le peuple irakien. Elles étaient destinées à aider à la discussion politique nécessaire au lendemain de ce que le président Bush présentait comme le « premier test » réussi du « nouvel ordre mondial ».

Si plus de deux mois plus tard il a été décidé de les publier dans *La Vérité*, c'est parce que ces notes contiennent une série d'éléments de fait qui demeurent aujourd'hui valides pour apprécier la situation internationale. C'est aussi parce que l'élaboration politique dans les instances de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR n'est pas séparable de l'action d'ensemble menée sur le terrain de l'internationalisme et qu'il est utile que les jalons de la réflexion politique au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR soient des éléments de la discussion de tous ceux qui sont associés nationalement et internationalement sur le terrain du combat pour l'indépendance de classe.

De brèves précisions ont été apportées ici et là à ces notes, en référence à des événements majeurs qui se sont produits depuis leur rédaction (la tragédie vécue par le peuple kurde en Irak, les développements de l'action de la classe ouvrière dans toute l'Allemagne, le degré atteint par la crise en URSS...).

Il faut par ailleurs souligner que ces notes n'avaient pas pour objet d'analyser de manière développée l'approfondissement de la crise irréversible du mode de production capitaliste, question qui constituera le contenu d'un document actuellement en cours de rédaction.

Ce n'est toutefois que dans ce cadre que peut être pleinement saisie la signification de l'actuelle « récession » aux Etats-Unis — qui est désormais un fait acquis — se combinant avec une crise bancaire sans précédent.

La Grande-Bretagne connaît elle aussi une crise profonde. Les prévisions pour l'ensemble des pays d'Europe sont de plus en plus pessimistes. Ce sont les prémisses d'une brutale dégradation de toute la situation économique mondiale.

Les conséquences de la guerre, de l'affirmation par la pire violence de l'hégémonie de l'impérialisme américain, vont aggraver tous ces facteurs et n'en faire disparaître aucun. Les milliards de dollars dissipés dans l'utilisation des moyens de destruction « consommés » dans la guerre du Golfe ne vont pas entraîner une « relance » de l'économie productive mais une recrudescence du pillage de la part de l'impérialisme américain et du parasitisme comme ressort essentiel du fonctionnement de l'économie capitaliste.

Ces notes cherchent donc à donner des éléments de réponse à deux séries de questions liées :

— la manière dont se conclut la « guerre du Golfe » remet-elle en cause l'analyse que nous avons faite, lors de la chute du Mur de Berlin, d'un « tournant majeur » de la situation mondiale ?

— quel contenu prend l'hégémonie de l'impérialisme américain et quelles en sont les conséquences politiques, économiques et sociales ?



## I. LA GUERRE D'EXTERMINATION CONTRE LE PEUPLE IRAKIEN

Comment s'est menée et s'est conclue la guerre — au sens strict — contre le peuple irakien ?

La suspension des opérations militaires unilatéralement décidée par Bush, précédant une fois encore la prise de position de l'ONU avalisant, comme à chaque étape précédente, les décisions de l'impérialisme chef de la coalition, s'est faite non seulement après que l'ensemble du Koweït ait été investi par les forces de la coalition, mais après que l'armée irakienne ait été brisée, que les forces impérialistes soient solidement implantées sur des fractions importantes du territoire irakien et que le gouvernement de Bagdad ait accepté l'ensemble des résolutions adoptées par l'ONU depuis le 2 août.

### Le rôle de l'ONU

Celle-ci, continuant de jouer le rôle d'instrument de guerre et de caisse enregistreuse des décisions de l'impérialisme le plus puissant, a codifié les conditions du cessez-le-feu d'une manière telle que le peuple irakien est tenu en otage de l'application des mesures décidées par l'impérialisme.

Les propos sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité du territoire irakien ne peuvent cacher la réalité : l'Irak, saigné à blanc par les bombardements de terreur et partiellement occupé, est aujourd'hui un pays directement opprimé par l'impérialisme sur la base des résultats d'une guerre contre-révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il a perdu les attributs de l'indépendance politique. Ce qui est le cas, sous d'autres formes, de l'Arabie Saoudite, et le sera demain pour d'autres pays. Ce qu'un éditorial d'*Informations ouvrières* traduisait correctement en parlant de mise en esclavage du peuple irakien.

Les armées « alliées » ont stoppé net leur progression au point où elles se

trouvaient lors du cessez-le-feu. Saddam Hussein est resté au pouvoir.

Il s'agit bien sûr d'une décision politique. Chercher à rétablir, sur la base de la violence, une certaine stabilité dans la région implique le maintien de l'Irak comme entité étatique. Son démantèlement serait lourd de conséquences explosives et incontrôlables pour toute la région, en particulier à cause du problème kurde, et serait donc contradictoire avec les tentatives d'un rééquilibrage — même temporaire — entre les différents Etats de la région, impliquant que l'Etat d'Israël soit lui aussi discipliné en fonction des besoins du maintien de l'ordre tel que l'entend l'impérialisme américain. L'impérialisme, sauf à en faire un pays totalement occupé militairement, doit pour maintenir l'ordre en Irak faire appel à des forces issues du régime en place ou/et de l'armée.

Tout gouvernement mis en place pour appliquer les conséquences des décisions impérialistes serait, indépendamment de sa composition et du sort personnel de Saddam Hussein, un instrument d'exécution de l'impérialisme, un gouvernement anti-national.

La possibilité d'aboutir à une telle formule n'est pas automatiquement donnée. Il y a certes un facteur majeur constitué par le véritable massacre subi par le peuple irakien, mais on ne peut préjuger des réactions des peuples arabes. C'est ce que traduisaient les remarques attribuées à une personnalité américaine (*Libération*, vendredi 1<sup>er</sup> mars) : « *On est peut-être allé trop loin.* »

Dans le même sens va ce commentaire d'un correspondant du *Financial Times*, exprimant les préoccupations de certains des cercles les plus influents de l'impérialisme britannique. Nous en reproduisons ici des extraits, non par accord avec l'ensemble de son analyse ou avec les formules employées, mais parce qu'il est indicatif des problèmes posés à l'impérialisme :

« La politique visant à infliger une défaite au Moyen-Orient a cédé la place, pour la première fois dans l'histoire moderne, à la politique de l'humiliation. Si grande était la menace censée avoir



été constituée par Saddam Hussein que les USA et les Alliés ont choisi dans ces six dernières semaines de franchir la limite qui sépare la défaite militaire d'un effondrement national.

En visant la destruction politique de Saddam Hussein, les forces de la coalition ont choisi de faire physiquement de l'Irak un invalide. Cela contraste avec tous les autres conflits au Moyen-Orient depuis la Deuxième Guerre mondiale. Dans ces guerres, Israël visait à briser les armées arabes, pas les économies. [...]

Les alliés de la coalition ont placé autour du cou de Bagdad un nœud coulant qui peut être serré ou desserré à leur gré. L'Irak dépend, pour 90 % de ses revenus, du pétrole. Elle ne peut en exporter une goutte sans l'accord des Alliés — à supposer que ses centres pétroliers ne soient pas trop endommagés.

[...] Il s'agit du carcan le plus serré jamais imposé à long terme à un pays — à l'exception de l'occupation militaire pure et simple. »

Puis le journaliste écrit que certes *« un général peut avoir le courage de renverser Saddam Hussein, mais il devra être tout aussi sans pitié que lui »*.

Depuis, la résolution de l'ONU donnant un caractère « définitif » au cessez-le-feu a explicitement marqué le fait que l'Irak *« hypothéquait une partie de sa souveraineté nationale »*, comme l'a expliqué un journaliste américain. Non seulement l'Irak doit assurer le service de sa dette externe (90 milliards de dollars) mais il doit payer des dommages de guerre : pour cela est constitué un « fonds d'indemnisation » à partir des prélèvements sur les recettes pétrolières.

L'Irak est ainsi asservi mais le régime de Saddam Hussein a vu « tolérer » sa répression contre les insurgés du sud et contre le peuple kurde. Dans des limites fixées par l'impérialisme et après que la situation créée par la répression a débouché sur une véritable tragédie, celui-ci a assuré ses positions en Irak même.

### Une opération terroriste et barbare

Les quelques chiffres fournis ou suggérés par le haut commandement suffisent à cerner cette réalité : 106 000 sorties aériennes (à quoi s'ajoutent les mis-

siles, le pilonnage par l'artillerie de marine et l'artillerie lourde) ont abouti à la destruction des trois quarts du matériel blindé et à des pertes en vies humaines évaluées selon les sources de 80 000 à 150 000 hommes (pour une armée totale de 550 000 hommes).

Il ne s'agit que des pertes militaires. Les pertes civiles ne sont pas évaluées. Mais l'UNICEF déclarait au lendemain de l'arrêt des hostilités craindre le déferlement d'épidémies à Bagdad, où il n'y a plus d'eau courante ni d'électricité, ce qui indique le degré de destruction de cette ville comme de bien d'autres en Irak.

La plus effrayante concentration des moyens de destruction les plus modernes a été employée sans relâche pendant six semaines pour mener contre un peuple une véritable guerre d'extermination.

Il s'agit d'une opération terroriste et barbare qui concentre ce qu'est le système capitaliste aujourd'hui, et à quel prix et par quels moyens l'impérialisme entend maintenir sa domination mondiale.

L'emploi à cette échelle des moyens de destruction les plus sophistiqués ne visait certes pas seulement à contraindre l'Irak à se retirer du Koweït, mais à écraser le peuple irakien. Au-delà, il s'agit de terroriser tous les peuples de la région et de signifier, en lettres de sang, aux peuples du monde que la loi de l'impérialisme est intangible.

Le contenu international de cette guerre contre-révolutionnaire trouve une cristallisation régionale dans ce qui se passe aujourd'hui au Koweït. Le Koweït, qu'un journaliste africain — hostile au régime de Saddam Hussein — définissait comme un lambeau d'Irak qui en avait été détaché pour lui interdire un accès à la mer et dont le retour à l'Irak a toujours été une revendication du mouvement national irakien, existe comme une gigantesque plate-forme pétrolière exploitée par l'impérialisme. On sait que la majorité de la population y est formée de travailleurs immigrés sans droits, et que seule une fraction de la population koweïtienne y dispose du droit de



vote (6 % seulement de la population étant concernée par les élections à une assemblée consultative).

Ce qui est en cours au Koweït c'est la chasse aux Palestiniens. Parce que la guerre contre-révolutionnaire déclenchée par l'impérialisme est une guerre contre les peuples de la région, elle a comme cible prioritaire la révolution palestinienne, qui a été et demeure « *le ferment de la mobilisation révolutionnaire des masses dans toute la région, donc de l'instabilité chronique et de la déstabilisation de tous les régimes réactionnaires du Moyen-Orient* ». (Résolution du Secrétariat international, 6 septembre 1990.)

Plusieurs semaines après l'entrée des troupes impérialistes au Koweït, les atrocités organisées contre les Palestiniens se poursuivent, comme la répression à Gaza et en Cisjordanie alors que Baker multiplie les « entretiens diplomatiques ».

L'« après-guerre », le « nouvel ordre mondial » tels qu'ils se transcrivent au Moyen-Orient, impliquent que de nouveaux coups soient portés à la révolution palestinienne.

## II. DANS QUELLES CONDITIONS L'IMPÉRIALISME A-T-IL ÉTÉ AMENÉ À DÉCLENCHER LA GUERRE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE PEUPLE IRAKIEN ?

Réuni en novembre 1989, au moment où sous les coups de boutoir des masses travailleuses de toute l'Allemagne, le mur de Berlin s'effondrait, le 34<sup>e</sup> Congrès du PCI adoptait une résolution qui expliquait notamment :

« Les contradictions des relations internationales et des relations entre les classes se révèlent avec une force inouïe dans les explosions révolutionnaires qui éclatent à des niveaux divers à l'échelle mondiale et sur tous les continents, au travers d'un développement dont le facteur dominant est la montée du mouvement révolutionnaire des masses. Les explosions en Birmanie et en Chine, en

Allemagne et en URSS, en Pologne et au Brésil, en Afrique du Sud et au Venezuela, comme la résistance de la révolution nicaraguayenne face à la contre-révolution soutenue par l'impérialisme US, confirment la caractérisation de la situation mondiale comme celle de l'imminence de la révolution, période historique analysée comme couvrant une période longue où la marche à la révolution connaîtra des hauts et des bas.

Il pourrait sembler que l'Europe capitaliste était jusque-là préservée : la gigantesque explosion sociale en Allemagne de l'Est révèle les contradictions qui étaient encore relativement cachées, ébranlant tout l'équilibre mondial. Les mouvements en cours en Allemagne de l'Est, dirigés contre la bureaucratie de l'Est, ébranlent l'Allemagne de l'Ouest capitaliste qui est une société de classes. On ne peut prévoir, ni déterminer complètement la succession de toutes les phases à venir. La montée de la révolution en Allemagne procède d'un processus d'ensemble de relations internes et internationales, et d'intenses contradictions. Il reste que des millions d'ouvriers de Berlin-Ouest sont accourus pour saluer les milliers de travailleurs de l'Est. Certes, la classe ouvrière et les peuples opprimés, y compris la classe ouvrière en Allemagne, ont connu et connaîtront bien des désillusions, des perfidies et des trahisons.

2.- Ce à quoi nous assistons c'est à l'effondrement en cours de l'équilibre mondial édifié à Yalta, déstabilisant tant l'équilibre des pays où la propriété privée a été expropriée que l'équilibre de tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde. A l'équilibre de Yalta qui se liquide par les faits se substituera une situation où des mouvements antagoniques vont se développer entre la révolution et la contre-révolution que la bureaucratie et l'impérialisme ne pourront régler. A Yalta, un équilibre mondial entre les classes s'est édifié sur la base d'une vague révolutionnaire contenue par un système de conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme par le prolétariat et les peuples opprimés, ainsi que les conquêtes arrachées par l'expropriation, révolutions déformées. C'est sur cette situation qu'avec Yalta l'impérialisme tenait en équilibre les mécanismes du système de la propriété privée des grands moyens



de production, grâce à la bureaucratie du Kremlin et à ses agences nationales, et aux appareils des partis social-démocrates qui ont réussi à maintenir la classe ouvrière dans le cadre de l'équilibre bourgeois.

3.- Alors que de toutes parts et en tous lieux il est affirmé la faillite du marxisme, toute la situation économique mondiale infirme les fallacieuses théories stalinienne du socialisme dans un seul pays. La situation mondiale dans son ensemble confirme que sur la constitution du marché mondial édifié par le capitalisme, les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats. Les analyses marxistes de Trotsky et de la IV<sup>e</sup> Internationale sont confirmées. L'économie des pays d'où le capitalisme a été exproprié est dépendante du marché mondial *"auquel nous sommes subordonnés, avec lequel nous sommes liés et dont nul ne peut s'arracher"* (Lénine). Le résultat final de la gestion bureaucratique de l'économie par la caste privilégiée c'est le chaos. Ce n'est pas le marxisme qui est dépassé, ce sont les fallacieuses théories du *"socialisme dans un seul pays"*, de la *"coexistence pacifique"* et des prétendus *"pays socialistes"*.

La décomposition de tout le système mondial de l'impérialisme sous l'égide du FMI et de la CEE entraîne tous les pays, y compris les pays avancés, à la plus gigantesque destruction des forces productives. Dans les pays arriérés, avec l'exigence du paiement de la dette extérieure, l'impérialisme s'est engagé dans le processus de recolonisation. Les éléments de rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production en URSS, en Chine, dans les pays de l'Est, cumulés à la gestion catastrophique de la bureaucratie, entraînent l'économie de ces pays à un désastre sans précédent. La pénétration du capital financier, le rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production entraînaient des relations de type colonial avec toutes leurs désastreuses conséquences.

Le système de la propriété privée et celui de la propriété sociale ont coexisté durant des dizaines d'années. La marche de la lutte des classes démontre qu'historiquement ces deux formes de propriété ne peuvent coexister. Nous rappelons que dans son discours au dernier congrès auquel il ait assisté, Lénine

déclarait en substance : quelques dizaines d'années dans la vie d'un homme comptent ; à l'échelle de l'histoire, quelques dizaines d'années ne sont qu'une goutte d'eau. C'est à cette échelle que nous continuons à aborder la crise de la civilisation humaine qui ne peut être réglée que dans la solution des problèmes soulevés par la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. »

La matérialisation de ce tournant mondial d'ampleur historique *« préparé par la marche de l'histoire »*, comme le soulignait une déclaration du Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) au lendemain de la chute de Ceaucescu ne pourra s'effectuer que sur toute une période faite d'affrontements entre la révolution et la contre-révolution. La guerre d'agression contre-révolutionnaire menée dans le Golfe s'inscrit dans ce processus d'affrontements.

Elle est une réplique de l'impérialisme mondial, sous la conduite de l'impérialisme américain et avec l'appui de la bureaucratie en crise, aux conséquences du tournant de la situation mondiale. Comme le soulignait un membre du Secrétariat international lors de la Conférence de Barcelone, la guerre alors imminente ne se produirait pas comme prolongement d'une défaite de la classe ouvrière mais comme moyen de contre-carrer la montée des travailleurs et des peuples en portant préventivement des coups à ce mouvement mondial (*« La guerre peut remplir une fonction du point de vue de l'impérialisme et de la bureaucratie dans la tentative d'établir un nouvel ordre mondial. Elle est considérée par certains cercles dirigeants comme la possibilité d'imposer par la terreur des coups sérieux aux travailleurs et aux peuples. »*).

A l'occasion de la crise du Golfe, après l'effondrement de l'équilibre de Yalta et alors que les conséquences de cet effondrement se manifestaient dans la multiplication des mouvements des opprimés et des exploités à l'échelle de toute la planète, l'impérialisme américain a voulu réaffirmer qu'il demeurerait une *"super-puissance"* et une seule.



C'est cela qu'il s'agissait de démontrer par tous les moyens. Là est le contenu de la guerre du Golfe.

Le déferlement de la révolution politique — ce que l'adresse du Conseil général de janvier 1990 définissait comme « *l'heure du règlement de comptes des travailleurs et des peuples soumis à l'oppression de la bureaucratie mise en place par Staline* » — s'est poursuivi et amplifié, des premières grandes grèves des mineurs soviétiques à la révolution roumaine, à la déstabilisation accentuée de tous les régimes bureaucratiques, à la réalisation — avant tout imposée par le mouvement des travailleurs allemands — de l'unité de la nation allemande, à l'accentuation de la marche à la révolution politique en URSS même.

Ces mouvements se combinant avec la résistance des travailleurs aux conséquences des tentatives de restauration capitaliste, à l'application des plans du FMI relayés par les nomenklaturas corrompues et en voie de dislocation.

Et il ne s'agit pas d'un mouvement qui se limiterait à l'Est : c'est bien tout le monde de Yalta et de Potsdam qui est remis en cause par l'action des masses.

### La lutte des classes et la place de la IV<sup>e</sup> Internationale

L'action des masses, qui est constituante des « *conditions objectives* », est la force motrice de ces développements. L'action des masses qui se déclenche « *spontanément* » ne relève pas d'une catégorie abstraite de la « *spontanéité pure* », séparée des développements d'ensemble. La spontanéité à un moment donné est elle-même le produit complexe de facteurs objectifs de l'histoire, d'expériences accumulées ; le « *spontané c'est l'embryon du conscient* », expliquait Lénine.

Quand les masses se mettent en mouvement, lorsque se manifeste dans un processus révolutionnaire le fait que le « *facteur décisif* », ce sont les « *conditions objectives du capitalisme pourrisant* » qui font « *que des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution* », alors ces

masses tendent dans leur mouvement même à s'organiser, à réaliser leur unité. Elles mettent par là au premier plan les « *problèmes soulevés par la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* ». Quelle perspective, quels mots d'ordre, quelles formes d'organisation — en dernière analyse quelle organisation politique et quel programme — correspondent aux objectifs contenus par ce mouvement ? Comment en l'aidant à surmonter les obstacles, à se centraliser, établir le lien pratique entre les exigences immédiates de ce mouvement et le « *programme de la révolution socialiste* ».

La IV<sup>e</sup> Internationale-CIR n'a pas seulement apprécié d'emblée (comme en témoigne le document de l'Internationale adopté en novembre-décembre 1989) le contenu et l'ampleur mondiale du tournant qui commençait. Elle a été capable — quelles que soient les difficultés et les faiblesses — de formuler pratiquement, en relation avec le mouvement des masses, une politique dont l'axe est la rupture avec l'impérialisme et les bureaucraties, la constitution d'organisations de travailleurs politiquement indépendantes.

En ce sens, la Conférence mondiale ouverte de Barcelone est à la fois un aboutissement et un commencement. Il est évident que l'ampleur de cette conférence est à relier à des circonstances qui sont, pour nous, « *objectives* », aux conséquences du tournant. Mais elle n'en est pas un simple « *reflet* ».

La tenue et le succès politique de la Conférence de Barcelone n'étaient pas donnés « *automatiquement* ». Il s'agit du résultat de l'activité de toute l'Internationale, de ses sections engagées dans chaque pays dans le combat pour des partis ouvriers indépendants.

Cette intervention des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est appuyée sur les acquis politiques et d'organisation enregistrés dans le combat pour la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale et pour la Conférence mondiale ouverte (indissolublement liés) depuis la Conférence de Caracas (Conférence de Dakar, cons-



titution de l'AET, Tribunal international de Lima, Conférence ouvrière européenne de Berlin).

La Conférence mondiale ouverte de Barcelone donne une dimension nouvelle à l'action internationale et dans chaque pays pour la construction de partis ouvriers indépendants : elle exprime la base réelle du combat pour la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en relation directe avec les « grands événements » de la phase de guerres, de révolutions, de contre-révolutions qui constitue et constituera le contenu du « grand tournant » amorcé en 1989.

### Une réalité mondiale

On le sait, cette même année 1990, marquée par l'approfondissement de la révolution politique, a vu tous les équilibres anciens du continent africain être remis en question, de l'Algérie où se sont constitués tous les éléments d'une situation révolutionnaire à l'Afrique du Sud. Dans tous les Etats africains qui sont principalement dominés et pillés par l'impérialisme français (la zone franc) le mouvement des travailleurs et des peuples dressés pour la démocratie et la souveraineté, contre les plans du FMI, ébranle et parfois commence à disloquer les régimes corrompus au service de l'impérialisme (Bénin, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Togo, Sénégal, etc.). Et ce même mouvement s'est étendu à d'autres pays d'Afrique (Nigéria, Ghana, Tanzanie, etc.).

La question du pouvoir est ainsi posée directement dans toute une série de pays d'Afrique. Elle ne trouvera pas de réponse en dehors de l'organisation indépendante des exploités et des opprimés de ces pays, définissant pratiquement une politique de rupture avec l'impérialisme, de non-paiement de la dette.

La constitution du Parti des travailleurs en Algérie et sa place dans la mobilisation populaire contre l'agression impérialiste, la signification de la constitution d'une centrale syndicale indépendante au Sénégal et la place tenue dans sa défense par les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'élargissement de

l'activité de la IV<sup>e</sup> Internationale en Afrique affirmé à la Conférence de Barcelone forment des éléments constitutifs de cette situation. Au travers du combat des sections et des groupes de la IV<sup>e</sup> Internationale, celle-ci ne se trouve pas dans une situation de commentateur mais commence à agir comme un « acteur » des développements révolutionnaires en cours.

Le pillage catastrophique de l'Amérique latine par le moyen de la dette s'aggrave. La résistance des masses s'est exprimée à maintes reprises mais se heurte aux obstacles de la division et de la fragmentation des luttes dont sont responsables les vieilles directions nationales petites-bourgeoises, les courants liés au castrisme en pleine faillite.

Les initiatives politiques procédant du Tribunal de Lima et de la Conférence de Barcelone matérialisent le combat pour le front unique anti-impérialiste contre la dette et s'inscrivent d'ores et déjà comme des éléments de la situation d'extrême tension à l'échelle de tout le continent, nourrissant d'inévitables nouvelles ripostes.

En effet, dans aucun pays d'Amérique latine les tentatives d'asseoir le pillage impérialiste sur une stabilisation politique par la mise en place de « façades démocratiques » n'ont abouti (Brésil, Pérou, Chili, Argentine). Au Panama même, malgré l'occupation militaire US consécutive à la brutale invasion du pays, le 1<sup>er</sup> mai 1990 a été marqué par de puissantes manifestations réclamant le retrait des troupes US.

Dans tous les Etats capitalistes d'Europe, les différents gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, ont poursuivi la politique de régression sociale commencée par les plans anti-ouvriers indispensables aux profits capitalistes. Partout, ils se sont heurtés à la classe ouvrière, à la paysannerie, à la jeunesse. Nulle part, même si c'est sous des formes différentes et à des degrés d'intensité différents, ils n'ont pu éviter la mobilisation ouvrière contre ces plans.

Ainsi, en Angleterre, ce n'est pas d'abord comme résultat d'une « révolution de palais » au sein du Parti conser-



vateur que Thatcher a dû s'effacer, mais devant la crise explosive provoquée par la levée en masse contre la « poll-tax ».

Les mêmes traits essentiels se retrouvent en Grèce, en Italie, en Espagne, en Belgique. L'Allemagne — où c'est avant tout la classe ouvrière qui a imposé la réunification de la nation allemande — exige un développement particulier (nous y reviendrons plus loin).

En France, la tentative de destruction de la Sécurité sociale que constitue la CSG a elle aussi provoqué la colère des travailleurs, conduit à leur volonté de mettre en échec les plans gouvernementaux par la réalisation de leur unité et de celle des organisations. L'action politique du MPPT a constitué un point d'appui par la réalisation partielle de cette unité. En même temps les obstacles dressés par la soumission des dirigeants des organisations ouvrières aux besoins de la bourgeoisie et la division qui en découle ont entravé cette mobilisation. La capacité des travailleurs à faire échec à ces obstacles est reliée à la capacité politique des forces associées dans le combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant.

Au Moyen-Orient, là où devait surgir le conflit du Golfe, dès le mois de mai 1990, le prince héritier de Jordanie lançait un appel au secours à Bush et Gorbatchev, leur reprochant de ne pas faire d'efforts suffisants pour imposer une solution aux « problèmes régionaux » du Moyen-Orient, disant : « *Le vent de la tempête peut renverser tous les dominos du Moyen-Orient.* » Au cœur de la maturation révolutionnaire dans toute la région, que reflétaient les propos alarmistes du dirigeant jordanien, la réalité de la révolution palestinienne : après plus de trente mois de répression sauvage l'Intifada tient tête. Pour la première fois depuis 1988, le centre de gravité de la révolution palestinienne est en Palestine même : l'action de la population palestinienne — et d'abord de la jeunesse — dans les territoires occupés unit la lutte des Palestiniens de cette région de Palestine avec ceux qui vivent dans les limites de l'Etat d'Israël comme avec les millions chassés de leur pays.

C'est dans ce contexte mondial marqué avant tout par l'action des masses que se noue la crise du Golfe.

Saddam Hussein agit non dans le but de rompre avec l'impérialisme (comme en témoignent ses discussions fin juillet avec l'ambassadrice des Etats-Unis) mais pour renforcer ses positions dans le cadre du maintien de la domination impérialiste sur l'ensemble de la région. Mais son action est inacceptable car elle déséquilibre « l'ordre établi ». De son côté l'impérialisme américain se saisit de la défense de « l'ordre régional » pour entamer une opération — préparée de longue date — visant à assurer sa prééminence et à assurer un contrôle direct sur des sources d'énergie essentielles. Dès les premiers jours de la crise, lorsqu'il annonce l'envoi des forces américaines dans le Golfe, Bush affirme : « *L'indépendance économique de notre pays est en jeu.* » En même temps il s'affirme comme le chef d'une coalition qui a pour mission de défendre l'ordre établi : il assume le rôle de gendarme mondial de cet ordre.

### **L'impérialisme américain concentre toutes les contradictions**

L'impérialisme américain a dû prendre directement les choses en main — ce qui entraînera une concentration encore plus grande des contradictions mondiales sur l'impérialisme américain lui-même. Il l'a fait dans des conditions qui ne lui ont pas permis la moindre concession aux réticences de ses alliés impérialistes ni d'accorder l'apparence d'une autonomie à la bureaucratie.

Au début du conflit, un journaliste du *New York Times* écrivait : « *Plus qu'aucun autre pays du monde, ses intérêts (ceux des USA), les risques qu'il encourt et ses moyens sont globaux.* » Affirmation qui vaut avec une intensité accrue au lendemain de la victoire militaire remportée par le moyen de l'écrasement sanguinaire du peuple irakien. Le contenu du nouvel ordre mondial de Bush, c'est le retour à l'âge de pierre que le général Westmoreland prédisait au peuple vietnamien.



Cette « victoire militaire » assure-t-elle une nouvelle stabilité à la domination impérialiste ? Aurait-elle établi un nouvel équilibre se substituant à l'ancien ?

Dès les premiers jours, les peuples du Moyen-Orient et du Maghreb ont constaté que l'intervention militaire massive dans le Golfe était une agression dirigée contre eux. Ils se sont dressés contre elle. Aucun des pays de la région n'a été épargné. Certains des régimes que l'on jugeait les plus stables (comme le Maroc), comme les plus fragiles (Jordanie, Algérie) n'ont survécu qu'en reculant devant la colère populaire. Leurs retournements, leurs nouvelles offres de service à l'impérialisme ne signifient pas leur renforcement.

Certes, pour les masses de ces pays, l'écrasement de l'Irak ne peut être ressenti que comme un coup cruel porté à l'action pour leurs aspirations nationales et sociales. Dans l'immédiat, alors que l'impérialisme va tenter de prolonger son succès militaire, des éléments de désarroi vont se substituer aux espoirs mais aussi aux illusions qui avaient marqué la mobilisation contre la guerre.

Il demeure que l'écrasement sous des tonnes de bombes de l'armée et du peuple irakien ne fournit pas par lui-même les moyens d'une stabilité même temporaire et même limitée au Moyen-Orient.

« L'ordre de la terreur », du fait des moyens qu'il utilise, ne peut s'assurer de « relais sociaux ». Pour être efficace, il devrait s'étendre partout, c'est-à-dire modifier radicalement le rapports de force internationaux en infligeant des défaites majeures au mouvement mondial des masses exploitées et opprimées.

Ceux qui par centaines de milliers ont manifesté de New York à Bonn, de Paris à Tokyo, sont choqués au sens le plus strict. Cette réalité vaut à l'échelle internationale. L'impérialisme a montré de quoi il était capable. C'est terrifiant pour des millions d'êtres humains. C'est aussi intolérable. La conviction qu'il faut s'unir et s'organiser pour en finir avec ce système, qui s'est matérialisée consciemment, partout dans le monde, dans les manifestations contre la guerre, va se

renforcer dans l'expérience et dans les contradictions du combat contre la guerre et l'exploitation.

Simultanément, l'assaut sanguinaire livré contre le peuple irakien va partout stimuler le développement de la pire réaction au sein de chaque bourgeoisie. Il faut maintenant faire payer la guerre, il faut la faire payer dans des conditions d'ores et déjà marquées par une récession déjà profonde aux USA et en Angleterre. C'est contribuer à créer les conditions de nouvelles explosions.

C'est ce qu'exprime ce dirigeant syndical américain qui déclare :

« La guerre ne se terminera pas rapidement. Il y aura des troupes US dans la région pour très, très longtemps. Nous devons souligner les coûts économiques énormes de la guerre, qui amèneront à des coupes dans les dépenses sociales et à la récession. »

A l'arrière-plan des déclarations de ce responsable syndical, il y a la réalité des mobilisations contre la guerre aux USA, mobilisations qui ont connu avant le déclenchement des hostilités une ampleur plus grande que les manifestations contre la guerre du Vietnam après plusieurs années de conflit.

Ces manifestations — qui ont largement impliqué le mouvement ouvrier organisé — trouveront nécessairement leur prolongement dans la situation qui se créera aux Etats-Unis du fait de la « récession » et des « coûts énormes de la guerre ».

Aucun régime ne sort de la guerre du Golfe comme il y est entré. Nous examinerons plus loin les conséquences pour les impérialismes allemand, français, anglais, pour les Etats capitalistes industriellement avancés, pour la bureaucratie.

En ce qui concerne les USA, le *Financial Times* du 1<sup>er</sup> mars parle des « fardeaux de la victoire ». Le 30 janvier, alors que l'offensive aérienne battait son plein, un commentateur américain, William Pfaff, écrivait dans l'*International Herald Tribune* (le 30 janvier) : « On a promis un nouvel ordre mondial comme issue à la guerre du Golfe. L'homme sage pariera pour un nouveau désordre mondial. » Il évoquait le risque de voir



l'impérialisme américain contraint de répéter ailleurs ce qu'il avait entrepris dans le Golfe, et écrivait à ce sujet :

« Qui peut croire que des peuples qui font l'expérience d'une anarchie croissante, de l'appauvrissement et de la résurgence d'irrédentismes locaux dans les Balkans, l'URSS, l'Asie du Sud, pourraient accepter une pacification et un "ordre" octroyé par une coalition conduite par les USA, même agissant au nom des Nations Unies. »

Il indiquait ainsi les conséquences explosives de la volonté de l'impérialisme américain d'affirmer son hégémonie ainsi que ses limites.

Bush peut proclamer que le Vietnam a été effacé par le sanglant bilan de la guerre contre l'Irak. Il n'empêche que celle-ci n'ouvre pas une ère nouvelle. Un simple survol de quelques aspects de la scène internationale au moment où la guerre du Golfe en tant que telle s'achève suffit pour comprendre que son issue n'entraîne aucune stabilisation mondiale et régionale mais prépare au contraire d'autres crises.

Au moment où les référendums en Estonie et en Lettonie confirment celui de Lituanie (les peuples de ces Républiques, y compris une large majorité de leurs ressortissants russes, ont voté pour l'indépendance, contre la bureaucratie, contre Gorbatchev), les mineurs ont à nouveau entamé une grève générale pour leurs revendications et pour la démission de Gorbatchev. Grève qui s'est poursuivie et qui a été renforcée par la mobilisation contre la bureaucratie d'autres secteurs de travailleurs. La crise s'est intensifiée, la question du pouvoir est posée. Les conditions d'un nouveau tournant se précisent en URSS.

Grèves, manifestations, éléments de dislocation et de remise en cause des régimes et des Etats se multiplient en Roumanie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, tandis que le régime yougoslave est menacé d'explosion.

Au moment où les forces armées américaines font régner la terreur à des milliers de kilomètres des USA, bien plus près des côtes américaines, dans une île traditionnellement considérée comme dépendance directe de l'impérialisme

américain, en Haïti, le mouvement des masses a fait échec à toute une série de tentatives de l'étouffer.

Le coup d'Etat militaire en Thaïlande, l'instabilité croissante au Pakistan, l'incapacité à trouver une solution aux conflits qui déchirent le Sri-Lanka viennent démontrer la fragilité généralisée du dispositif impérialiste. La crise ouverte au Togo est un autre exemple.

Et au cœur de l'Europe, la poursuite du combat du peuple irlandais pour son indépendance et son unité réaffirme qu'il n'y a pas de solution durable sur la base du déni des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En Europe, face à la mise en œuvre des plans d'austérité aggravés, les travailleurs tendent à regrouper leurs forces, cherchent les moyens de réaliser l'unité de leurs organisations pour les mettre en échec, accentuant la crise politique.

Au lendemain de la guerre du Golfe qui avait vu les plus puissantes manifestations de toute l'Europe se dérouler dans toute l'Allemagne, de Leipzig à Cologne, le commencement de la mise en mouvement de toute la classe ouvrière allemande est au premier plan de la scène européenne.

L'incertitude qui règne sur l'avenir de l'Irak au lendemain de la « victoire militaire » illustre à quel point la crise reste ouverte, à quel point toute la région est ébranlée.

Ce qu'on a appelé les conflits régionaux ne manqueront pas de resurgir avec une force irréversible au Moyen-Orient et ailleurs : ils sont d'ores et déjà inscrits dans cette guerre et dans sa conclusion temporaire. Le ministre des Affaires étrangères d'Algérie n'avait certes pas tort, alors qu'il était interviewé à la télévision française après le déclenchement de la guerre, de pronostiquer une lame de fond menaçant tous les régimes arabes.

Et il n'a pas tort aujourd'hui d'annoncer « un immense désordre mondial », que le sort du régime algérien menacé par le puissant mouvement des masses qui vient encore de s'affirmer dans la grève générale exprime parfaitement.



### III.- L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN AFFIRME SON HÉGÉMONIE. QUELLES CONSÉQUENCES MONDIALES ?

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme américain non seulement a été l'impérialisme le plus puissant politiquement, économiquement et militairement, mais le pivot de la défense de l'ordre impérialiste mondial, du maintien du système impérialiste à l'échelle mondiale.

Il a maintenu ce rôle dans des conditions historiques procédant du pourrissement du mode de production capitaliste qui interdisaient objectivement toute remise en cause de son leadership par ses partenaires et concurrents impérialistes plus faibles.

Il aurait fallu une nouvelle ère de développement des forces productives de l'humanité dans le cadre du mode de production fondé sur la propriété privée des grands moyens de production et le maintien des frontières nationales, pour que puisse se poser la question d'un « repartage » structurel mettant fin à la prééminence américaine.

C'est comme élément de la conception selon laquelle le capitalisme avait positivement dépassé le « *stade suprême* », l'impérialisme, qu'il était apparu un « *néo-capitalisme* », un « *capitalisme monopoliste d'Etat* », un « *capitalisme du 3<sup>e</sup> âge* », qu'ont été véhiculées toutes les affirmations sur l'« *effacement* » de l'impérialisme américain au profit du « *géant européen* » ou du Japon. Conceptions qui avaient pour corollaire l'émergence de nouveaux impérialismes ou semi-impérialismes : le Brésil, l'Iran... pourquoi pas l'Irak ?

Il reste peu de chose de ces constructions qui furent un temps à la mode, ce qui ne signifie pas, bien au contraire, qu'elles ne renaîtront pas sous d'autres formes en apparence contradictoires, par exemple celle selon laquelle l'économie

mondiale pourrait connaître un développement « harmonieux » sous tutelle américaine.

La position centrale occupée par l'impérialisme américain dans l'affrontement entre révolution et contre-révolution (dans la lutte des classes internationale), il l'a tenue politiquement en s'appuyant sur une alliance conflictuelle avec la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin (alliance soudée par le caractère social de la bureaucratie « *passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois* », conflictuelle au sens où au sein même de cette alliance l'impérialisme poursuivait ses propres fins, la réintégration dans le marché mondial structuré sur la base de la propriété privée des grands moyens de production des pays où le capital avait été exproprié). Le cadre de cette alliance était la « coexistence pacifique », c'est-à-dire l'équilibre mondial établi à Yalta et à Potsdam.

C'est, comme il a été établi dans toute une série de textes et de résolutions de l'Internationale depuis 1989, cet équilibre qui s'est effondré.

Et c'est, comme il a été indiqué plus haut dans ce texte, face à l'amplification internationale des luttes des exploités et des opprimés prolongeant l'effondrement de l'équilibre établi antérieurement, que l'impérialisme américain a réagi par la guerre, pour la première fois à cette échelle depuis le Vietnam (le contenu contre-révolutionnaire de l'utilisation des « *contras* », de l'invasion de Grenade et du Panama est sans aucun doute du même type, mais à une autre échelle).

#### Les « problèmes régionaux »

L'impérialisme US a réagi face à un problème « *régional* » : le problème du Moyen-Orient, l'un de ceux depuis longtemps classés comme « *prioritaires* » dans les rencontres entre Reagan et Gorbatchev, puis Bush et Gorbatchev.

« *Problème régional* » qui n'a pas atteint un seuil critique seulement à cause du sort du Koweït. « *Problème régional* » qui ne pouvait être laissé en état du fait de la montée de la lutte des



peuples dans la région — la place de la révolution palestinienne — l'instabilité de tous les régimes que soulignaient en mai 1990 les gouvernants jordaniens, bien placés pour en percevoir l'intensité — la signification de cette instabilité dans une zone vitale du point de vue politique, stratégique et économique.

Mais qu'est-ce qu'un « *problème régional* » ? Le terme a été appliqué, en dehors du Moyen-Orient, à l'Amérique centrale, à l'Asie du Sud-Est, à l'Afrique du Sud, etc. Les médias l'ont généralement employé comme désignant des secteurs où il existerait un contentieux entre les USA et l'URSS que tous deux devraient chercher à régler.

La vérité est autre. Un « *problème régional* » est constitué par le fait que les contradictions entre les classes ont atteint un point de rupture, que des processus révolutionnaires, des insurrections, des soulèvements contre l'ordre de l'exploitation et de l'oppression y sont à l'ordre du jour.

Et qu'il est donc nécessaire, du point de vue des intérêts mondiaux, globaux de l'impérialisme, de recourir à une initiative contre-révolutionnaire, avec l'appui et le concours de la bureaucratie stalinienne en crise.

Les « *problèmes régionaux* » constituent une expression concentrée des facteurs essentiels de la situation mondiale : l'affrontement international complexe de la révolution et de la contre-révolution — en dernière instance la lutte entre le prolétariat mondial et l'impérialisme. Les « *problèmes régionaux* » ne peuvent être isolés de la situation mondiale, ce ne sont pas des cas particuliers mais des produits du développement actuel de la lutte des classes, du tournant mondial. Ce tournant appelle précisément la multiplication de ces « *problèmes régionaux* ».

« *Problème régional* » que celui des Républiques Baltes, de la crise en chaîne des Etats africains, de Haïti, demain de tel pays capitaliste d'Europe.

« *Problème régional* » que celui que constituera demain le fait que l'incapacité du capitalisme allemand à gérer l'unité allemand atteigne un point criti-

que ? Faudrait-il y répondre par une intervention du « *gendarme mondial* » ?

Sera-t-il aussi le dernier recours face à l'effondrement de l'un — ou de plusieurs — des pays soumis aux tentatives de rétablissement d'une « *économie de marché* » sous supervision du FMI ?

### L'enjeu de l'intervention impérialiste

Dès l'amorce de la crise du Golfe, en explicitant ses buts de guerre, l'administration Bush a marqué l'enjeu mondial de son intervention. Il s'agissait d'une guerre contre-révolutionnaire menée contre les aspirations des peuples, pour maintenir l'ordre de l'oppression nationale, de l'exploitation, du pillage, des plans du FMI. L'impérialisme américain assumait pleinement le rôle de « *gendarme mondial* ».

Il agissait ainsi au nom et au compte des intérêts globaux du système impérialiste mais il décidait souverainement des moyens à employer (comme le rappelait un commentateur lors de l'envoi des forces américaines dans le Golfe, « *ce sont les USA, ni l'Allemagne ni le Japon, qui ont tracé la ligne dans le sable* »). Cette décision n'était bien évidemment pas séparable des « *intérêts vitaux* » des USA qu'invoquait Bush. Au nom des « *intérêts globaux* » de l'impérialisme — qui certes ne peuvent être défendus que par l'engagement de l'impérialisme américain — les autres impérialismes doivent se plier aux exigences du « *plus fort* ». Dans cette mesure, la guerre contre-révolutionnaire contre le peuple irakien aboutit aussi à renforcer sur tous les terrains la position de l'impérialisme américain face à ses partenaires.

On ne peut isoler les unes des autres les différentes facettes (diplomatiques, économiques, militaires) de la démarche américaine. Certaines informations qui ont filtré dans la presse française sont de ce point de vue éclairantes :

« Dès 1989, un homme aussi influent que le général Norman Schwartzkopf, l'artisan du gigantesque déploiement militaire, le stratège de l'opération "Tempête du Désert", travaillait sur l'éventualité d'une attaque irakienne



contre le Koweït... Il (Schwartzkopf) dirigeait à cette époque depuis la base de Mac Dill, en Floride, le Centcom. Les stratégies du Pentagone divisent le monde en zones d'interventions. Celle qui est couverte par le Centcom et ses forces s'étend sur 26 millions de km<sup>2</sup>, du Kenya au Pakistan. 70 % de toutes les réserves mondiales du pétrole sont situées dans cette région. Le Golfe est une véritable "veine jugulaire" de l'Occident et notamment pour l'Amérique, une zone clé aux niveaux stratégiques et économiques. » (*Le Figaro*)

Le sens de ces plans préparés bien à l'avance ressort des déclarations de Dick Cheney, le ministre de la Défense des USA :

« En gagnant le plus rapidement possible la guerre, l'Amérique apparaît un peu plus forte aux yeux du monde entier. Et elle aura prouvé qu'elle a les ressources pour instaurer un nouvel ordre mondial. »

C'est le même Dick Cheney qui affirmait le 6 février :

« Nous pensons que les Etats-Unis ont des exigences durables. Nous devons maintenir notre capacité à contrôler les océans du monde, à remplir nos engagements en Europe et dans le Pacifique, à déployer des forces que ce soit en Asie du Sud-Est ou au Panama pour faire face aux imprévus, pour défendre les vies et les intérêts américains. »

James Baker ajoutait la pièce manquante à ces affirmations sans fard de l'hégémonie américaine :

« Je ne crois pas que le leadership des USA devrait se limiter aux domaines de la sécurité et de la politique. Je pense que ce leadership doit s'étendre aussi au domaine économique. » (*International Herald Tribune*, 21 février).

Comment se manifeste d'abord — et pratiquement — cette « extension du leadership américain au domaine économique » ? Par la décision sans appel de l'administration américaine de faire payer « sa guerre » aux autres.

L'Arabie Saoudite (pour 16,8 milliards de dollars) et le Koweït (pour 16 milliards) sont les principaux payeurs. L'Allemagne doit 6,6 milliards et le Japon 10,7. Les Emirats Arabes Unis sont taxés pour 3 milliards et la Corée du Sud pour 400 millions.

Dans le cas de l'Arabie Saoudite et du Koweït, leurs avoirs sont une fraction de la manne pétrolière recyclée dans les grandes places financières et investis dans les grandes firmes impérialistes. Il s'agit donc de transférer une fraction de ces capitaux sous le contrôle direct de l'impérialisme américain. Pour ce qui est de l'Allemagne, il s'agit d'une ponction opérée au moment où le capitalisme allemand fait face aux immenses conséquences de l'unification évoquées plus haut ; pour le Japon, cette « ponction » s'inscrit dans la guerre commerciale que lui livre l'impérialisme américain.

Dans tous les cas, il s'agit d'un tribut extorqué sans aucune contrepartie, d'une opération prédatrice qui n'a aucune conséquence productive et qui ne vise qu'à freiner le gonflement du déficit américain aux dépens d'autres secteurs du capitalisme mondial.

Les exigences économiques américaines — qui correspondent à ces « exigences durables » dont parle Cheney — ne se limitent pas à imposer aux pays défendus et aux Alliés de payer la guerre.

Après la guerre du Golfe, l'impérialisme américain entend remporter des succès dans la guerre commerciale qu'il n'a cessé de mener. Ce n'est pas nous qui utilisons ces images belliqueuses. C'est un grand quotidien japonais qui écrit : « *Aujourd'hui l'Irak est pilonné, demain ce sera le tour du Japon.* » Les *Echos* soulignent à ce sujet que les capitalistes japonais sont conscients du fait que « *le retour d'une Amérique politiquement puissante va (leur) coûter davantage* », qu'ils « *ne recueilleront que des miettes* » du marché ouvert par la reconstruction du Koweït et qu'alors que 7 % de l'excédent commercial du Japon provient des USA ceux-ci vont exiger une « *ouverture accrue du marché japonais par une série de produits et de services* ».

D'une manière générale d'ailleurs, en dehors des USA (qui se sont octroyés d'avance 70 % des commandes) tout le monde n'aura que des miettes du « marché de reconstruction du Koweït » (sur les limites duquel nous reviendrons plus



loin). Même « l'alliée fidèle », la Grande-Bretagne, a protesté contre la portion congrue qui lui était allouée. Le gouvernement américain est intervenu directement pour éliminer la France de certains contrats.

### Il y a une « super-puissance », il n'y a pas de super-impérialisme

Cette répartition au profit du « vainqueur » des « retombées commerciales » de la guerre ne fait qu'illustrer une réalité plus large, parfaitement exprimée par J. Baker lorsqu'il parle d'étendre le leadership américain à l'économie : l'impérialisme américain va plus encore que par le passé s'efforcer d'assurer une redistribution des marchés à son profit. Il ne s'agit pas seulement du Japon, il s'agit aussi des capitalismes d'Europe à qui il faut imposer non seulement « l'ouverture plus large » aux produits et aux services américains, mais qui vont voir se réduire les « chasses gardées » dont ils disposaient encore.

La volonté d'imposer aux différents Etats de la CEE de profondes réformes dans la structure même de l'agriculture européenne (en fait la suppression totale des aides à l'agriculture sur une période de dix ans) qui constitueraient un désastre pour celle-ci, entraînant la liquidation de milliers d'emplois, en est l'exemple.

Trois points doivent être soulignés :

— La brutalité avec laquelle l'impérialisme américain pèse et pèsera pour structurer encore plus en sa faveur le marché mondial aggravera les tensions et les contradictions entre l'impérialisme américain et les impérialismes « secondaires », car ceux-ci défendront bec et ongles leurs positions déjà rétrécies. Nous n'entrons pas dans une période qui verrait disparaître ou même se réduire les antagonismes entre l'impérialisme américain et ses concurrents et partenaires.

Certes, ceux-ci agiront dans les limites déterminées par leur dépendance à l'égard de l'impérialisme américain comme « gardien de l'ordre mondial »,

position qu'il occupe dans le cadre du déclin et de la décomposition généralisée de l'impérialisme.

Il y a une seule « superpuissance » mais il n'y a pas de « super-impérialisme ». Le mode de production capitaliste est organiquement lié à l'existence d'Etats nationaux, de grandes puissances impérialistes qui se partagent le marché mondial en fonction des rapports de force entre eux. Que dans les conditions de la décadence de l'impérialisme ces rapports de force ne puissent être aujourd'hui qualitativement transformés par une guerre inter-impérialiste n'abolit pas la concurrence inter-impérialiste, mais la comprime et l'exacerbe. En dépit des proclamations des dirigeants américains on ne connaîtra pas une « Pax americana » de cent ans.

— Le second point, c'est que toutes les bourgeoisies tenteront de transférer sur la classe ouvrière les conséquences d'une pression américaine accrue. Plans d'austérité, amplification du chômage, généralisation du travail précaire et de la déréglementation conduisant à la remise en cause de l'ensemble des droits et acquis de la classe ouvrière, en fait menaçant l'existence même des organisations constitutives de la classe ouvrière, de ses organisations syndicales comme organisations indépendantes.

Dans l'ensemble des pays dépendants se matérialise et s'accroît ce qu'un journal financier français définissait comme le fait que « *les Etats-Unis et le monde occidental renoncent à développer les pays non-solvables* ». C'est-à-dire que le pillage par la dette de ces pays atteint le point où les économies nationales en tant que telles sont vouées à la destruction, où se précise un véritable processus de recolonisation. Processus qui plonge dans une misère accrue des populations dont la grande majorité survit déjà en dessous du seuil de pauvreté. Le bilan des « plans d'ajustement structurel » du FMI et de la Banque mondiale a trouvé, on le sait, une expression particulièrement tragique en Afrique. On a parlé de continent sinistré. Mais l'Afrique ne fait qu'indiquer l'avenir proche



de l'Amérique latine pour ne rien dire de l'Inde, du Sri-Lanka, du Bangladesh, de la Birmanie.

La guerre d'extermination livrée dans le Golfe c'est le recours au « talon de fer ». Mais les développements d'ensemble de la situation mondiale sont marqués par la montée des luttes des travailleurs et des peuples contre l'exploitation et l'oppression. Chercher à imposer la loi du « talon de fer » c'est nécessairement aller au-devant de nouvelles explosions, de nouveaux affrontements où révolution et contre-révolution se combineront.

Le troisième point sur lequel il faut insister c'est le fait que l'affirmation par la violence contre les peuples de l'hégémonie américaine ne se situe pas seulement dans une phase avancée de la décadence impérialiste, de sa putréfaction parasitaire, mais à un moment où l'économie mondiale connaît une nouvelle crise qui va aviver toutes les contradictions.

Une profonde récession frappe aujourd'hui l'économie américaine. Mais le sort de l'économie mondiale est inséparable de celui de l'économie américaine, ce qui ne signifie pas que les conséquences de la crise de l'économie américaine vont se transmettre partout de manière immédiate et uniforme. Mais la crise de l'économie mondiale précipite celle-ci. La force avec laquelle cette crise frappe l'économie américaine n'a rien à voir avec un déclin de l'impérialisme américain à l'égard des autres puissances impérialistes.

Elle signifie que le déclin généralisé de l'économie capitaliste dans cette nouvelle convulsion qui sera suivie de bien d'autres frappe, à son échelle, l'impérialisme le plus puissant. Cette conjoncture de l'économie mondiale rend d'autant plus génératrice de nouveaux désordres la volonté d'hégémonie US, car elle s'affirme alors que le marché se rétrécit encore.

Aux Etats-Unis, un million de postes de travail ont été supprimés dans l'industrie manufacturière depuis 18 mois. L'indice des principaux indicateurs a chuté pour le sixième mois consécutif. Les faillites de petites et moyennes entre-

prises ont en 1990 augmenté de 19% par rapport à 1989. Les faillites bancaires se multiplient et les plus grandes banques sont menacées. 5,5 millions de salariés ne travaillent qu'à mi-temps et l'on évalue à 13 % de la population (32 millions de personnes) la fraction qui vit en dessous du seuil de pauvreté.

Le dirigeant syndical américain — cité plus haut — qui dénonçait le fait que les travailleurs américains devraient payer les frais de la guerre concluait en parlant de la nécessité d'un « Labour Party ». Il n'est pas le seul. Et certes, par elles-mêmes ces déclarations demeurent platoniques.

Mais elles ne se produisent pas par accident. Elles reflètent un mouvement réel, une exigence qui surgit de l'expérience des travailleurs américains et que renforcera la phase qui s'ouvre. Dans les conditions de crise de l'économie mondiale — et donc d'abord de l'économie américaine — le rôle mondial de l'impérialisme américain implique inéluctablement la perspective d'affrontements avec la classe ouvrière américaine — dont les coups portés sous la présidence de Reagan ne sont que les prémisses.

Ainsi n'est-ce pas surestimer notre place ou nos forces que de saisir l'importance que prend, dans cette situation, la constitution aux Etats-Unis d'une organisation fondée à l'initiative de militants américains présents à Barcelone, dont l'axe est le combat pour un « Labour Party », pour un parti ouvrier fondé sur les syndicats. Un parti dont l'une des composantes — du fait de la situation particulière d'oppression de la population noire — peut être le surgissement d'un parti noir indépendant.

### Une relance comme conséquence de la guerre du Golfe ?

La récession était pleinement constituée avant la crise du Golfe. Une question se pose : la guerre et le succès militaire ouvrent-ils la perspective d'une relance ?

Certes, il y a la reconstruction de l'Irak. Mais avec quels capitaux et pour quel profit ? La reconstruction du Koweït (dont il



a été indiqué plus haut que l'impérialisme américain s'en était octroyé la part du lion) sera une bonne affaire pour certains secteurs — tout en perturbant encore plus le système financier international car les monarchies pétrolières vont être amenées à s'endetter à leur tour. Mais comme le dit *Les Echos*, sur l'économie dans son ensemble la remise en état du Koweït n'aura qu'un impact « *modeste compte tenu de la taille économique du pays et de la durée des travaux* ».

Les dépenses d'armement stimulées par ce qui a été « consommé » dans le Golfe et par le caractère « performant » du matériel constituent-elles un autre facteur de relance ?

Il faut d'abord remarquer qu'un haut niveau de dépenses d'armement est intégré de longue date au fonctionnement de l'économie américaine. Le type de guerre qui vient de se dérouler, intense mais brève, pour effroyables qu'en soient les résultats en termes de vies humaines et de destructions, ne peut pas par elle-même provoquer une modification qualitative des dépenses d'armement (ce qui par ailleurs déséquilibrerait l'économie américaine).

Certes, comme l'expliquait un général américain dans les premières semaines de la crise, la guerre du Golfe déterminerait le type d'armements prioritaires pour toute une période. A partir de là, de nouvelles commandes du Pentagone sont vraisemblables, comme le réapprovisionnement au moins partiel des stocks utilisés pendant la guerre...

Au-delà des limites de l'impact de telles injections de crédit, il faut surtout garder à l'esprit que tout le cours de l'économie mondiale, la forme qu'y ont prise les crises successives et les reprises, sont caractérisés par l'épuisement chaque fois plus marqué du recours aux dépenses d'armement, au parasitisme... Le parasitisme généralisé qui a été le stimulant indispensable de l'économie capitaliste en ronge aujourd'hui tous les rouages.

Proportionnellement à leur volume, les injections de crédit pour financer la production d'armement ont eu un

impact de plus en plus limité sur la production dans son ensemble, tandis que l'accumulation de capitaux fictifs jetés dans le cycle de la spéculation précipitait de plus en plus le désordre financier international.

La guerre du Golfe n'annonce pas un nouveau développement productif de l'économie capitaliste qui effacerait la récession mondiale. Elle prépare d'autres bouleversements sur le terrain de l'économie comme sur les autres.

### Encore sur les conséquences : quelle stabilité au Moyen-Orient ?

La férocité avec laquelle a été menée la guerre contre le peuple irakien a manifesté jusqu'où l'impérialisme pouvait aller pour maintenir ses positions menacées.

Mais y compris au Proche et Moyen-Orient s'est-il assuré une certaine stabilité politique ? Hormis l'effet de terreur et la présence militaire, les régimes de la région sont-ils stabilisés, voit-on émerger les conditions d'un nouveau rééquilibrage régional ? Il suffit de considérer la situation existant en Irak même — et par exemple la crainte manifestée par la Turquie devant l'élargissement du mouvement kurde — pour en juger.

Depuis, face au soulèvement du peuple kurde en Irak, le régime turc a intensifié la répression dans le Kurdistan turc et s'est opposé — par la violence armée — à l'entrée en territoire turc des réfugiés kurdes tentant de fuir l'Irak.

Trotsky disait des gouvernements d'Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale qu'ils étaient comme les « *criminels attachés à une même chaîne* ». L'image peut valoir pour tous les gouvernements de la région.

Le ciment de la coalition et des votes de l'ONU a été la crainte commune des bouleversements révolutionnaires — de manière immédiate, de ceux qui menaceraient les pays arabes. Si cette crainte a été le fait de tous les gouvernements impérialistes comme de Gorbatchev et de la bureaucratie chinoise, elle a aussi été partagée par tous les gouvernements arabes dont le pouvoir s'exerce dans le cadre



de la domination impérialiste. En même temps, les bourgeoisies nationales ressentent toutes que l'« espace » que leur accorde l'impérialisme se réduit nécessairement du fait du véritable processus de recolonisation engagé par celui-ci, de la remise en cause des bases mêmes d'existence des bourgeoisies nationales dépendantes.

Au début de la crise du Golfe, les profonds — et durables — désaccords qui déchiraient la représentation politique de la classe dominante américaine (durables parce qu'ils sont liés au rôle mondial de l'impérialisme et aux contradictions qu'il entraîne) s'étaient affirmés dans la polémique entre Kissinger et Brezinski. Le premier, ex-bras droit de Nixon, affirmait que sans le recours à la guerre (ce que Kissinger appelait « *l'opération chirurgicale* ») les régimes arabes « *modérés* » seraient minés les uns après les autres. Le second, qui fut le conseiller de Carter, affirmait que le déclenchement de la guerre provoquerait une vague d'« anti-américanisme » aux conséquences incalculables.

Dans la période qui a suivi le 2 août, celle du blocus et de la préparation à la guerre, dans la plupart des pays arabes, d'Amman à Alger, de puissantes manifestations se sont succédé contre l'intervention impérialiste. En Syrie, alors que le régime d'Hafez El Assad s'était intégré à la coalition conduite par l'impérialisme américain, il a fallu user de la plus sauvage répression pour briser une manifestation (à Ham) de soutien au peuple irakien.

Dans cette même période, deux Etats représentés comme constituant les piliers les plus solides de « l'ordre régional » faisaient face à des mouvements comme ils n'en avaient pas connus depuis longtemps. En Turquie, base essentielle de l'OTAN, c'était la grève des mineurs combinant les revendications avec le refus de la présence militaire américaine. Le 14 décembre, malgré la menace et le déchaînement de la répression, c'était la grève générale appelée par les deux centrales syndicales, largement suivie dans tout le pays. Les régimes dits « *modérés* » vacillaient sur leur base.

Le déclenchement, le 17 janvier, de la guerre de terreur américaine n'allait pas interrompre ce mouvement. Au contraire, la vague anti-impérialiste tant redoutée allait déferler. A Amman, à Alger, à Tunis, à Rabat comme à Tripoli, les ouvriers, les paysans, les jeunes se rassemblaient pour défendre le peuple irakien, pour combattre l'ordre de l'injustice. Les régimes, tous les régimes en place, étaient secoués par cette tempête. Au Maroc, éclatait une nouvelle grève générale en solidarité avec le peuple d'Irak. Le roi « l'approuvait » tout en déconseillant les manifestations : une foule immense descendait dans les rues.

La ligne « tracée dans le sable » par Bush devenait aussi une ligne tracée entre les peuples et les différents gouvernements. Si certains ont usé d'une rhétorique « pro-irakienne », aucun n'a pris la moindre mesure effective dirigée contre l'impérialisme. S'ils n'ont pu parfois s'opposer de fait à l'exigence des masses, jamais ils n'ont pris de mesures contre l'impérialisme.

Il n'y a pas eu de « *front de gouvernements* » soutenant l'Irak, il y a eu le commencement d'un soulèvement menaçant tous les gouvernements en place qu'aucune organisation se situant sur le terrain du nationalisme bourgeois n'a voulu exprimer et centraliser. Les organisations « *islamiques* » ont pour leur part manifesté leur caractère réactionnaire.

Le caractère frauduleux du mythe de la « *nation arabe* », de « *l'unité arabe* » a été mis en évidence par la guerre. Et avec lui la prétendue « *différence* » entre régimes « *progressistes* » et régimes « *réactionnaires* » ou « *modérés* ». Le régime « *progressiste* » et « *radicalement anti-impérialiste* » d'Assad s'est trouvé militairement engagé sous commandement américain aux côtés des troupes du « *réactionnaire* » Moubarad. Et « *l'anti-impérialiste Khadafi* » est resté bien silencieux tandis que le régime islamique de l'Iran approuvait les résolutions présentées par le Grand Satan...

La mobilisation anti-impérialiste qui a enflammé la région s'est aussi exprimée dans les Etats militairement rangés



dans le camp de la coalition comme l'Égypte. Les toutes dernières manifestations en Égypte qui ont eu lieu au moment du « cessez-le-feu » ne peuvent s'expliquer comme de simples manifestations de soutien au peuple irakien. Elles sont directement dirigées contre l'oppression impérialiste et contre son relais Moubarak. Ces manifestations sont annonciatrices d'une nouvelle phase dans la lutte des peuples de la région, ce qui ne veut pas dire que celle-ci trouvera sa pleine expression rapidement.

Elles expriment l'une des conséquences de l'entreprise de terreur menée sous la conduite de l'impérialisme américain : les peuples — et d'abord le peuple irakien — ont été durement frappés. Mais tous les régimes sont encore plus qu'avant entraînés dans le chaos qu'ils voulaient éviter. Pas plus qu'il n'y aura un « *ordre mondial stable* », il n'y aura de véritable équilibre régional. Ce chaos menace aussi l'Etat d'Israël pourtant formellement classé dans les rangs des vainqueurs.

### Le « problème » palestinien

Bush en tête, tous expliquent maintenant qu'il faut régler les relations israélo-arabes, s'attaquer au problème palestinien.

Pour tous, s'attaquer au problème palestinien, c'est s'attaquer au peuple palestinien. La répression s'accroît encore dans les limites de l'Etat d'Israël comme dans les territoires occupés. Au Koweït, dans les Emirats, en Arabie Saoudite, les Palestiniens sont pourchassés.

Cependant, toute tentative de réorganiser un équilibre régional implique que l'Etat d'Israël subordonne ses propres exigences aux besoins d'ensemble de l'impérialisme. Les dirigeants de l'Etat d'Israël en sont conscients.

Dépêche AFP : « Jérusalem, 25 février 1991 - Le Premier ministre israélien, Yitzhak Shamir, a estimé lundi à Jérusalem que son pays devait s'attendre à des "*épreuves politiques*" après la guerre.

Prenant la parole lors d'une réunion de la formation parlementaire de son parti, le Likoud (droite nationaliste), M. Shamir a déclaré : "*La guerre touche probablement à sa fin, et Israël doit s'attendre à être soumis à des épreuves politiques*".

"*D'aucuns tenteront (alors) de nous dérober par des moyens politiques ce qu'ils n'ont pas réussi à nous prendre par la force, (et) je ne doute point que nous aurons à faire face à de fortes pressions politiques*", a poursuivi M. Shamir. "*Toutefois, a-t-il ajouté, nous ne reculerons pas*" ».

Il est nécessaire, pour apprécier la situation présente, de revenir en arrière.

Dans le contexte du Moyen-Orient, l'Etat d'Israël est au centre de toutes les contradictions mondiales. La question se pose : est-ce que l'Etat d'Israël est le moyen de résoudre la question juive ? La question juive peut-elle se résoudre autrement que par le combat pour la libération humaine de l'exploitation dont le contenu au Moyen-Orient est précisément la libération du peuple palestinien ? La population de Palestine ne peut se sauver des calamités que par l'alliance avec le peuple arabe de Palestine pour édifier en commun une Palestine unie et démocratique garantissant les droits de toutes les populations.

En février 1986, pendant la guerre avec l'Irak, l'Iran s'empare de la péninsule de Fao. La perte de Fao pousse l'Irak à lancer quelques coups de sonde en direction d'Israël en vue d'une éventuelle assistance. De sources indépendantes, on sait que les services secrets militaires des deux pays se rencontreront au printemps de l'année 1986, sous les auspices de l'Égypte.

Au début du mois de novembre, coup de théâtre : le monde apprend brusquement que les Etats-Unis et Israël vendaient secrètement des armes à l'Iran et consacraient les profits ainsi réalisés à soutenir les « *contras* » du Nicaragua. Partant de là, Bagdad avait beau jeu de vilipender le sionisme et l'impérialisme, à juste titre en l'occurrence.

La présence dans le Golfe des flottes américaine et européenne isolait l'Iran, frappé d'ostracisme par la communauté



internationale. Du fait du déploiement américain, l'Iran avait compris que Washington n'approuverait pas une victoire iranienne dans le Golfe.

Saddam décida en 1988 de renouer avec Israël les conversations interrompues en 1986. Cette fois encore, l'Égypte fut pressentie pour jouer les médiateurs. C'est ainsi que fin mai, s'interrompant au beau milieu d'un discours, Saddam déclare : « *Je crois que les sionistes et les Israéliens en sont venus à regretter leur rôle dans la poursuite de la guerre.* »

Rappel historique qui souligne que les gouvernements de l'État d'Israël n'ont jamais hésité à négocier avec ceux qu'ils dénoncent comme des dictateurs voués à un seul but, l'annihilation de la population d'Israël. Et qu'inversement, les dirigeants des États arabes subordonnés à l'impérialisme, en dépit de leurs proclamations sur « *l'unité du peuple arabe contre le sionisme* », ne se refusent pas à des relations avec l'ennemi juré.

Si la population juive de Palestine n'a pas d'avenir dans l'identification de son sort à celui du maintien du système d'oppression du peuple palestinien qui concentre justement la haine des peuples opprimés de la région, le peuple palestinien ne peut compter sur l'appui des régimes subordonnés à l'impérialisme.

Le « *double langage* » à l'égard de l'État d'Israël est relié à cette soumission. Les régimes arabes ont tous tour à tour porté des coups à la révolution palestinienne. Un diplomate américain expliquait au début de la crise du Golfe que c'était le « *rôle médiateur* » de Saddam Hussein auprès des Palestiniens qui en faisait un atout précieux.

La dictature de Saddam Hussein avait été surarmée pour être utilisée comme poing armé de l'impérialisme contre la révolution iranienne.

Or, c'est la conclusion de cette guerre qui a été à l'origine de la décision de Saddam Hussein de faire entrer ses troupes au Koweït. Initiative qui n'était pas dictée par une volonté révolutionnaire de rompre avec l'impérialisme mais, répétons-le, par une tentative d'améliorer ses positions.

L'Irak était ruiné par la guerre livrée au compte de l'impérialisme, sur-endetté, menacé par les exigences pétrolières du Koweït qui réclamait le paiement de la dette par laquelle avait été financée cette guerre. Comme l'exposait la résolution du Secrétariat international de septembre 1990 :

« Prisonnier du cadre dans lequel l'avait enfermé l'impérialisme, le régime irakien a alors cherché, par le biais de l'intervention au Koweït, à la fois une issue sur le plan des ressources pétrolières, des ressources financières nouvelles et anciennes, à s'ouvrir un accès au Golfe. Et en même temps, à travers cela, il cherchait une ouverture sur le plan politique, qui mobilisait l'armée et permettait de rétablir l'union nationale dans la mesure où le rattachement du Koweït à l'Irak a toujours été une revendication nationale irakienne. »

C'est ainsi que la démarche limitée de Saddam Hussein — dont il pouvait légitimement penser, compte tenu des assurances américaines, qu'elle aboutirait à un compromis — créa, dans les conditions mondiales existantes, une situation intolérable pour l'impérialisme et que celui-ci décida d'exploiter.

En même temps, elle fit apparaître Saddam Hussein comme le champion d'une revendication nationale — ironie de l'histoire, car Saddam Hussein se fraya la voie du pouvoir par un coup d'État contre un gouvernement qui soulevait cette revendication.

La IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) s'est inconditionnellement placée du côté du peuple irakien face à l'agression impérialiste. Elle ne l'a jamais identifié avec le régime de Saddam Hussein.

## Et l'Europe ?

Ainsi qu'il vient d'être expliqué, tous les États du Moyen-Orient sont entraînés dans le chaos qu'ils voulaient éviter. Ils ne sont pas les seuls. Le prix que devront payer les divers impérialismes pour la protection américaine — pas seulement sous la forme de tributs mais dans la redistribution des marchés, dans les résultats de la guerre commerciale sans merci que livre l'impérialisme américain — a déjà été abordé.



Mais la même question doit être brièvement posée sous un autre angle. Le renforcement prévu des institutions antidémocratiques de la CEE, la constitution du « Marché unique » de 1993 au travers de l'« harmonisation » d'une véritable planification des politiques anti-ouvrières ne constituent pas un aspect secondaire de la politique de chaque bourgeoisie européenne.

La chute du mur de Berlin, le déferlement de la révolution politique mettant à l'ordre du jour l'unité des luttes des travailleurs de toute l'Europe, marquait l'effondrement des fondements de cette politique. Ce qui ne veut pas dire, bien au contraire, que s'interrompait la mise en place des plans anti-ouvriers à l'échelle européenne : ils s'étendaient directement (et non plus seulement par le biais de la « courroie de transmission » de la bureaucratie) à toute l'Europe sous la houlette du FMI et de la Banque mondiale.

La guerre du Golfe vient de lui porter un nouveau coup. Deux citations suffisent à montrer comment les représentants lucides de l'impérialisme ressentent le problème :

*Financial Times* (8 février) : « Alors que les Etats de la Communauté européenne s'installaient pour une longue et tranquille négociation sur les différents aspects de "l'union politique", y compris l'élaboration d'une politique étrangère commune, ils ont été frappés par la plus forte crise de politique étrangère subie par la CEE depuis une génération. La guerre du Golfe a déchiré les Douze. » (D. Buchan).

*International Herald Tribune* (5 février) : « C'est un rude hiver pour les architectes d'une nouvelle Europe. La guerre du Golfe a montré qu'il n'existe pas une politique étrangère européenne unique. Aujourd'hui, une hausse de 0,5 % du taux d'intérêt de la Banque centrale allemande rappelle aux Européens que les divergences économiques sont aussi de taille [...]. »

La Communauté européenne contient plusieurs économies différentes. Elle n'a pas, comme l'économie américaine, une unité de lieu. [...]

L'idée de "l'Europe" contient encore des variétés diverses "d'Européens"

avec des intérêts "distincts". On ne pourra retirer ces guillemets par l'invention de nouveaux rouages de la machinerie européenne. »

Si l'intensification de la pression américaine va nécessairement conduire toutes les bourgeoisies, tous les gouvernements — quelle que soit leur couleur politique — à accentuer leurs attaques communes contre les travailleurs, elle va aussi exacerber les conflits entre les différents impérialismes européens. Il y a un capitalisme américain, il n'y a pas de « capitalisme européen » mais des capitalismes nationaux, comme le rappelle opportunément le *International Herald Tribune*.

C'est-à-dire des puissances impérialistes qui n'ont pas toutes le même poids ou la même position. La bourgeoisie allemande occupe une place particulière. Le rétablissement de l'unité de la nation allemande lui donne, au-delà de sa puissance économique, une place politique centrale. Face aux frais et aux tensions considérables que provoque la tentative de réintégrer sans provoquer l'explosion dans l'économie capitaliste allemande les moyens de production structurés sur la base de la propriété sociale à l'Est, l'impérialisme allemand entend bien avoir les « mains libres » à l'égard de ses partenaires de la CEE. « *L'Allemagne ne paiera pas* ». Elle a aussi cherché à assumer la position la plus autonome possible à l'égard de l'impérialisme américain. Le gouvernement Kohl l'a marqué lors de la guerre du Golfe.

Auparavant, on évoquait une sorte de partage des responsabilités, le capitalisme allemand jouant, avec l'accord de l'impérialisme américain, un rôle particulier pour assurer une certaine stabilité à l'Est de l'Europe et dans le soutien de Gorbatchev. Mais la contradiction est manifeste avec les exigences de l'impérialisme américain exigeant de l'Allemagne un lourd tribut pour financer la guerre contre l'Irak alors que l'inflation s'accroît et que le déséquilibre budgétaire s'accroît.

Au moment où les travailleurs et le peuple allemand, bousculant l'exécution de tous les plans prévus, imposaient



l'unité de la nation allemande, gouvernements et capitalistes s'interrogeaient sur le coût. Un an après, toutes les prévisions étaient dépassées sans que pourtant soit garantie la moindre stabilité : « Une terre de désespoir », ainsi était titré un reportage de l'hebdomadaire américain *Time* (18 mars) sur l'Est de l'Allemagne. Face à la catastrophe menaçante et à la riposte grandissante de la classe ouvrière allemande, l'angoisse s'exprime.

Le directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales de Bonn pose la question : « Si l'Allemagne de l'Est n'y arrive pas, alors qu'elle bénéficie des conditions idéales nées de son unité avec l'Allemagne de l'Ouest et de l'appartenance à la CEE, personne n'y arrivera. Qu'arrivera-t-il à la Tchécoslovaquie, à la Hongrie, sans parler de la Roumanie et de la Bulgarie ? »

Beaucoup d'encre avait coulé il y a quelque temps sur les possibilités qui s'ouvraient aux capitalismes européens du fait des marchés nouveaux se créant à l'Est.

Un an plus tard, la réalité s'impose. Ce n'est pas l'ouverture de nouveaux marchés qui est à l'ordre du jour mais une gigantesque destruction des forces productives par le démantèlement et le saccage d'économies nationales structurées sur la base de l'expropriation du capital — et conduites à la faillite par la bureaucratie.

Cette entreprise se heurte à la résistance de la classe ouvrière de ces pays dont l'existence même est liée à la propriété sociale — ce qui explique la capacité de résistance de celle-ci à sa liquidation.

Ce qui pouvait apparaître à tous ceux qui nient la lutte des classes comme une « nouvelle chance » du mode de production capitaliste consacre sa faillite.

Dans des documents précédents de l'Internationale, on a parlé d'« affaïssement » social dans le cas de l'Amérique latine — affaïssement qui se transforme en un véritable effondrement, comme c'est aussi le cas pour l'Afrique et pour

certains pays d'Asie. Mais l'on peut sans exagération parler d'un « abaissement » de l'Europe.

Mais il s'agit de l'Europe telle qu'elle est organisée sur la base du mode de production capitaliste dans l'impasse et du rôle d'auxiliaire de l'impérialisme que joue la bureaucratie entrée dans une phase de décomposition.

Simultanément, l'action des masses, qui a initié le tournant majeur de la situation mondiale dans lequel nous sommes engagés, redonne toute sa place à l'Europe, pose directement la question de son unification harmonieuse par la coopération fraternelle des peuples travailleurs de toute l'Europe seuls à même de reconstruire l'Europe.

La classe ouvrière allemande, trahie par les directions stalinienne et social-démocrate, avait été écrasée par le fascisme. L'ordre de l'après-guerre s'était établi sur la base de la division de l'Allemagne — donc de la classe ouvrière allemande.

Elle fait aujourd'hui ses premiers pas comme classe réunifiée à l'échelle nationale. Le barrage opposé par la direction du SPD et celle de la DGB à la pleine réalisation de cette unité, les tentatives de maintenir à l'Est les fonctionnaires discrédités des anciens « syndicats d'Etat », avec la volonté de radicalement séparer les questions de l'emploi et des salaires à « l'Est » et à « l'Ouest », ont été partiellement battus en brèche. C'est à l'échelle de toute l'Allemagne que se profilent de graves affrontements de classes qui auront une importance majeure pour le combat de tous les travailleurs d'Europe.

La « question européenne » occupe une place essentielle dans le développement de la lutte des classes mondiale. La question des Etats Unis d'Europe est posée d'une manière directe comme elle ne l'a jamais été. Elle est posée en relation avec la lutte commune des classes ouvrières de toute l'Europe tendant à s'unifier non seulement sur le plan d'objectifs historiques mais y compris au niveau des problèmes les plus immédiats des formes de lutte, du combat dans chaque pays pour la défense de l'indépen-



dance des organisations, de l'unité des travailleurs et de leurs organisations.

La tentative — en dernière analyse historiquement désespérée — de l'impérialisme américain d'assurer une hégémonie sans partage conduit au chaos et au désordre.

Il n'y a qu'un facteur d'ordre, c'est l'action de la classe ouvrière qui, en se défendant, en tendant à s'organiser pour se défendre, défend les bases mêmes de la civilisation humaine.

Cela mesure la responsabilité et la place politique occupées par l'AET, comme composante de l'Internationale ouvrière, dans laquelle s'inscrit l'action de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale qui construit avec tous les militants attachés à l'indépendance de classe l'Union des cercles pour toute l'Allemagne.

#### IV.- LE RÔLE DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE EN CRISE, LA POLITIQUE DES PC

Dès l'entrée au Koweït des troupes irakiennes et la décision américaine de faire de la situation dans le Golfe ce qu'on appellera le « test du nouvel ordre mondial », l'appui de Gorbatchev à la mise en place, par tous les moyens, de cet ordre mondial sera totale et constante. La résolution 661 du Conseil de sécurité instituant un embargo total contre l'Irak avait été précédée d'une initiative qualifiée par les représentants des USA et de l'URSS d'inhabituelle. Les ministres des Affaires étrangères des deux pays lançaient un appel commun à la communauté internationale pour que celle-ci traduise résolument dans la pratique l'ensemble des mesures décidées contre l'Irak. C'était proclamer d'emblée que la bureaucratie engagée dans la perestroïka soutenait Bush dans sa volonté d'affirmer le rôle des USA comme gendarme mondial.

En fait, dans les six mois qui mènent au déclenchement effectif de la guerre et pendant celle-ci, Gorbatchev est aux

ordres : il reconnaît à l'impérialisme américain la responsabilité du maintien de l'ordre à l'échelle mondiale dans les conditions créées par l'effondrement de l'équilibre de Yalta.

L'URSS vote les douze résolutions contre l'Irak adoptées par le Conseil de sécurité. Celles-ci se font d'ailleurs de plus en plus contraignantes au fur et à mesure du déploiement militaire impérialiste en Arabie Saoudite (blocus aérien, résolution du 25 septembre) mais aussi après la rencontre Bush-Gorbatchev du 7 septembre.

Le 29 novembre, la résolution 678 — celle qui autorise l'usage de tous les moyens nécessaires après le 15 janvier 1991 et qui donne donc le feu vert à la guerre — est également votée par l'URSS (seuls le Yémen et Cuba votent contre).

Enfin, l'URSS a voté la résolution 680 faisant obligation à l'Irak d'accepter la mise en œuvre des douze résolutions de l'ONU, ce qui équivaut à une capitulation sans condition imposée à l'Irak. Elle a voté la résolution 687 qui précise les conditions de cette capitulation. Ce soutien de bout en bout, qualifié par un journal financier d'« encourageant », n'a pas fait de la bureaucratie un partenaire privilégié, mais un subordonné.

Certes, l'impérialisme mesure sa pression pour ne pas précipiter l'explosion en URSS même (« *Gorbatchev espère que le monde en général et Bush en particulier seront indulgents à l'égard de la répression contre les séparatistes parce que l'autre terme de l'alternative pourrait être pire : la désintégration chaotique de l'URSS.* » *Time*), mais l'on peut sans exagération parler d'un aplatissement de Gorbatchev ou écrire, comme l'éditorial d'*Informations ouvrières* :

« Il s'agit de la défense des intérêts des compagnies pétrolières, des intérêts du capital financier dans le Golfe et ailleurs. Il s'agit de l'appui sans condition que Gorbatchev apporte à Bush, pour tenter de défendre les intérêts de la bureaucratie, pour que le capital financier apporte son aide à la restauration capitaliste en URSS et dans les pays de l'Est. Cela dans une situation où Gor-



batchev, la bureaucratie politiquement aux abois, mettent hors jeu l'Union soviétique. »

La forme prise par l'alignement servile sur l'impérialisme découle de la situation dans laquelle se trouvent la bureaucratie dans son ensemble et Gorbatchev en particulier. Le cours restaurationniste constitué par la perestroïka, l'incapacité de l'appliquer jusqu'au bout ont précipité les désastres économiques, nourri le mouvement des masses contre la bureaucratie, avivé encore plus les revendications nationales des peuples opprimés par la bureaucratie et conduit à une véritable crise de décomposition de celle-ci.

La combinaison de la grève des mineurs — appelée par les syndicats indépendants qui s'étaient constitués comme résultat des premiers combats — et de l'échec cinglant pour Gorbatchev qu'ont constitué les référendums organisés en Lettonie et en Estonie caractérisent la situation. Référendums qui n'ont pas seulement confirmé celui de la Lituanie mais qui ont deux caractéristiques particulières : la première, c'est qu'il s'agit de républiques où se trouvent une large fraction de Russes, et ceux-ci, dans une proportion de 70%, ont voté pour l'indépendance ; et, survenant après la répression à Vilnius et à Riga, ils démontrent que celle-ci a été incapable d'empêcher une condamnation du pouvoir de la bureaucratie.

Le refus de l'oppression nationale s'est aussi marqué directement en relation avec la guerre menée contre le peuple irakien : des députés d'Azerbaïdjan et d'autres républiques ont condamné la complicité du gouvernement de Gorbatchev dans ce massacre. C'était dans les ultimes jours de la guerre, alors que l'URSS présentait son « plan de paix » qui n'était en fait qu'un complément « diplomatique » au plan de guerre appliqué par l'impérialisme, et qui avait par ailleurs l'avantage de redonner à Gorbatchev l'apparence d'une certaine stature sur la scène internationale. Mais même les apparences n'ont pu être préservées. C'est finalement non en russe mais dans l'anglais de Norman Schwarz-

kopf qu'a été écrite la capitulation imposée à l'Irak. Du partage des tâches dans cette phase entre Bush et Gorbatchev, un journaliste américain a écrit :

« Moscou est ouvertement déçu que M. Bush ne se soit pas rallié à ses efforts de paix, et a exprimé des regrets quant au fait que "ce soit la volonté de recourir à une solution militaire qui l'ait emporté". Pourtant, dans les deux capitales, les personnalités officielles insistent sur le fait, pour reprendre l'expression de Brent Scowarf (conseiller à la Sécurité), que l'URSS demeure un membre solide de la coalition. [...]

M. Gorbatchev peut être considéré comme ayant joué le "bon flic" alors que Bush faisait le méchant. Moscou a graduellement écarté Bagdad de ses buts irréalistes, tandis que Washington intensifiait la guerre et insistait sur un retrait inconditionnel. Gorbatchev a permis à Washington de maintenir sa position opposée à tout compromis, tant qu'il essayait de convaincre l'Irak de se retirer. » (*New York Times*, lundi 25 février 1991.)

Dès les premières phases de la perestroïka, les analyses de l'Internationale expliquent que la base principale de Gorbatchev se trouve hors d'URSS, dans l'impérialisme. Tous les développements depuis — et en particulier ceux liés à la guerre du Golfe — confirment ce fait, et le renforcent. La bureaucratie se déchaîne.

Elle avance vers de nouvelles crises tandis que la grève des mineurs, quelle que soit son issue immédiate, et le mouvement des nationalités annoncent de nouveaux assauts des masses contre le pouvoir corrompu de la bureaucratie.

Ces facteurs se sont approfondis et précipités. Le FMI fait part de son inquiétude. L'accord sur un « plan de sauvetage » de Gorbatchev et d'Eltsine exprime la panique de la bureaucratie et a comme contenu la tentative de s'opposer par tous les moyens à la montée du mouvement de la classe ouvrière.

La crise irréversible de la bureaucratie entraîne une crise irréversible des PC, un processus d'éclatement, de dislocation. On a longtemps opposé le PC espagnol, qui n'avait pu éviter sa fragmentation, au PC français qui avait vu fondre



son électorat mais demeurait « *monolithique* », et surtout au PC italien en passe de réussir sa « *social-démocratisation* ».

L'épreuve des faits réduit à néant toutes ces constructions artificielles. Les PC sont organiquement constitués par leur lien de dépendance à l'égard de la bureaucratie. Le spectacle donné par le premier congrès de la « transformation » du PC italien en « *parti de la gauche* » a montré que ce qui s'amorçait, c'était sa dislocation comme parti. Le PCF lui aussi, au travers des rénovateurs, reconstructeurs et refondateurs, s'engage dans la voie espagnole.

L'épreuve de la guerre a accentué ces crises, a vu s'exprimer toute une gamme de positions (qui ont une relation avec les déchirements au sein de la bureaucratie du Kremlin) situées dans un même cadre : l'acceptation des résolutions des Nations Unies.

Ce qui entraînait toute une série de contradictions dans l'expression de la politique des PC cherchant à s'appuyer sur le refus de la guerre des travailleurs, tout en approuvant les mesures qui conduisaient à la guerre. Contradictions qui se sont parfois exprimées dans des critiques explicites de la diplomatie soviétique (par exemple dans *L'Humanité*) auxquelles succédaient des commentaires faisant de Saddam Hussein le principal responsable de la guerre.

Le lien de subordination avec la bureaucratie, qui peut paraître distendu par la crise de celle-ci, s'est affirmé dans le réalignment général sur le prétendu « plan de paix », en soutien duquel tous les PC se sont mobilisés.

### La bureaucratie chinoise point d'appui de l'impérialisme

La bureaucratie chinoise, qui est parvenue à stabiliser temporairement son pouvoir par la répression en 1989, s'est elle aussi alignée sur l'impérialisme, apportant son appui à la guerre contre-révolutionnaire du Golfe (non-utilisation de son droit de veto) et bénéficiant en échange du rétablissement de toutes les relations commerciales avec les Etats

capitalistes et du silence sur la répression.

Si son rôle a été secondaire, il n'est pourtant pas marginal. Alors que dans les Etats déjà fragiles de l'Asie (Inde, Bangladesh, Pakistan, Corée du Sud) des manifestations exprimaient la condamnation par les peuples de l'agression américaine, la bureaucratie chinoise a été un élément central de l'appui à l'impérialisme.

### L'attitude de Castro

Cuba est victime d'un blocus de fait organisé par l'impérialisme américain. Sa dépendance économique à l'égard de l'URSS a signifié une brutale aggravation de la situation économique, à partir du moment où la bureaucratie a décidé d'aligner ses relations commerciales avec Cuba sur les normes du marché mondial. Jamais le régime cubain n'a été plus isolé, ni les conquêtes de la révolution cubaine aussi menacées.

L'agression impérialiste contre l'Irak, la guerre pour établir le « nouvel ordre mondial », accentuent cette menace de manière directe. L'invasion de Grenade, la déstabilisation du Nicaragua, l'invasion de Panama ont été des précédents indiquant comment devaient se régler les « problèmes régionaux ».

L'ordre affirmé par la terreur au Moyen-Orient, c'est celui qui dévaste les économies d'Amérique latine, qui spolie et qui écrase sous la dette les peuples du continent.

Un « ordre » qui met à l'ordre du jour l'étouffement de Cuba, la remise en cause de toutes les conquêtes de la révolution.

La direction castriste a naturellement ressenti la menace. Elle l'a dit, elle a stigmatisé les visées hégémoniques américaines. Mais loin d'en appeler aux masses exploitées et opprimées du continent à se mobiliser contre l'impérialisme, à défendre le peuple irakien contre une agression qui visait tous les peuples, elle s'est cantonnée dans les manœuvres diplomatiques. Elle ne s'est opposée à l'escalade vers la guerre — se différenciant sur ce terrain de la bureaucratie du Kremlin — que par des abstentions ou



des votes contre (notamment contre la résolution 678 donnant le feu vert à la guerre) qui n'entravaient pas la marche à la guerre de l'impérialisme.

La direction castriste a accepté la fiction d'un « droit international » qui existerait indépendamment des contradictions de classes, des intérêts de puissance — comme si ce « droit » pouvait protéger Cuba alors qu'il a légitimé l'écrasement du peuple irakien.

Elle s'est, au nom de ce « droit », placée dans une situation où le rattachement du Koweït à l'Irak et l'intervention impérialiste étaient placés sur le même plan. C'est-à-dire fondamentalement sur un terrain qui n'était pas celui de la rupture avec l'impérialisme.

Dans cette mesure la direction castriste porte une responsabilité centrale dans le fait que l'Amérique latine, ravagée par la dette, dont les peuples savaient par expérience que l'impérialisme était leur ennemi mortel, n'ait pas connu lors de la guerre contre l'Irak de véritable mobilisation anti-impérialiste.

Aujourd'hui, les conquêtes de la révolution cubaine sont plus que jamais exposées aux coups. Les défendre inconditionnellement, sur le terrain de la plus large unité des forces ouvrières et anti-impérialistes, et combattre le blocus impérialiste, est une exigence de l'heure. Elle réclame la plus stricte indépendance à l'égard de la direction cubaine.

## V.- LA II<sup>e</sup> INTERNATIONALE (L'INTERNATIONALE SOCIALISTE) ET SES PARTIS FACE À LA CRISE

Une résolution adoptée par le 35<sup>e</sup> Congrès du PCI notait que « *dans les premiers préparatifs de l'intervention militaire dans le Golfe, la social-démocratie internationale et dans chaque pays s'est rangée du côté de l'agression impérialiste* ».

Les partis de la prétendue Internationale socialiste ont joué un rôle majeur dans la préparation et dans l'exécution des plans de guerre conduisant à l'infâme massacre du peuple irakien.

Tout d'abord, dans les pays où ce sont des partis de la II<sup>e</sup> Internationale qui constituent les gouvernements, ils ont directement pris en charge la réalisation des mesures décidées par l'impérialisme américain. Que ce soit sous la forme d'une participation effective au conflit (France) ou, lorsque la participation militaire était relativement symbolique, comme dans le cas de l'Espagne, par l'appui total à la guerre, par l'autorisation d'utiliser les bases militaires... Ces gouvernements ont directement pris part à la guerre. Leurs dirigeants, qui avaient déjà bafoué par la politique de régression sociale qu'ils ont suivie toutes les aspirations au nom desquelles ils avaient été portés au pouvoir, partagent la responsabilité de l'horreur qui a déferlé sur l'Irak.

Les partis sociaux-démocrates qui se trouvent dans l'opposition ont fondamentalement suivi la même ligne. La direction Kinnock du Labour Party a approuvé la ligne suivie par le gouvernement Major, rivalisant avec le bellicisme de type colonial des Conservateurs.

Ce faisant, ils ont non seulement agi pour barrer la route au refus de la guerre qui s'affirmait en Grande-Bretagne comme partout, mais aussi sacrifié à l'« union sacrée » pour établir par le fer et le feu le « nouvel ordre mondial » toute lutte tant soit peu conséquente — même sur le plan électoral — contre le Parti conservateur ébranlé par la chute de Thatcher.

En se prononçant sans réserves pour la guerre, ils ont en fait appelé à voter pour les « vainqueurs » de cette guerre.

En d'autres termes, ils ont cherché à vider de son contenu (cherché, car rien n'est terminé) la victoire politique que constituait la chute de Thatcher pour les travailleurs mobilisés contre la poll-tax.

En Allemagne, la direction du SPD, qui n'avait pas hésité à courir au-devant d'une défaite électorale pour s'opposer à l'unité de la nation et de la classe



ouvrière allemande, a choisi — après des atermoiements et des éléments de crise réelle — de s'opposer au formidable mouvement contre la guerre qui dressait les masses allemandes de Leipzig à Cologne. Elle s'est prononcée pour que la loi constitutionnelle qui interdit l'envoi de troupes allemandes à l'extérieur — sauf dans le cadre de l'OTAN — soit modifiée.

Mais, en relation avec l'ensemble des développements de la lutte des classes dans l'Allemagne unifiée, c'est une crise profonde qui s'est amorcée dans la social-démocratie allemande.

Les partis de la II<sup>e</sup> Internationale ont pleinement joué ce rôle de « rempart social de l'impérialisme » dont parlait déjà Lénine. Ils l'ont tenu dans des conditions où la crise du stalinisme, disloquant les PC, le rendait encore plus indispensable.

Leur attitude n'a pas manqué d'aggraver la crise au sein de ces partis.

Il faut ici distinguer plusieurs facteurs. Des partis sociaux-démocrates ont commencé — tout en appuyant les résolutions de l'ONU et donc leurs conséquences — à manifester des réserves quant à l'escalade vers la guerre. C'est vrai, sous des formes différentes, de Gonzalez en Espagne et même de Mitterrand. C'est vrai beaucoup plus nettement dans le cas du SPD.

Ils traduisaient les réticences de fractions de leur propre bourgeoisie. Mais, réservées ou non, les directions social-démocrates se sont toutes en tant que telles alignées sur l'impérialisme le plus fort, confirmant le diagnostic de Trotsky. La palme de l'alignement cynique et servile revient sans aucun doute à Mitterrand et à l'écrasante majorité de l'appareil politique et parlementaire du Parti socialiste (y compris ceux que l'on présente comme la « gauche », les Jospin et les Poperen), et leurs adjoints du type Cambadélis.

Mais cette attitude a elle-même aggravé une crise qui n'est pas identifiable à de simples réserves fondées sur l'intérêt bien compris de chaque bourgeoisie, mais dont la racine était dans le refus de la guerre de milliers de militants, com-

biné avec les oppositions croissantes à la politique anti-sociale des dirigeants de leur parti. C'est là un élément profond et durable, même si son expression, dans les conditions de décomposition politique des partis sociaux-démocrates, est souvent déformée.

D'autant plus que lorsque les syndicats étaient directement liés aux partis sociaux-démocrates, ces éléments de crise se sont combinés avec une différenciation entre les directions des partis et celles des organisations syndicales.

C'est ainsi qu'en Espagne, la direction de l'UGT a appelé aux manifestations et aux grèves contre la guerre, comme ce fut le cas de la DGB.

Quels que soient ses motifs, dans le cas de la France, la démission de Chevènement approfondit cette crise liée à celle des institutions, crise que la « fin de la guerre » n'arrêtera pas.

Il n'est pas négligeable non plus qu'en Angleterre, 35 à 39 députés se soient opposés en diverses circonstances à la guerre. Comme il n'est pas sans signification que 7 parlementaires du PS, en France, aient voté contre la guerre.

Bien qu'il y ait là une différence. En France, les opposants parlementaires à la guerre se sont tus. En Angleterre, sur la base de leurs positions qui ne sont pas les nôtres, ils ont dans leur majorité agi comme des animateurs du mouvement anti-guerre. Ce qui renvoie non seulement aux spécificités du Labour Party mais à la question des institutions...

Les nombreuses démissions qui ont eu lieu dans différents partis, se combinant avec l'opposition interne de la base au sein de ces partis, signifient que va s'élargir le champ d'activité pour des partis ouvriers indépendants (ou des formations transitoires) posant cette question, en liaison indissoluble avec le combat pour le front unique.

---

## VI.- LE COMBAT DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Dans la déclaration du Secrétariat international du 6 septembre 1990, il



était écrit, sous le titre « *L'indépendance politique de la IV<sup>e</sup> Internationale* » :

« La IV<sup>e</sup> Internationale détermine sa politique en toute indépendance à l'égard de tous les Etats, de toutes les organisations politiques. Elle combat, à l'échelle internationale comme dans chaque pays, pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour l'indépendance de ses organisations, indépendance dont l'expression politique pleine et entière est donnée par ses principes et son programme.

La IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) condamne l'intervention impérialiste au Moyen-Orient et combat politiquement pour le retrait inconditionnel des forces impérialistes. C'est la ligne politique des déclarations du Secrétariat international en date des 10 août et 3 septembre 1990, et des déclarations et appels des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR).

C'est à juste titre qu'en même temps la déclaration du 10 août du Secrétariat international donne une caractérisation politique sans équivoque du régime de Saddam Hussein. [...]

La IV<sup>e</sup> Internationale ne dissimule pas un instant les buts de son combat : l'indépendance et l'unité des peuples du Moyen-Orient, leur affranchissement commun du joug de l'impérialisme ne seront acquis que par la constitution du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans. [...]

Aujourd'hui l'axe de notre agitation, c'est la condamnation inconditionnelle de l'intervention impérialiste. Nous l'exprimons en disant : Non à l'intervention armée ! Retrait des troupes impérialistes ! »

Cette indépendance, elle s'est traduite dans le fait qu'à aucun moment, aucune section de la IV<sup>e</sup> Internationale (malgré les pressions exercées en ce sens par les stalinien relayés par les pablistes) n'a fait la moindre concession à la position pro-impérialiste qui consistait à présenter symétriquement l'intervention impérialiste dans le Moyen-Orient et le rattachement du Koweït à l'Irak.

Sur ce point, dans la résolution déjà citée, il était expliqué :

« L'un des éléments constitutifs du bolchevisme comme organisation politique exprimant pleinement l'indépendance de classe du prolétariat à l'ère de l'impérialisme, à l'ère des "guerres et

des révolutions", l'une des bases de l'Internationale communiste et de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale est la distinction rigoureuse entre les Etats oppresseurs et les peuples opprimés, entre les Etats impérialistes et les Etats des pays dominés par l'impérialisme. Ce fut l'un des combats essentiels de Lénine que de faire de cette distinction l'un des critères de principe différenciant les révolutionnaires des "lieutenants ouvriers de la bourgeoisie".

Trotsky écrivait par exemple, à propos de la guerre entre la Chine et le Japon :

*"Vous avez publié dans votre numéro du 28 novembre un article de Nathaniel Pleffer, "La Chine est-elle battue ou la guerre ne fait-elle que commencer ?". L'auteur, qui connaît bien l'Extrême-Orient, donne une analyse excellente de la situation générale. Sa conclusion, c'est que le Japon peut remporter encore bien des victoires partielles mais qu'il ne peut pas gagner la guerre. La Chine a pour elle l'espace, le temps, les masses humaines et la nature de cette guerre : une guerre de libération nationale. L'auteur a parfaitement raison quand il dit que, face à la guérilla des masses chinoises, le Japon se révélera, au bout du compte, impuissant, et qu'il connaîtra, pouvons-nous ajouter, une catastrophe, non seulement financière et économique, mais aussi sociale.*

*Il manque malheureusement à ce tableau un élément politique très important, à savoir les rapports entre le gouvernement chinois et la nation. Pour faire de cette guerre une guerre nationale pour mobiliser et diriger l'initiative et le sacrifice de millions d'ouvriers et de paysans chinois, il faut que le gouvernement ait confiance dans son propre peuple ou, au moins, qu'il ait moins peur de ses propres ouvriers et paysans en armes que des agresseurs japonais. Cette condition est-elle actuellement remplie ? On peut en douter.*

*L'auteur ne mentionne pas non plus un autre facteur important, la politique du gouvernement soviétique. Moscou a fourni des armes à l'Espagne, exigeant en échange la suppression de l'initiative et de l'indépendance des organisations de masse.*

*Les résultats sont clairs : Franco n'a pas gagné (moins d'un an plus tard, Franco allait, grâce à cette politique de*



Staline, imposer pour quarante ans sa dictature aux peuples d'Espagne — (NDLR), *Staline-Negrin ont été battus.*

*Il y a tout lieu de craindre que Moscou soit en train d'appliquer la même politique en Chine. C'est pourquoi l'on doit tracer aux conclusions de votre collaborateur une limite importante : le mikado va au-devant d'une catastrophe terrible, si Tchang Kaï-chek et Staline ne le sauvent pas."*

La question n'est pas de se livrer à une identification mécanique de situations différentes. Saddam Hussein n'est pas Tchang Kaï-chek. Il s'agit de méthodes et de principes. La personnalité de Noriega — agent de la CIA du temps où Bush la dirigeait — donne-t-elle une quelconque légitimité à l'invasion de Panama par l'armée américaine ? L'argument répété à satiété par tous ceux qui, quelle que soit par ailleurs la résonance radicale de certaines de leurs proclamations, s'alignent sur l'impérialisme, c'est le fait que l'Irak ait annexé le Koweït, et donc d'exiger que les troupes irakiennes se retirent du Koweït parallèlement à un retrait des forces imperialistes du Golfe.

Il n'y a pas de "nation koweïtienne" dont on puisse réclamer l'autodétermination. Si ce n'est pas le cas, à quoi correspond l'exigence du "retrait des troupes irakiennes", alors que, précisément, c'est cette présence que l'impérialisme utilise frauduleusement comme prétexte de son déploiement militaire dans la région ? »

Mais l'affirmation de l'indépendance politique de la IV<sup>e</sup> Internationale ne serait qu'une proclamation idéologique sans portée si elle ne s'exprimait pas dans l'aide pratique au mouvement de la classe ouvrière. C'est-à-dire si elle ne s'exprimait pas dans le combat pour le front unique, sur la base de mots d'ordre de rupture avec l'impérialisme, adaptés dans leur formulation à l'état d'esprit des masses en relation avec la situation, aux besoins de la mobilisation. Comme le précise le *Programme de transition*, qui établit une différenciation rigoureuse entre le pacifisme des masses et celui des exploiters : « *Il faut traduire ces idées fondamentales* (le fait qu'il n'y a pas de lutte réelle contre la guerre en dehors de la lutte contre l'impérialisme) *en idées*

*plus particulières et plus concrètes selon la marche des événements et l'orientation de l'état d'esprit des masses.* »

### La lutte pratique pour le front unique

Sur cette ligne fondamentale, la lutte contre la guerre c'est la lutte contre l'impérialisme, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections ont sans relâche combattu pour le front unique, pour l'unité des travailleurs et des organisations, non sans erreurs et sans oscillations, mais en maintenant ce cap malgré les difficultés.

La lutte contre l'impérialisme est la condition d'une lutte effective contre la guerre. Si nous nous sommes appuyés sur ce que le *Programme de transition* définit comme le « *pacifisme des masses* », nous n'avons jamais eu une politique « *pacifiste* ». La lutte contre la guerre et la lutte contre l'exploitation sont indissociables.

A cette réalité, la Conférence de Barcelone a donné une réponse pratique par la constitution du comité permanent contre la guerre et l'exploitation qui, sans être identifié aux formes d'organisation du combat d'ensemble dans la voie de l'Internationale ouvrière (l'Entente), y est relié sur son propre plan.

Sur la base du combat mené pour le front unique contre l'exploitation (au travers, dans chaque pays et à chaque moment, de déterminations concrètes : CSG, travail précaire, à travail égal salaire égal pour les ouvriers de toute l'Allemagne, etc.) et contre la guerre, de l'expérience accumulée dans ce combat et des liens établis, comme sur la base de la compréhension de la période ouverte par le « tournant » : période par excellence des guerres, des révolutions et des contre-révolutions, le Comité international contre la guerre et l'exploitation a été constitué avant même le déclenchement effectif des hostilités.

Il est l'un des instruments politiques qui permettent à toutes les sections de répondre au « moment » de la situation constitué par le massacre du peuple ira-



kien et la maturation des conséquences de la volonté d'hégémonie de l'impérialisme américain.

Insistons sur ce point : une politique révolutionnaire est une politique qui aide à la mobilisation des masses dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Elle comprend nécessairement le combat pour le front unique qui ne peut être réalisé que par la mobilisation des masses. Mais l'une des composantes de cette mobilisation, c'est l'action pour le front unique de la base au sommet et du sommet à la base. Car ce qui pose la question même du front unique, c'est l'existence de « sommets » qui contrôlent ou influencent « la base ». Le front unique ne peut se faire sur la totalité du programme révolutionnaire (dans ce cas, le problème ne se poserait pas), mais sur des mots d'ordre d'action qui ne sont certes pas contradictoires avec notre programme — puisqu'ils posent la question de la rupture avec la bourgeoisie — mais qui ne constituent pas notre programme.

D'où l'importance théorique et pratique de la formulation précise des mots d'ordre en relation avec la marche des événements et l'état d'esprit des masses.

Par exemple, la formulation — sur une même orientation — était nécessairement différente dans les pays opprimés par l'impérialisme et dans les métropoles impérialistes.

Dans le premier cas, l'intervention impérialiste était immédiatement ressentie comme une agression dirigée contre eux (et cela avec une intensité particulière dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient).

C'est à juste titre que les camarades du Parti des travailleurs d'Algérie, dès les premiers jours, se sont placés aux premiers rangs de la mobilisation anti-impérialiste prenant la forme du soutien au peuple irakien, et qu'ils ont appelé à des manifestations unitaires contre l'ambassade des USA.

Politique qui, face à la guerre ouverte, a pris la forme de l'action pour imposer des mesures effectives d'aide au peuple irakien, et donc de rupture avec l'impérialisme.

Ce qui s'est exprimé dans l'affirmation d'un soutien à un gouvernement se substituant au gouvernement Chadli et prenant de telles mesures.

Dans les pays impérialistes faisant directement partie de la coalition ou la soutenant, le point de départ était la conscience qu'avait d'emblée la grande masse de la population que cette guerre n'était pas la leur, qu'ils étaient contre la guerre, guerre dans laquelle s'engageaient les gouvernements.

C'est ce qui s'est traduit dans le mot d'ordre de « *Retrait des troupes américaines, britanniques et françaises* » qui a en France constitué l'axe de l'appel des 75.

Lorsque le massacre du peuple irakien a commencé, ce mot d'ordre n'était certes pas caduc, mais il n'était pas contradictoire avec son expression dans l'agitation : « *Halte au massacre* », qui signifiait alors la rupture avec l'impérialisme engagé dans ce massacre.

C'est pourquoi il était correct, par exemple en Allemagne, d'apporter un soutien aux initiatives de la DGB et de certains éléments de la direction du SPD qui se prononçaient pour un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel.

A un moment, le mot d'ordre « *Halte au massacre, cessez-le-feu* » perdait son caractère de mobilisation car il signifiait — quelles que soient les intentions — une caution à l'exigence de capitulation de l'Irak précisément imposée par le massacre.

## CONCLUSION

Les notes qui précèdent ont cherché à indiquer à quel point la situation, contradictoire et inévitablement marquée par des convulsions et de nouvelles crises, ouvre de grandes possibilités à l'action de chacune des sections de l'Internationale, au développement de l'Internationale.

Le « tournant » majeur marqué par la chute du mur de Berlin va continuer à se matérialiser au travers de l'action de la classe ouvrière internationale. C'est ce mouvement — qui certes ne suivra pas



un cours unilatéralement ascendant — qui est à la base de notre activité. En déterminant à chaque moment les moyens d'y intervenir, la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et ses sections réuniront les conditions politiques de la « reproclamation » de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est dans cette voie que le rassemblement européen et international du 8 juin 1991 prend toute sa signification comme expression du combat, à l'échelle internationale, pour le front unique, pour la constitution ou le développement de partis ouvriers indépendants et comme moyen de la centralisation politique de l'activité des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## ANNEXES

### La déclaration du BP de l'OCI d'août 1971 soulignait que :

« Tous les Etats bourgeois ont, pour leurs dépenses parasitaires de toutes sortes, singulièrement celles d'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner.

Tous les gouvernements capitalistes et en premier lieu le gouvernement américain ont financé le secteur d'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière. Le déséquilibre des balances commerciale et de paiement, et, principalement, le déséquilibre des balances américaines qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une société fondée sur la propriété privée des moyens de production...

Si l'économie d'armement est devenue la condition de la poursuite de l'accumulation du capital, elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste.

Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitent tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste. »

### Le rapport politique adopté par le Conseil général de juillet 1990 indiquait que :

« La perpétuation du système impérialiste comme système dominant à l'échelle mondiale s'est opérée — et s'opère de plus en plus largement — sur la base d'une intensification qualitative de son caractère parasitaire. La période actuelle est non seulement celle qui vérifie les principes du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale mais aussi celle où ses principes trouvent toute leur dimension.

*« La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle » (Programme de transition).*

Les progrès techniques réalisés à une échelle encore plus grande que quand le *Programme de transition* a été écrit n'engendrent plus un développement des forces productives, mais au contraire aboutissent à la transformation de ces forces de production en forces de destruction. Les nouvelles techniques n'amènent pas à une élévation du niveau technique et culturel des masses des ouvriers et intellectuels, mais au contraire à leur déchéance, en fait à une déqualification généralisée. Elles sont frappées par le chômage et la paupérisation. C'est la classe ouvrière, la première et la principale des forces productives, qui est ainsi menacée, et dont le combat s'impose comme correspondant aux nécessités de la défense des bases de toute civilisation.

La course aux armements a constitué depuis la Deuxième Guerre mondiale un volant d'entraînement de l'ensemble de l'économie mondiale. Aux USA mêmes, directement ou indirectement, 30% du PNB dépendaient de l'industrie d'armement dans les années soixante.

Mais les conséquences de l'économie d'armement comme « volant d'entraînement de toute l'économie » s'épuisent, et la relève est prise par l'économie de la drogue, de l'endettement, le développement monstrueux du parasitisme à tous les niveaux, ce qui ne signifie nullement l'abandon de la production



d'armement. Au contraire. Si l'on prend le cas des USA, de 1990 à 1995, les dépenses affectées à la production et aux essais de nouveaux engins nucléaires doivent augmenter de 35 %. Par ailleurs, la moindre contraction dans la production d'armements conventionnels entraîne des conséquences récessionnistes diverses (comme l'atteste le plan de licenciements dans l'industrie aéronautique américaine).

Ce qui s'est passé le lundi 19 octobre 1987 où, sur toutes les grandes places financières du monde, en écho à Wall Street, 1 600 milliards de dollars s'évaporèrent, ce n'était pas "un simple choc, c'était un séisme" (*Business Week*, 2 novembre 1987).

Le krach de Wall Street a été le signal lancé à l'impérialisme US qu'après des décennies de fonctionnement parasitaire, le marché mondial étouffe d'une surproduction de capitaux en majeure partie fictifs et de marchandises. Le marché réclame une crise comme en connaissait le capitalisme auparavant. Il réclame des destructions que seule serait en mesure d'opérer une dépression bien plus grave que celle de l'après-1929.

Mais nous ne sommes pas en 1929, année où éclata la crise qui devait jeter les impérialistes dans la barbarie destructrice de la Deuxième Guerre mondiale.

C'est pour cela que l'impérialisme US, et à sa suite tous les impérialismes, doivent multiplier les moyens parasitaires, à commencer par l'endettement pharamineux de l'Etat américain qui draine l'épargne du reste du monde.

La spéculation et le degré de développement du parasitisme ébranlent et menacent les fondements mêmes de l'économie mondiale et recèlent des conséquences explosives pour l'économie du plus puissant impérialisme lui-même.

2 - Dans tous les pays, la survie du capitalisme en putréfaction dominant le marché mondial n'amène que ruines et calamités. Le maintien du profit capitaliste dans le monde et sa "restauration" dans les pays de l'Est visant à transformer ces pays en semi-colonies entraînent le retour à la barbarie pour l'ensemble de l'humanité.

L'objectif du capitalisme est la recherche du profit. A l'époque du capitalisme ascendant, la base centrale du profit était la production de marchandises. Aujourd'hui, à l'époque de l'impéria-

lisme stade suprême du capitalisme décadent, le marché mondial n'est plus à même d'absorber la production qui étouffe dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux.

Les conséquences en sont que le plus clair du profit se réalise non dans la production de marchandises, mais dans la spéculation. Un économiste français a évalué que la circulation des marchandises sur le marché mondial correspondait à 3 % tandis que la "circulation" des capitaux fictifs (spéculatifs) qui ne peuvent être investis dans la production comptait pour 97 % ! Chaque jour sur le marché mondial, 420 milliards de dollars sont échangés à des fins spéculatives, contre 12,4 milliards seulement en rapport avec la production des marchandises.

Cette prépondérance du profit spéculatif sur le profit commercial et industriel n'altère en rien, bien au contraire, la plus âpre "concurrence" entre les pays impérialistes sur le marché mondial où s'affirme la prépondérance du capital financier US. »

**Dans le texte du Secrétariat international intitulé « *Eléments de rapport* » en date du 6 septembre consacré à la crise du Golfe et à la lutte contre la guerre, on notait que :**

« Le krach boursier en cours depuis le début d'août 1990 n'est pas lié à la crise du Moyen-Orient. Celle-ci accélère un processus qui s'était dessiné dans la période précédente et qui ne trouve pas ses raisons directement dans cette crise.

Il faudra, dans la préparation de la Conférence mondiale des sections, procéder à une élaboration plus complète sur la situation économique. Mais d'ores et déjà, quelques éléments peuvent être dégagés :

— Antérieurement à la crise au Moyen-Orient, on a assisté, dans la dernière période, à un début d'inversion de la tendance de l'économie américaine : ralentissement de la croissance économique, début de chute de la production, reprise de l'inflation (4 % aux Etats-Unis dans les six derniers mois, 10 % en Grande-Bretagne sur l'année dernière).

Les effets de la politique de restructuration des années 80/82, suivis d'effets positifs du point de vue du capital jusqu'à la fin de 1988, ont com-



mencé à épuiser leurs potentialités. Il y a reprise du chômage. On sait que les Etats-Unis ont connu ces dernières années un relatif dégonflement des statistiques du chômage, lié au développement du travail précaire, de la flexibilité, etc. En 1989, plus de 100 000 emplois ont disparu.

Et les six premiers mois de 1990 aboutissent à une perte de 300 000 emplois aux Etats-Unis, avec ralentissement de la consommation des ménages. Les 15 000 suppressions d'emploi sur 150 000 chez Electrolux, principalement concentrées aux Etats-Unis, en sont un exemple.

— Quelle est la contradiction pour l'impérialisme américain ? Pour les experts de la Banque fédérale il faut baisser les taux d'intérêt de façon à permettre l'investissement, la reprise de la production. Mais la condition, c'est que la baisse des taux d'intérêt n'aboutisse pas à la relance de l'inflation. D'où la politique de Bush axée sur la réduction des dépenses publiques. Mais cette politique est restée sur le papier. Les chiffres sont là : sur un an, 188 milliards de déficit budgétaire, l'équivalent des années de la politique antérieure.

Dans une telle situation, où l'impérialisme américain n'arrive pas à combler le déficit de la dette publique, il en arrive à s'orienter sur tout à fait autre chose : nouvelle hausse des taux d'intérêt pour faire face au développement de la dette publique, avec comme conséquence la perspective d'une récession

ouverte. Conséquence, faire payer beaucoup plus durement le Japon, la RFA, la France, la Communauté économique européenne. Exercer une pression incomparablement plus forte que dans la période antérieure.

Cette spirale, qui amène en quelque sorte à essayer d'aspirer les richesses et les capitaux des autres pays capitalistes et du monde entier pour compenser le déséquilibre budgétaire aux Etats-Unis, est à son tour un facteur de déstabilisation et d'aiguinement de toutes les contradictions.

Les Etats-Unis veulent faire payer les autres — pas seulement en leur extorquant un tribut pour assurer leur fonction de gendarme mondial, mais en renforçant sur tous les terrains leur position.

La crise boursière actuelle, qui n'est pas le produit de la situation au Moyen-Orient — bien que celle-ci l'ait accélérée —, si elle frappe tous les impérialismes ne frappe pas également toutes les places boursières. Ce qui ne manquera pas d'aviver les antagonismes d'intérêts et les contradictions entre les divers impérialismes avec toutes les conséquences que cela entraînera dans chaque pays.

Les discussions au GATT conduites par l'impérialisme américain avec une grande brutalité sont une expression majeure de cette situation dans laquelle la pression du FMI s'exercera avec encore plus de force sur les pays dominés et pillés par la dette. »



# Le « droit international » et l'ONU

Par Christian FOSTIER

C'est le 1<sup>er</sup> janvier 1942 qu'une déclaration dite des Nations Unies est signée par les représentants des impérialismes américain et anglais et ceux de la bureaucratie du Kremlin. Une déclaration confirmée le 30 octobre 1943 à Moscou par les ministres des Affaires étrangères des mêmes pays qui affirment leur volonté d'« assurer la sécurité internationale ». C'est ensuite à l'occasion de la Conférence de Yalta qui se tient en février 1945 que Roosevelt, Churchill et Staline décident la convocation d'une Conférence des Nations Unies sur « l'Organisation mondiale » qui doit se tenir en juin de la même année. Comprendre le sens de la notion de « Sécurité internationale » de la future Organisation des Nations Unies nécessite donc de nous arrêter quelques instants sur le contenu de la Conférence de Yalta.

Le 4 février 1945, lorsque s'ouvre la Conférence de Yalta, les armées hitlériennes sont partout sur la défensive, sinon en déroute, et l'armée soviétique, après avoir libéré le territoire de l'URSS, investi Varsovie et envahi la Roumanie, se trouve à moins de cent kilomètres de Berlin.

Dans l'ensemble de l'Europe, de la Roumanie à la France, de la Hongrie à l'Italie, on assiste à l'effondrement des appareils d'Etat de la bourgeoisie, et la peur du vide inquiète aussi bien les responsables américains ou anglais que les dirigeants du Kremlin. Les peuples d'Europe, qui viennent de connaître six années de guerre, faites de privations de toutes sortes, de mutilations et de bombardements massifs, ne vont-ils pas exi-

ger la satisfaction de leurs principales revendications, la reconnaissance de leurs droits, s'engager sur la voie de la liquidation définitive de l'exploitation et de l'oppression, et menacer ainsi la domination bourgeoise et bureaucratique ?

C'est donc pour faire face à ce que l'historien Arthur Funk appelle « la puissance des forces révolutionnaires déchaînées par le nazisme et la guerre » que Roosevelt, Churchill et Staline se réunissent une semaine durant et discutent du « rétablissement de l'ordre en Europe », selon les termes du communiqué officiel publié à l'issue de la conférence, le dimanche 11 février.

S'il est vrai que Roosevelt et Churchill ne voyaient pas d'un bon œil l'avancée de l'armée soviétique en Pologne, en Bulgarie ou en Roumanie, il n'en demeure pas moins que l'heure était à la recherche d'une alliance avec le Kremlin en vue d'assurer la stabilité du continent.

L'avenir de l'Allemagne vaincue a occupé une bonne partie des conversations, mais le discours pour la démilitarisation de ce pays et contre le fascisme, que Churchill avait soutenu en 1935 (1) et auquel Staline avait pavé la route, cachait mal la crainte que chacun d'entre eux et Roosevelt éprouvaient à la simple idée d'une renaissance du prolétariat allemand, le plus important d'Europe. Le rétablissement de l'ordre passait par ce que le communiqué publié au terme de la conférence appelait « le démembrement de l'Allemagne », c'est-à-dire la tentative de sa destruction en tant que



nation. De plus, toujours afin d'assurer l'ordre en Europe, ce texte indiquait que les « *trois gouvernements prêteront conjointement leur aide aux peuples des Etats libérés d'Europe chaque fois qu'il sera nécessaire, en raison de la situation* », dans le but par exemple « *d'assurer la paix intérieure du pays* ». Etait ainsi reconnu par les impérialismes américain, anglais ou français et par la bureaucratie du Kremlin, le droit d'intervenir militairement dans les pays qui connaîtraient des mouvements sociaux et politiques mettant en péril « *le rétablissement de l'ordre en Europe et la reconstruction de la vie économique* ».

Les preuves de cette action conjointe contre les peuples avant comme après Yalta ne manquent pas. Le 1<sup>er</sup> août 1944, le peuple de Varsovie s'insurge contre les nazis auxquels il résiste plus de 60 jours dans des conditions particulièrement difficiles. Stationnée à quelques kilomètres de là, l'armée soviétique reste l'arme au pied, permettant ainsi à Hitler d'écraser cette véritable insurrection. Ce n'est qu'ensuite que les troupes du Kremlin entreront dans Varsovie, débarrassée du danger révolutionnaire.

En septembre 1944, Churchill fait débarquer des troupes britanniques en Grèce, réprime violemment des révoltes en décembre et écrase ensuite la résistance organisée par le Parti communiste grec, auquel Staline avait intimé l'ordre de la liquider.

L'ordre règne en Grèce, protectorat britannique, comme il doit régner en France ou en Italie, où les partis communistes brisent la vague révolutionnaire, désarment les milices populaires et contribuent activement à la reconstruction des appareils d'Etat de ces pays.

Enfin, dans les pays qu'il contrôlait militairement depuis 1944 pour certains d'entre eux, le Kremlin a écrasé les organisations ouvrières indépendantes et emprisonné leurs militants.

Ce sont donc les mêmes, Roosevelt, Churchill et Staline, qui décident la création de l'Organisation des Nations Unies dans le but d'assurer la « *sécurité internationale* », c'est-à-dire la « *sécurité* » des pays impérialistes et celle de la

bureaucratie du Kremlin, que la mobilisation des peuples peut remettre en cause.

C'est en juin 1945 à San Francisco que se tient la Conférence constitutive de l'ONU. Elle est maîtrisée de bout en bout par un comité officieux qui regroupe les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS, et prend toutes les grandes décisions politiques.

Parmi elles, l'organisation interne des Nations Unies et plus particulièrement la place et le fonctionnement du Conseil de Sécurité. Selon une brochure de présentation des Nations Unies publiée en septembre 1986 (2), le Conseil de Sécurité, formé de 5 membres permanents et de 10 membres non permanents, exerce « *une responsabilité particulière* » concernant la sauvegarde de la « *sécurité internationale* ». C'est ainsi que « *à la différence de celles de l'Assemblée générale, les décisions du Conseil de Sécurité ont force obligatoire pour les Etats* ». C'est ainsi encore qu'une déclaration commune des USA, de l'Angleterre, de l'URSS et de la Chine, rendue publique le 7 juin 1945, indique :

« Etant donné les responsabilités primordiales des membres permanents, on ne peut pas s'attendre, dans l'état actuel des conditions du monde, à ce qu'ils assurent l'obligation d'agir dans un domaine aussi grave que le maintien de la paix et de la sécurité, en exécution d'une décision à laquelle ils n'ont pas donné leur adhésion. »

En d'autres termes, tout membre permanent du Conseil de Sécurité dispose d'un droit de veto, une décision, rappelons-le, déjà prise lors de la Conférence de Yalta. A ce sujet, la brochure des Nations Unies déjà citée précise :

« Le vote des 5 membres permanents du Conseil de Sécurité qui sont la Chine, les USA, la France, le Royaume Uni et l'URSS, a plus de poids que les autres. Chacun de ces pays peut bloquer une proposition en votant contre, même si les 4 autres membres permanents et les 10 membres non permanents votent pour. C'est ce que l'on appelle le droit de veto. »

Le Conseil de Sécurité est donc la véritable direction de l'ONU, et d'après une brochure des Nations Unies de 1989 (3),



« tous les Etats membres sont convenus d'accepter et d'exécuter les décisions du Conseil ».

Par ailleurs,

« le Conseil de Sécurité soumet des recommandations à l'Assemblée générale quant à l'admission de nouveaux Etats membres et, dans certaines circonstances, il peut recommander la suspension ou l'expulsion d'un membre. En outre le secrétaire général de l'organisation est nommé par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de Sécurité. »

Comme l'écrit Bernard Darteville, avocat à la Cour d'Appel de Paris, dans le quotidien *Libération* du 1<sup>er</sup> mars 1990 :

« C'est donc parce que cinq Etats démocratiques ou totalitaires, réunis par la victoire en 1945, ont considéré qu'ils avaient des "responsabilités primordiales", qu'au nom de la Charte qu'ils ont alors imposée, règne depuis un ordre juridique international, confisqué par les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, la Grande-Bretagne et la France.

Pour ce qui est de la légalité, la cinquantaine de membres signataires de la Charte en 1942 a, au fil des années, admis une centaine d'Etats jugés "pacifiques" par les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Ainsi, cent cinquante Etats environ sont membres d'une Assemblée générale à qui l'article 11 de la Charte interdit de statuer sur une action se rattachant au maintien de la paix ou de la sécurité. Seul le Conseil de Sécurité, composé de quinze membres, décide à la majorité de neuf voix, dont les 5 voix unanimes des membres permanents, s'il existe une menace contre la paix, une rupture de la paix, ou encore, une agression.

Mais au-delà de cette compétence réservée et exclusive quant à la qualification juridique d'une situation conflictuelle, le Conseil de Sécurité, et à la condition que pas un seul des membres permanents ne s'y oppose, est seul habilité pour décider d'agir en vue du rétablissement du droit. Et les quarante-cinq années passées prouvent qu'à chaque fois qu'un membre a senti le risque de voir ses intérêts menacés, soit directement, soit à travers les intérêts d'un autre Etat ami, il a immédiatement exercé son droit de veto. Que dire alors de la légitimité d'une institution inter-

nationale, habilitée à autoriser des interventions armées de remise en ordre, dont les cinq membres décideurs bénéficiaires sont d'une totale irresponsabilité, d'une entière impunité lorsqu'ils sont, à leur tour, agresseurs ou, encore, lorsqu'ils soutiennent ouvertement un ami agresseur. »

En somme, on peut affirmer que l'ONU est un appareil international, dominé et utilisé par les pays impérialistes, plus particulièrement les USA, et la bureaucratie du Kremlin, afin de maintenir l'ordre dans le monde, comme en témoignent de multiples exemples depuis 1945.

— 25 juin 1950 : Afin d'en finir avec la révolution coréenne et de prendre pied directement dans cette région du monde pour s'attaquer à la révolution chinoise, l'impérialisme américain commence la guerre de Corée qui ne s'achèvera que le 27 juillet 1953. Au cours de cette période 400 000 tonnes de bombes seront déversées sur la ville de Pyong Yang qui compte alors 400 000 habitants, et des armes bactériologiques seront utilisées.

Dans cette guerre, l'ONU reprendra le discours américain qui accusait la Corée du Nord « d'agression » contre le sud du pays.

Le 25 juin 1950, le Conseil de Sécurité

« invite les autorités de la Corée du Nord à retirer immédiatement leurs forces armées sur le 38<sup>e</sup> parallèle et les Etats membres à prêter leur entier concours à l'ONU pour l'exécution de la présente résolution et à s'abstenir de venir en aide aux autorités de la Corée du Nord ».

Le 27 juin, le Conseil de Sécurité

« recommande aux membres de l'ONU d'apporter à la République de Corée toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants et rétablir dans cette région la paix et la sécurité internationale ».

Le 6 juillet 1950, le Conseil de Sécurité

« autorise le commandement unifié sous l'autorité des USA à utiliser à sa discrétion, au cours des opérations contre les forces de la Corée du Nord, le drapeau des Nations Unies ».

Tous ces votes du Conseil de Sécurité, faut-il le noter, ont eu lieu grâce à l'absence volontaire des représentants de Staline.



— En 1960, le Congo, devenu depuis le Zaïre, est le deuxième exemple d'une intervention directe des Nations Unies. Alors que le régime était menacé par une explosion populaire,

« le Conseil de Sécurité a accédé à la demande du gouvernement d'envoyer une force des Nations Unies pour l'aider à combattre la menace de sécession et l'effondrement de l'autorité gouvernementale. L'opération des Nations Unies au Congo (ONUE) a été créée par le Conseil du 14 juillet 1960 ; elle est demeurée dans ce pays jusqu'en 1964 avec un effectif maximum de près de 20 000 hommes. L'ONUE a rempli sa mission dans une situation de guerre civile. Elle a réussi à atteindre ses objectifs dans la mesure où la sécession a été évitée et où un gouvernement central fort est issu de ces années de troubles. » (4).

— **Octobre 1956 :** Le peuple hongrois se soulève contre la domination de la bureaucratie. Le pays se couvre de conseils ouvriers en armes. Les ouvriers, la jeunesse et les intellectuels exigent le rétablissement des libertés démocratiques, la fin du régime bureaucratique et le maintien de la propriété collective des moyens de production. Le Kremlin décide alors d'envoyer ses chars écraser la révolution hongroise. Le 4 novembre 1956, le Conseil de Sécurité adopte la résolution suivante par dix voix contre une, celle de l'URSS :

« Considérant qu'une situation grave a été créée par l'emploi des forces armées soviétiques afin de réprimer les efforts que fait le peuple hongrois pour affirmer à nouveau ses droits,

Prenant note que, faute d'unanimité parmi ses membres permanents, le Conseil de Sécurité n'a pu s'acquitter de sa responsabilité principale touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Décide de convoquer une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale conformément aux dispositions de la résolution 377 A(V) de l'Assemblée générale, en date du 3 novembre 1950, en vue de faire les recommandations appropriées concernant la situation en Hongrie. »

Comme l'écrit encore Bernard Darteville dans *Libération*,

« même lorsque l'Assemblée générale et parfois le Conseil de Sécurité ont été jusqu'à qualifier certains des membres permanents ou leurs amis d'agresseurs, ce fut bien évidemment avec la conscience et le soulagement que le privilège du veto interdirait toute action subséquente ».

Plus généralement au cours des années 50-70, le Conseil de Sécurité de l'ONU n'a pas prononcé un seul mot pour condamner la guerre du Vietnam, l'attaque américaine contre Cuba en 1961, l'intervention US à Saint-Domingue en 1965, la construction du Mur de Berlin en août 1961 et l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. A cela ajoutons le silence du Conseil de Sécurité lors de la guerre menée par l'impérialisme français en Algérie, et son approbation de fait de la division de l'Allemagne.

Cette politique, totalement conforme à la défense de l'ordre de Yalta, l'ONU va la poursuivre durant les années 1980.

« *L'ONU doit représenter l'expression de la conscience universelle.* » C'est en ces termes que le 15 décembre 1981, M. Perez de Cuellar, nouveau secrétaire général des Nations Unies, concluait son discours d'investiture. Deux jours plus tôt, à Varsovie, un général aux lunettes noires imposait l'état de guerre au peuple polonais « coupable » aux yeux de la bureaucratie privilégiée de s'être doté d'un syndicat indépendant. Sur ordre du Kremlin, alors dirigé par Léonide Brejnev, et avec la complicité de Ronald Reagan qui, prévenu en novembre 1981 par un colonel de l'armée polonaise agent de la CIA de l'imminence d'un coup d'Etat, avait gardé le silence, W. Jaruzelski lance ses troupes contre les travailleurs polonais. Des dizaines de milliers de militants de Solidarité arrêtés et emprisonnés, des milliers d'autres battus ou passés à tabac, des mineurs tués au fond des puits, tout cela sous les applaudissements des banquiers occidentaux, artisans d'un ordre nouveau, seul à même, d'après eux, de garantir le remboursement de la dette extérieure du pays, comme l'écrit alors François Schlosser dans *Le Nouvel Observateur*.

Mais pour le nouveau gardien de la « conscience universelle », tout était



parfaitement clair. « *Il n'y a pas de preuve "d'ingérence extérieure"* », déclare Perez de Cuellar le 10 janvier 1982. « *La situation en Pologne est une affaire intérieure* », proclame-t-il encore le 7 février 1982. Il est vrai que le 1<sup>er</sup> janvier 1982, le représentant de la Pologne de Jaruzelski avait accédé au Conseil de Sécurité de l'ONU avec l'accord de Washington, Moscou et Paris.

Reçu en février 1984 par le général Jaruzelski, le secrétaire général de l'ONU estime que « *la situation des droits de l'homme en Pologne est encourageante* », une appréciation, faut-il le noter, portée quelques mois seulement avant l'assassinat du père Popielusko par des membres de la police politique.

Pour l'administration américaine et les dirigeants du Kremlin, l'ordre devait régner à Varsovie. Il devait également être rétabli au Nicaragua où, en 1979, une révolution populaire avait renversé la dictature de Somoza, engagé l'expropriation de la bourgeoisie et commencé une réforme agraire, mettant en cause la domination américaine en Amérique centrale, une région depuis toujours considérée par Washington comme « l'arrière-cour » des USA.

Dès son arrivée au pouvoir en 1980, Ronald Reagan mène une politique visant à en finir avec la révolution nicaraguayenne et le gouvernement sandiniste. Blocus économique, minage des ports, financement et équipement des bandes contre-révolutionnaires, tous les moyens seront utilisés pour rétablir l'ordre impérialiste.

Utilisant à leur profit les règles de fonctionnement de l'ONU — acceptées aussi bien par le Kremlin que par les dirigeants chinois (5) — les autorités américaines vont s'opposer à toutes les résolutions destinées à condamner leur politique. Le 3 avril 1982, ils opposent leur veto à une résolution demandant à tous les Etats de « *s'abstenir de recourir à la force, directement ou indirectement, ouvertement ou discrètement, contre tout pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes* ». Le 5 avril 1984, ils opposent à nouveau leur veto à une résolution condamnant le minage des ports nica-

raguayens. Le 2 juillet 1986, ils opposent toujours leur veto à une résolution les appelant à respecter un arrêt de la Cour internationale de Justice qui déclarait illégales leurs activités militaires ou paramilitaires.

Si c'est seulement en 1990 que le gouvernement sandiniste est renversé, c'est dès l'année 1983 que l'ordre américain est rétabli à Grenade par une intervention militaire. Le 28 octobre de la même année, une résolution « déplorant » cette intervention est rejetée par le veto américain, comme toutes les résolutions condamnant la présence des troupes soviétiques en Afghanistan le sont par un veto des représentants du Kremlin au Conseil de Sécurité. A ce sujet rappelons que lors de la disparition de L. Brejnev, qui avait commencé sa longue carrière en organisant l'invasion de la Tchécoslovaquie, le secrétaire général de l'ONU avait salué les « *initiatives innombrables de son gouvernement au service de la paix* ».

La paix, c'est précisément une situation que le peuple palestinien ne connaît plus depuis des décennies.

En 1948, il est chassé de sa terre par la création de l'Etat d'Israël, que l'ONU reconnaît le 4 mars 1949 dans une résolution du Conseil de Sécurité qui indique :

« Le Conseil de Sécurité, ayant reçu et examiné la demande d'admission d'Israël comme membre de l'ONU, décide qu'à son avis Israël est un Etat pacifique capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire, et en conséquence, recommande à l'Assemblée générale d'admettre Israël comme membre à l'ONU. »

Le peuple palestinien est ensuite réprimé par les gouvernements israéliens successifs comme par les régimes arabes, et c'est dans ces conditions particulièrement difficiles qu'il combat pour la reconnaissance de ses droits démocratiques et nationaux.

C'est ainsi que la « résolution 242 » de l'ONU du 22 novembre 1967, qui exige le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, n'a pas fait l'objet de la moindre tentative d'application par les actuels combattants du



« droit international ». A ce propos, il faut préciser que cette résolution votée par Washington et Moscou ne reconnaît pas le droit des Palestiniens à un Etat mais se contente d'affirmer la nécessité de réaliser un « *juste règlement du problème des réfugiés* ». Par ailleurs, au Conseil de Sécurité, toutes les résolutions visant à protester contre la répression israélienne dans ces territoires — qui a fait 790 morts depuis décembre 1987, début de l'Intifada — sont systématiquement repoussées par les USA. De même, après le refus du gouvernement israélien d'accueillir une mission d'enquête de l'ONU à propos du massacre de 22 Palestiniens par les forces de sécurité israéliennes le 8 octobre 1990, le Conseil de Sécurité se contente de voter une résolution qui « déplore » cette décision. Depuis, des dizaines d'autres Palestiniens ont été assassinés en toute impunité, sans entraîner la moindre réaction de l'ONU.

Enfin, signalons que le 22 décembre 1989, premier jour de la révolution roumaine, le Conseil de Sécurité décide de... différer son débat sur la Roumanie, une attitude à mettre en relation avec la décision prise le 22 septembre 1989 par G. Bush, M. Gorbatchev et F. Mitterrand d'élire le représentant de Ceausescu dans ce même Conseil de Sécurité. Deux jours plus tard, le 24 décembre 1989, les USA, la Grande-Bretagne et la France s'opposent à une résolution condamnant l'intervention militaire américaine au Panama qui a fait plus de 4 000 victimes.

Signalons également que Perez de Cuellar a récemment salué « *l'extraordinaire courage politique de Gorbatchev* »... et rompu les contacts de l'ONU avec les nationalistes baltes.

Enfin, comment ne pas voir que tout au long de la guerre du Golfe, l'ONU a été l'instrument de Georges Bush, donnant une légitimité à toutes les actions du président américain ?

Le 2 août 1990, le Conseil de Sécurité adopte la résolution n° 660 qui exige que

« l'Irak retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces (et) décide de se réunir de nouveau pour examiner les autres mesures à prendre afin

d'assurer l'application de la présente résolution ».

Quelques instants plus tôt, les ministres des Affaires étrangères des USA et de l'URSS avaient demandé à la communauté internationale de prendre des « mesures pratiques » afin d'obtenir « *un retrait immédiat et sans conditions* ».

Le 6 août, le Conseil de Sécurité adopte de premières « mesures pratiques ». Sa résolution n° 661 prône le boycott commercial, financier et militaire de l'Irak, et précède de 48 heures la décision de Georges Bush de dépêcher dans le Golfe et en Arabie Saoudite d'importantes forces terrestres, navales et aériennes.

Le 25 août, alors que les forces militaires sous direction américaine commencent à être massivement présentes dans la région, le Conseil de Sécurité transforme l'embargo en blocus qu'il faut faire respecter par la force.

A ce sujet, la résolution n° 665 indique :

« Le conseil demande aux Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien et déploient des forces navales dans la région de prendre des mesures qui soient en rapport avec les circonstances du moment (...) pour arrêter tous les navires marchands qui arrivent ou partent de l'Irak afin d'inspecter leur cargaison, de s'assurer de leur destination et de faire appliquer strictement les sanctions économiques. »

Cette mesure de guerre est ensuite rendue plus contraignante par la résolution n° 666 du 14 septembre qui précise que l'aide alimentaire éventuellement envoyée à l'Irak soit acheminée par l'ONU.

Le 25 septembre 1990, la résolution n° 670 du Conseil de Sécurité décrète l'embargo aérien contre l'Irak, ce qui multiplie les risques d'incidents meurtriers de nature à entraîner un conflit.

Le 29 octobre 1990, la résolution n° 674 du Conseil de Sécurité

« rappelle à l'Irak qu'en vertu du droit international il est responsable de toute perte, tout dommage ou tout préjudice subi, s'agissant du Koweït et des Etats



tiers, ainsi que de leurs ressortissants et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Irak ».

Le 29 novembre, la résolution 678 du Conseil de Sécurité

« exige que l'Irak se confirme pleinement à la résolution 660 (1990) et à toutes les résolutions pertinentes ultérieures et, sans revenir sur aucune de ses décisions, décide de lui accorder une période de grâce pour lui laisser une dernière chance de le faire. (Il) autorise les membres qui coopèrent avec le gouvernement du Koweït, si au 15 janvier 1991 l'Irak n'a pas pleinement appliqué les résolutions sus-mentionnées (...), à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) du Conseil de Sécurité et toutes les résolutions pertinentes ultérieures, ainsi que pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région. »

Cette dernière résolution, un universitaire américain, Richard Falkes, peut la définir comme

« un mandat dépourvu de limites... compris à juste titre comme un feu vert donné à Washington pour mener la guerre à sa guise... Le texte ne fixe aucune limite à la durée du conflit, aucune obligation de tenir informé le Conseil de Sécurité, aucune contrainte quant aux moyens de destruction ou des dommages causés aux cibles civiles. » (6).

Toutes ces résolutions de l'ONU ont été votées, faut-il le rappeler, par les représentants de Gorbatchev au Conseil de Sécurité.

A leur sujet, Youri Doubinine, ambassadeur d'URSS à Paris, écrivait dans *Libération* du 14 décembre 1990 :

« Au moment même où le monde semble inaugurer une nouvelle ère de paix et de coopération, la communauté internationale a été confrontée à un nouveau défi très dangereux — l'agression de l'Irak contre le Koweït... La résolution adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies à propos de la question koweïtienne a démontré avec éclat de nouvelles possibilités pour l'organisation mondiale dans le maintien de la paix. Nous sommes profondément convaincus que l'agression ne peut et ne doit pas profiter à son auteur. Elle mérite une riposte ferme sous la

forme la plus efficace telle qu'elle sera définie par les décisions appropriées des Nations Unies. »

Ces « décisions appropriées », Bush va les définir : bombardements massifs de la population irakienne et offensive terrestre. Des décisions approuvées par Moscou qui jusqu'au dernier jour exigera l'application de toutes les résolutions de l'ONU.

Enfin, alors que le secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, vient une nouvelle fois mardi 16 avril de déclarer que la guerre du Golfe n'avait pas été une guerre des Nations Unies, il est utile de rappeler que :

— **Le 13 février 1991**, le même Perez de Cuellar déclarait :

« J'encourage tout ce qui peut avoir pour but de mener à une solution pacifique mais à condition que ce soit une solution juste dans le cadre des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU. Un retrait complet des troupes irakiennes est une précondition pour toute solution juste du problème. »

Tel était le discours tenu par Georges Bush, Gorbatchev et Mitterrand.

— **Le 28 février**, le secrétaire général de l'ONU affirmait :

« On peut être satisfait, parce que pour la première fois, le respect des résolutions du Conseil de Sécurité a été imposé, même si ce fut par la guerre. »

Satisfait, le secrétaire général de l'ONU le sera encore lorsque l'institution internationale qu'il dirige va adopter la résolution n° 687 qui prévoit les conditions d'un « cessez-le-feu définitif ». Comme le constate une dépêche de l'Agence France Presse, elle « *limite singulièrement la souveraineté* » de l'Irak qui devient « *un pays à souveraineté limitée* ». C'est ce dont témoignent quelques articles de ce texte voté par le Conseil de Sécurité.

L'article 2

« exige que l'Irak et le Koweït respectent l'inviolabilité de la frontière internationale et l'attribution des îles fixées dans le procès-verbal d'accord entre l'Etat du Koweït et la République d'Irak (...) signé par les deux pays ».

En clair, l'Irak doit renoncer à toute solution facilitant son accès à la mer.



### L'article 8

« décide que l'Irak doit accepter inconditionnellement que soient détruits, enlevés ou neutralisés, sous supervision internationale : tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres ainsi que tous les principaux composants et les installations de réparation et de production ».

### L'article 12

« décide que l'Irak doit accepter inconditionnellement de ne pas acquérir ni mettre au point d'armes nucléaires ou de matériaux pouvant servir à en fabriquer (...) ».

C'est-à-dire que l'Irak se voit interdire toute industrie nucléaire.

Les articles 16, 17 et 18 réaffirment que

« l'Irak, sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990 — questions qui seront réglées par les voies normales —, est responsable, en vertu du droit international, de toutes les pertes, de tous les dommages, y compris les atteintes à l'environnement et le gaspillage délibéré des ressources naturelles (...) ».

Décide que les déclarations faites par l'Irak depuis le 2 août 1990 au sujet de sa dette extérieure sont nulles (...) et exige que l'Irak honore scrupuleusement toutes ses obligations au titre du service et du remboursement de sa dette extérieure.

Décide de créer un fonds d'indemnisation pour les dommages et préjudices visés au paragraphe 16 et de constituer une commission qui sera chargée de gérer ce fonds. »

En d'autres termes, l'Irak doit, en plus du service de sa dette de 90 milliards de dollars, payer des dommages de guerre. A cette fin, est créé un fonds d'indemnisation constitué à partir de prélèvements sur les recettes pétrolières. Etranglé économiquement, l'Irak est également dépossédé de ses attributs de souveraineté.

Comme l'écrit une dépêche de l'Agence France-Presse du 28 mars 1991,

« pour la première fois dans l'histoire, une décision de la communauté internationale permettra de prélever automatiquement et sans autorisation dans les revenus d'un pays membre de l'ONU ».

Quant à la résolution 688 sur l'aide aux réfugiés kurdes, elle est justifiée par

les risques de « violation » de frontière et de « risques pour la paix », c'est-à-dire pour la stabilité des Etats de la région. Depuis, l'ONU a approuvé la constitution d'une enclave kurde en Irak qui ne sera rien d'autre que la création d'un ghetto pour les Kurdes surveillés par les armées des « coalisés » et interdits de combat pour leur droit à une nation.

A ce tableau des activités de l'ONU il faut ajouter que :

« Le 10 février 1982, le directeur de la division de l'ONU pour les droits de l'homme donne sa démission. »

Selon l'Agence France-Presse,

« Monsieur Van Boven avait exprimé à plusieurs reprises, notamment devant la session en cours de la commission des droits de l'homme, que celle-ci et le secrétariat de l'ONU qui la sert ne répondaient pas de manière adéquate aux violations flagrantes et barbares des droits de l'homme à notre époque et se laissaient intimider par les pressions des gouvernements ».

Le 31 mars 1982, M. Van Boven déclarait :

« Je regrette que l'administration américaine ait des liens aussi étroits avec l'Argentine, le Chili, le Salvador, l'Uruguay et le Guatemala. »

Le 1<sup>er</sup> septembre 1982, l'ONU affirme que « le principe d'une législation d'exception est compatible avec les principes démocratiques ».

Le 11 décembre 1983, l'Assemblée générale de l'ONU unanime, c'est-à-dire tous les gouvernements, des dictatures à ceux qui les soutiennent, votent une résolution dénonçant la torture...

Le 1<sup>er</sup> juin 1986, l'ONU adopte un plan pour l'Afrique qui se prononce pour le paiement de la dette extérieure et encourage les pays africains à développer le secteur privé et réduire les dépenses publiques : des recommandations chères au FMI.

Une brochure de l'ONU publiée en septembre 1986 contient le passage suivant :

« Qu'a encore fait l'Organisation des Nations Unies pour un monde meilleur ? Le rôle joué par la Banque mon-



diale et le FMI dont les efforts visent à résoudre la crise entraînée par la dette du tiers monde. »

Le dernier rapport de la commission économique de l'ONU pour l'Europe constate que « *des progrès considérables vers l'instauration d'une économie de marché ont été réalisés en Pologne et en Hongrie* ».

Enfin le 29 janvier 1991, en remerciement des abstentions bienveillantes de la Chine lors des votes du Conseil de Sécurité durant la guerre du Golfe, l'ambassadeur chinois en Grande-Bretagne est nommé sous-secrétaire général de l'ONU.

Comme on le voit, l'ONU est loin d'être « *l'expression de la conscience universelle* ». Depuis 1945 elle est au contraire une institution internationale façonnée pour assurer la domination de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin sur les peuples du monde, comme en témoigne la couverture juridique qu'elle a offerte à l'intervention américaine, britannique et française dans le Golfe, avec le soutien actif de M. Gorbatchev. N'est-ce pas le nouveau ministère soviétique des Affaires étrangères qui déclarait à propos de cette intervention :

« Nous sommes tous dans la même alliance. Il n'y a pas de divergences entre Washington et Moscou en ce qui concerne l'approche de base. Je pense que ce qui est fait respecte entièrement les résolutions de l'ONU. »

Washington qui a envahi le Panama, la Grenade, bombardé massivement les

populations civiles en Irak ; Moscou, qui, réitérant le « coup » de Suez-Budapest en 1956, a profité de la guerre du Golfe pour normaliser militairement les pays Baltes.

Deux experts, on le voit, en matière de « droit international ». On comprend que, dans ces conditions, toute conférence internationale organisée sous l'égide de l'ONU ne peut aboutir qu'à un seul et unique résultat : la négation des droits des peuples, de la Palestine aux pays Baltes, de l'Amérique centrale à l'Afrique du Sud.

**Christian Fostier**

(1) Au début des années 1930, Staline avait proclamé que le nazisme et la social-démocratie étaient des « frères jumeaux ». Par conséquent, alors que les travailleurs, membres ou électeurs du PS, étaient prêts à combattre le parti nazi, la direction du PC allemand a combattu toute politique de front unique ouvrier, divisé les rangs de la classe ouvrière et frayé ainsi le chemin du pouvoir à Hitler. En 1935, Churchill avait déclaré que si l'Angleterre avait connu une situation identique à celle de l'Allemagne en 1932, il aurait soutenu l'arrivée d'un Hitler britannique.

(2) « *Nations Unies. Image et réalité* ». Brochure publiée par le département de l'information de l'ONU. Septembre 1986

(3) « *Le Conseil de Sécurité* ». Brochure publiée par le département de l'information de l'ONU. 1989.

(4) Ibidem.

(5) La Chine est devenue membre de l'ONU le 25 octobre 1971.

(6) *Le Monde Diplomatique* de janvier 1991.



populations civiles en Irak; dénoncé par l'Assemblée le 27 novembre 1958. En 1958, le Comité de la Coopération du Golfe pour le développement industriel des pays arabes.

Dans ce cas, on se voit en mesure de « droit international ». On comprend que dans ces conditions, toute conférence internationale organisée sous l'égide de l'ONU ne peut avoir qu'un seul caractère technique négatif des idées des peuples de la Palestine aux pays Baltes de l'Europe centrale à l'Afrique du Sud.

Chaque État a le droit de...

Le droit international est...

(1) Au cours des années 1950, l'ONU avait pris dans le monde et en particulier en France, une « image » de « conférence » par conséquent, elle ne pouvait pas être considérée comme un « droit international ». Elle n'était qu'une conférence internationale, elle n'avait pas de caractère technique négatif des idées des peuples de la Palestine aux pays Baltes de l'Europe centrale à l'Afrique du Sud.

(2) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(3) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(4) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(5) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(6) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(7) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(8) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(9) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(10) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(11) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(12) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(13) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(14) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(15) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(16) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(17) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(18) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(19) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(20) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(21) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(22) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(23) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(24) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(25) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

étaient les premiers à se réunir. Le 27 novembre 1958, le Comité de la Coopération du Golfe pour le développement industriel des pays arabes. Dans ce cas, on se voit en mesure de « droit international ». On comprend que dans ces conditions, toute conférence internationale organisée sous l'égide de l'ONU ne peut avoir qu'un seul caractère technique négatif des idées des peuples de la Palestine aux pays Baltes de l'Europe centrale à l'Afrique du Sud.

Le droit international est...

(1) Au cours des années 1950, l'ONU avait pris dans le monde et en particulier en France, une « image » de « conférence » par conséquent, elle ne pouvait pas être considérée comme un « droit international ». Elle n'était qu'une conférence internationale, elle n'avait pas de caractère technique négatif des idées des peuples de la Palestine aux pays Baltes de l'Europe centrale à l'Afrique du Sud.

(2) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(3) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(4) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(5) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(6) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(7) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(8) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(9) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(10) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(11) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(12) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(13) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(14) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(15) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(16) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(17) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(18) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(19) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(20) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(21) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(22) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(23) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(24) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...

(25) L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa 1000<sup>e</sup> séance, a décidé de...



# URSS : les lignes d'un nouvel affrontement

Par Jean-Jacques MARIE

Ainsi, ceux que l'on a présentés durant des mois comme les deux termes de l'alternative offerte aux masses soviétiques, Gorbatchev et Eltsine, viennent de signer un « pacte anti-crise » qui prévoit, pour franchir une nouvelle étape de la mise en œuvre des réformes (hausse des prix, privatisations, licenciements...), d'interdire l'exercice du droit de grève et donc de s'attaquer au syndicat indépendant des mineurs.

Il s'agit là d'un événement important des développements de la crise politique en URSS marquée par la poussée des mobilisations ouvrières contre le régime, dont nous analysons dans le présent article la signification.

L'affrontement Eltsine-Gorbatchev semblait depuis des mois dominer la scène politique de l'URSS : en février à la télévision, Eltsine réclame la démission de Gorbatchev comme préalable à toute amélioration de la situation ; l'appareil du parti organise aussitôt en plein centre de Moscou une manifestation constituée pour l'essentiel des gradés de l'armée hâtivement reconvertis en civils : le lendemain, le mouvement politique d'Eltsine, la Russie démocratique, organise une manifestation nettement plus nombreuse (150 000 personnes environ) qui soutient sa demande de démission de Gorbatchev. Aussitôt un groupe anonyme de 29 députés du Congrès des députés du peuple de Russie demande la convocation d'un congrès extraordinaire pour chasser Eltsine de la présidence ; le comité central convoque les députés membres du PCUS à une réunion de fraction destinée à préparer la réunion

et les votes. Lors des votes décisifs, un tiers des députés membres de l'appareil oublient d'obéir aux injonctions de la direction et du secrétaire général de leur parti.

A peine la grève des mineurs commence-t-elle qu'Eltsine lui montre un intérêt très sélectif (il sélectionne dans les revendications des mineurs les exigences politiques : démission de Gorbatchev, dissolution du Soviet suprême, et passe sous silence les revendications économiques). Dans le même temps, la gorbatchévienne *Pravda* s'interroge : qui manipule les mineurs en grève ? Quels intérêts de quelle force politique servent-ils ? Pas besoin d'être grand clerc pour deviner que la *Pravda* cherche à réduire la grève des mineurs à un appendice de la lutte politique d'Eltsine.

L'affrontement entre Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine était le signe le plus éclatant des déchirements qui ravagent les sommets de l'appareil bureaucratique. Il fait la une des médias en URSS même et en Occident où il prend parfois des formes inattendues.

Ainsi, au Parlement européen à Strasbourg, le 17 avril, le représentant du groupe socialiste, le très rocardien Jean-Pierre Cot, a joué les bretteurs en second du président de l'Union soviétique pour tancer son rival, manifestement interloqué de cette relève apparemment inattendue encore que parfaitement logique : les tenants du « nouvel ordre mondial » doivent se serrer les coudes.

Or le jeu politique « indépendant » d'Eltsine affaiblissait manifestement Gorbatchev. En mission commandée, le



docile Jean-Pierre Cot le lui a rappelé sur le ton d'un adjudant chef.

Le rapprochement conclu entre les deux hommes ce 24 avril 1991 indique que pour les deux principaux courants de l'appareil, l'heure du danger, la menace de dislocation de l'appareil d'Etat exigent un rapprochement, sans aucun doute provisoire.

L'affrontement puis le rapprochement Eltsine-Gorbatchev tirent toute leur importance non pas des joutes verbales des deux protagonistes, mais du fait qu'il chevauche des déchirements de haut en bas de l'appareil de l'Etat et du parti, alors même que celui-ci est confronté à une insatisfaction croissante de la population laborieuse et à une mobilisation, encore partielle mais profonde, de la classe ouvrière, dont la forme la plus élevée est la grève des mineurs entamée depuis le 1<sup>er</sup> mars.

La jonction de ces deux facteurs vient de s'exprimer avec une grande netteté à Minsk, la capitale de la Biélorussie. La grève a embrasé la ville au lendemain des augmentations de prix du 2 avril. Le 11 avril, 88 usines étaient en grève, et dans chacune un comité de grève s'était formé. La veille, un meeting s'était déroulé au centre de la ville. Les représentants des comités de grève y ont entre autres réclamé la dissolution du Soviet suprême de Biélorussie. Le vice-président dudit Soviet suprême, Chichkevitch, a alors pris la parole et déclaré :

« Le gouvernement biélorusse et le Soviet suprême de Biélorussie ont les mains liées... Les décisions doivent être prises au Soviet suprême, mais vous voyez ce que c'est que ce Soviet suprême. Vous en demandez la dissolution. Je juge cette revendication légitime... »

Si le vice-président lui-même est d'accord pour la dissolution de l'organisme qu'il co-dirige, c'est que la paralysie et la division font leur œuvre. C'est après tout la même chose que dit, sous une autre forme, G. Ziouganov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du PC de Russie lorsque, dans une interview à la *Komsomolskaïa Pravda* (29 mars 1991), après avoir affirmé : « En Russie il ne peut y avoir

qu'un pouvoir fort ou absence de pouvoir », il ajoute :

« Ces derniers temps des remarques ont été faites à Mikhaïl Gorbatchev. Il est en grande partie d'accord avec elles. Lors du dernier plenum du comité central, lorsque nous avons examiné avec soin la situation dans le pays et les tâches du parti, des remarques et des désirs lui ont été exprimés... »

Bref, l'appareil a fait part de son mécontentement au secrétaire général... et le fait savoir, au nom de la nécessité d'un pouvoir fort, ainsi encore un petit peu plus affaibli.

Pour cerner les convergences et les divergences, il faut d'abord rappeler ce qu'est exactement la perestroïka.

C'est une tentative de « reconstruction » de l'économie soviétique sur les bases de l'économie de marché, c'est-à-dire : privatisation plus ou moins complète de nombreux secteurs de l'industrie et d'une grande partie de l'agriculture, suppression du monopole du commerce extérieur afin de donner libre cours à la circulation du capital, alignement de l'économie soviétique sur les règles du marché mondial définies par le Fonds monétaire international au compte des intérêts du pays capitaliste dominant, les USA... Cette politique débouche inéluctablement — et depuis plus d'un an tout le monde l'avoue en URSS — sur les mêmes conséquences que dans tous les pays saignés par le FMI (fermetures d'usines dites « non rentables », hausses de prix, réduction massive des subventions sociales, chômage massif...).

Un conseiller de Gorbatchev — devenu récemment membre de l'équipe des conseillers d'Eltsine —, Oleg Bogomolov, donnait dès 1989 dans une interview à la *Pravda* la dimension de cette politique en proposant en URSS l'instauration de « zones franches » sur le modèle de celles qui sont ouvertes dans certains pays du tiers-monde. Le maire « démocrate » de Leningrad, Soltcheck, propose de faire de sa ville une vaste zone franche. C'est la même politique qui impose les mêmes exigences !

Le transfert de secteurs entiers de l'économie au privé, s'il correspond aux



aspirations de la bureaucratie elle-même (plus exactement de sa couche supérieure que l'on appelle traditionnellement la *nomenklatura*), signifie cependant que son appareil perdrait sa position de contrôle économique, fondement de sa puissance politique. C'est pourquoi la *perestroïka* a, dès le début, connu un volet appelé *glasnost* (établissement d'une certaine liberté de parole et donc d'opinion permettant aux sommets de faire pression sur l'appareil lui-même pour l'obliger à accepter une politique qui modifie sa place et son rôle). Mais ce n'est là qu'un moyen, nullement l'essentiel. Et des millions d'hommes s'en sont saisis à de tout autres fins. Les travailleurs, à commencer par les mineurs, l'ont utilisée pour créer leurs journaux, leurs organisations, leurs syndicats. Mais ce mouvement des masses elles-mêmes n'est pas la *perestroïka* !

Le secrétaire d'Etat américain James Baker déclare aujourd'hui : « *La perestroïka ne peut réussir l'arme au poing.* » Dans la situation de guerre civile ouverte en URSS, ce n'est manifestement pas ce que pense une partie de la bureaucratie : pour instaurer la *perestroïka* il faut une poigne de fer.

Mais il ne s'agit pas d'un pur et simple retour en arrière ; il s'agit bien de mettre en œuvre les mesures économiques et sociales de la *perestroïka* en remplaçant le sucre de la *glasnost* par le bâton de la coercition. C'est d'ailleurs ce que Gorbatchev a sous une certaine forme tenté, en instaurant la fonction présidentielle et en se faisant accorder des pouvoirs spéciaux à tour de bras. L'appareil lui reproche son impuissance, pas la *perestroïka*.

La preuve : en juin 1990 s'est constitué en entité indépendante le Parti communiste de la fédération de Russie comme noyau des partisans de cette méthode, ceux que la presse occidentale appelle « *les conservateurs* ». La *Pravda* du 15 novembre 1990 publiait une interview du deuxième secrétaire de ce parti, en même temps membre du bureau politique du PCUS, Iline, et résumait son programme en trois points :

« Le Parti communiste de l'URSS est favorable à une collaboration positive avec les autres partis et mouvements sociaux. Privatisation de la propriété sous le contrôle du peuple. La tâche du jour : assurer la protection sociale des travailleurs. »

Le cœur de ce programme c'est, bien entendu, le deuxième point : « *privatisation de la propriété* ». Le reste n'est que poudre aux yeux. « *Sous le contrôle du peuple* », bien entendu, signifie le « contrôle de l'appareil » qui caresse le rêve — irréalisable — de « contrôler » la privatisation de l'économie... pour s'y réserver le maximum de places juteuses et rentables (pour lui)... La bourgeoisie renaissante ne l'entend pas de cette oreille.

Mais les différences sont mineures entre la *perestroïka* de Gorbatchev, la version plus rigide qu'en donne l'appareil, et la présentation revue et corrigée par Eltsine. A l'automne 1990 les experts de Eltsine élaborèrent un programme dit des « 500 jours » de réformes immédiates ; une *perestroïka* de choc : privatisation accélérée, « dégraissage massif » des entreprises, liberté progressive des prix, chômage...

Pour la population laborieuse, il existe cependant à ce jour une différence dont Eltsine sait jouer : elle subit de plein fouet dans sa vie quotidienne le programme en actes de Gorbatchev. Celui de Eltsine — qui se pose en opposant du président — n'est encore que sur le papier.

Eltsine a rappelé son « programme » le 29 avril devant le Congrès des députés du peuple de Russie, en évoquant le programme dit des « 500 jours » qui prévoyait entre autres la suppression dès le premier mois des subventions aux entreprises déficitaires (c'est-à-dire en URSS celles qui produisent des biens de première nécessité pour l'essentiel) :

« Définir la base législative qui permettra de réaliser la désétatisation et la privatisation (des entreprises). Accorder un soutien réel au secteur privé... La libéralisation des prix doit se faire par étapes en tenant compte de la situation actuelle du marché, mais dans un délai assez court. »



Bref, privatiser à tour de bras en soutenant le privé (en même temps que l'on réduirait, voire supprimerait les subventions au secteur public et augmenterait les prix...). C'est bien le même programme que Gorbatchev.

Eltsine et son équipe sont comme Gorbatchev de purs produits de l'appareil : Eltsine lui-même, ancien membre suppléant du bureau politique, ancien premier secrétaire du PCUS à Sverdlovsk puis Moscou ; Sobtchok, le maire de Leningrad qui veut transformer sa ville en zone franche, Gavril Popov, le maire de Moscou, Chataline, leur économiste, toujours membre du comité central, Bogomolov, etc. Tous sont des enfants légitimes ou à peine bâtards de l'appareil. Ils en expriment l'aspiration profonde à la restauration du capitalisme au risque même de menacer le maintien des positions politiques de l'appareil même. Gorbatchev et eux, lors de la guerre du Golfe, ont d'ailleurs eu la même politique. Les amis d'Eltsine avaient voulu en prime un contingent soviétique dans la forme « multinationale » : une simple nuance tactique.

Mais si Eltsine et Gorbatchev s'affrontent, il y a bien une différence entre eux que l'on ne saurait réduire aux explications simplistes de l'ambition personnelle, si réelle soit-elle.

Au Congrès des députés du peuple de Russie, un député de Sibérie, Tikhonov, l'a expliqué à sa manière, dans un silence glacial : deux forces ici se battent, a-t-il affirmé en substance : l'appareil qui veut à toutes forces maintenir ses privilèges et la nouvelle bourgeoisie qui, derrière Eltsine, se rue vers le pouvoir.

Dans l'hebdomadaire *Nedelja* du 25 février 1991, le philosophe Anatoli Boutenko fait exactement la même analyse :

« La société soviétique est aujourd'hui le théâtre d'une lutte pour le pouvoir entre deux forces : la bureaucratie du système de commandement administratif dont les positions sont ébranlées mais qui ne veut pas les abandonner, et la bourgeoisie en cours de formation et qui aspire à la domination. »

De fait, Gorbatchev veut réaliser la perestroïka en s'appuyant sur l'appareil qui y est plus ou moins hostile car il a, en tant qu'appareil, beaucoup à y perdre, mais il n'a pas de politique de rechange et il a lui-même créé les conditions d'une restauration du capitalisme à laquelle, individuellement, nombre de ses cadres supérieurs aspirent : Eltsine s'appuie lui sur la petite bourgeoisie engendrée par la bureaucratisation et la dégénérescence de l'Etat et à laquelle la perestroïka a donné une vive impulsion et de grands appétits.

Le conflit est donc réel, mais en même temps la base d'un accord existe : la petite bourgeoisie, qui n'a pas de racines dans un capital national misérable et dont la reconstitution est un mirage, s'appuie sur le capital européen et américain ; ledit capital, inquiet par les perspectives de désordre politique, veut d'une perestroïka menée dans la stabilité la plus grande possible (ou dans l'instabilité la plus réduite possible) : il soutient donc Gorbatchev.

Tel est le sens de l'admonestation du petit député socialiste européen J.-P. Cot au grand président de la fédération de Russie ; Giscard d'Estaing, avec la courtoisie que lui permettait la leçon précédente, souligne les « ambiguïtés » (sic !) de Eltsine, mais se félicite que Boris Eltsine « semble vouloir aller plus loin que M. Gorbatchev dans la voie de l'économie de marché ». Plus loin... dans la même direction !... « L'ambiguïté » reprochée ne porte pas sur l'économie... mais sur la politique. Par son « populisme », comme disent les commentateurs, bref sa « démagogie » électoraliste, Eltsine risque de déchaîner des forces menaçantes pour l'ordre établi, alors qu'il faudrait les calmer.

Rien d'étonnant dans cette situation à ce que des fractions de l'appareil envisagent le recours à la poigne. Début février le député de la fraction ultra-stalinienne Soyouz Alknis expliqua que le régime de Pinochet avait permis d'établir les conditions d'un fonctionnement économique normal du Chili ; en URSS, ajoutait-il, cinq ans de dictature militaire permettraient de dégager la voie de la



démocratie économique (c'est-à-dire de la privatisation de l'économie et de la loi du marché) et politique (le pluralisme des partis).

Pour le moment, Alknis est encore marginal, bien qu'il ait participé de près à la tentative de coup de force bureaucratique en Lituanie et en Lettonie en janvier. Plus significatif certainement est un article publié dans la *Pravda* du 11 mars 1991 et qui chante les mérites du coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne en décembre 1981 :

« Qu'est-ce que l'application d'une mesure aussi radicale que la loi martiale avait donné à la Pologne ? La situation politique intérieure s'était stabilisée (sic !). La baisse de la production avait été enrayée et la production avait même sensiblement augmenté. Les marchandises de première nécessité refirent leur apparition sur les rayons des magasins. Afin de ne pas lasser le lecteur par des chiffres, je ne donnerai qu'un exemple : en 1982 l'extraction du charbon augmenta de plus de 30 millions de tonnes par rapport à l'année précédente ! Et le charbon occupe une place particulièrement importante dans l'économie polonaise. »

Chacun des points cités renvoie, comme par hasard, à un élément de la situation en URSS : rayons des magasins vides, grève des mineurs qui engendre une baisse de la production de charbon, tensions politiques... Le commentaire sur la méthode y renvoie aussi puisque le journaliste de la *Pravda* ajoute :

« Bien entendu la loi martiale n'est pas une panacée et il serait naïf d'y voir un remède à tous les maux. C'est une mesure d'exception, provoquée par les circonstances pour sauver l'organisme d'un Etat qui se décompose. Pour parler plus exactement c'est une thérapie de choc que l'on applique dans les circonstances où il n'y a pas d'autre issue, pour secouer la société désorientée par le déchaînement hystérique de la maladie des meetings » (dont d'après la *Pravda* souffre très précisément l'URSS). C'est une douche froide pour les têtes "chauffées"... » Etc.

Certes il ne s'agit là que d'un article, mais le 4 février le premier secrétaire du PC de Moscou, Prokofiev, définissait une « orientation » identique lorsqu'il

citait la Corée du Sud et le Chili comme exemples de mise en œuvre réussie de l'économie de marché :

« Je citerai non seulement le Japon et la Corée du Sud, mais aussi l'Espagne, et je n'aurai pas peur d'évoquer également le Chili où les infrastructures de marché ont été créées en peu de temps. Dans tous ces pays cela s'est fait à travers l'investissement d'Etat, une politique d'Etat »...

« *A travers une politique d'Etat* », c'est ainsi que Prokofiev désigne le coup de force et la dictature de Pinochet. On ne saurait être plus galant !

Une telle situation supposerait l'apathe, la domestication ou l'écrasement de la classe ouvrière... qui commence précisément à intervenir directement et de manière indépendante sur la scène politique.

Rien d'étonnant donc si, pour le moment, l'appareil essaie d'autres solutions.

Le mardi 9 avril Gorbatchev a dressé devant le Conseil de la fédération un tableau apocalyptique de la situation économique de l'URSS — c'est-à-dire en fait de six ans de perestroïka — et demandé des pouvoirs spéciaux supplémentaires (les dixièmes ou douzièmes !) pour interdire (une nouvelle fois) les grèves ainsi que les manifestations pendant les heures de travail.

« La chute de la production affecte presque tous les domaines, le revenu national a baissé de 12 % au premier trimestre 1991 par rapport à la même période l'an dernier. Les finances du pays sont en désordre, le pouvoir d'achat du rouble baisse, le marché de la consommation est désorganisé, les relations économiques normales sont remplacées par le troc, l'espace économique autrefois uni est morcelé, affirme le rapport présenté par le chef de l'Etat soviétique. Nous risquons l'effondrement économique. »

Aussitôt après il a proposé une « table ronde » des principaux protagonistes de la scène politique.

Dès son arrivée en France le 15 avril, Eltsine, saisi de cette proposition, déclare :

« Il faut essayer de travailler avec ceux qui détiennent des postes de responsabi-



lité, y compris avec le président Gorbatchev (...). Nous devons collaborer, nous devons travailler de telle manière que la Russie et tout le pays n'en pâtissent pas. Et ce, bien que nous soyons en désaccord Gorbatchev et moi-même sur quelques questions de principe.

Il n'y a aucun conflit personnel entre Gorbatchev et moi, il n'y a pas d'allergie morale. Je me suis éloigné du président Gorbatchev lorsqu'il a renoncé à faire avancer la perestroïka, la glasnost et la démocratie. Mais si nous sentons que cette démocratie est menacée par une offensive des forces de droite, je suis persuadée que nous trouverons, lui et moi, les moyens de nous unir. »

M. Eltsine serait-il donc prêt à participer à un gouvernement de coalition avec M. Gorbatchev? La question suscite un très long silence de la part du président russe, qui finit par répondre laconiquement : « *C'est à discuter dans le cadre de la table ronde.* »

« Il s'agit de réunir les forces susceptibles d'obtenir dans le pays une certaine stabilisation, l'arrêt des grèves et les premiers pas de la réforme économique. Cela veut dire : les dirigeants des Républiques, le président du pays (M. Gorbatchev), les dirigeants des divers partis politiques et mouvements sociaux, les mouvements de travailleurs, les syndicats, les représentants des comités de grève des mineurs. On peut imaginer une série de tables rondes, qui s'emboîteraient au fur et à mesure que des décisions seraient prises ou des problèmes résolus. »

Si l'on prend l'exemple des mineurs, qui ont cessé le travail « *dans plusieurs Républiques en Russie, au Kazakhstan, en Ukraine* », poursuit M. Eltsine, « *seule une action coordonnée, conjointe, peut les amener à cesser leur mouvement, à condition qu'on leur donne des garanties politiques et économiques* » (Entretien accordé au *Monde*, publié le 17 avril 1991).

Qu'est-ce qui peut donc bien amener les deux « rivaux » à s'entendre ou à chercher à s'entendre ?

La peur que suscite en eux l'émergence du mouvement ouvrier, la peur que la grève des mineurs et la grève de Biélorussie contre les hausses de prix ne s'étendent, et surtout que se généralisent dans tout le

pays les organismes indépendants de travailleurs : comités de grève, comités ouvriers, syndicats indépendants.

C'est cette peur qu'exprime l'ultra-stalinien colonel Alknis lorsque, dans une interview au n° 4 d'*Argumenty i Fakty* (janvier 1991), il annonce « *la guerre civile* » prochaine et précise :

« Il va inévitablement se développer une guerre civile à l'échelle de l'Union.

Q. : Une guerre entre qui et qui ?

R. : Cela commencera comme un conflit entre nationalités, mais ce n'est que la forme extérieure. Aujourd'hui tout le monde comprend qu'il s'agit fondamentalement d'un conflit politique (...). L'effondrement complet de l'économie, la fermeture de grosses entreprises sont imminents. Des millions de travailleurs vont descendre dans les rues. Alors la situation deviendra incontrôlable. Dans quel sens penchera cette masse de travailleurs ? Vers les communistes ou les radicaux ? (...) Peut-être apparaîtra une force nouvelle, une troisième force dont personne aujourd'hui ne sait rien et ne soupçonne l'existence (...). Aujourd'hui la situation dans l'armée rappelle la situation de 1917. »

Cette troisième force commence à se dessiner : le mouvement ouvrier, contre qui se prépare l'alliance de ceux que Alknis appelle les « communistes » (l'appareil) et les « radicaux » (la petite bourgeoisie et la bourgeoisie) unis dans l'aspiration à restaurer la propriété privée et le capitalisme. Les nouvelles lignes d'un nouvel affrontement se dégagent donc.

C'est sans aucun doute l'une des raisons de l'accord signé entre Gorbatchev, Eltsine et les présidents de huit autres républiques qui met — provisoirement ? — fin à l'affrontement entre les deux hommes. Les deux camps en lutte font alliance. Pourquoi et contre qui ?

Pourquoi ? Pour tenter d'enrayer la décomposition menaçante de l'Etat.

Contre qui ? Contre la classe ouvrière et contre le mouvement ouvrier renaissant. Derrière les grandes phrases, la déclaration commune du 24 mars et les conditions de sa publication le laissent clairement entendre.

« Afin de stabiliser la situation dans l'économie du pays, les soussignés se sont prononcés pour l'introduction d'un



régime de travail spécial dans les secteurs de base de l'économie, dans les entreprises qui produisent des marchandises de première nécessité, dans les chemins de fer.

En cas de nécessité, les organes du pouvoir des Républiques prendront des mesures complémentaires garantissant le fonctionnement normal de l'économie. »

« Régime de travail spécial », qu'est-ce que cela veut dire ?

L'interdiction de la grève, bien entendu, mais pas seulement. Les travailleurs des chemins de fer, évoqués dans cette déclaration, font déjà partie des 23 millions de travailleurs des transports et des industries de l'énergie à qui le droit de grève est refusé par la loi de 1990 ! C'est donc quelque chose de plus, c'est la réquisition, la journée de travail de 9 ou 10 heures, le travail les jours de congé, bref, à l'exception de la réquisition, ce que Brejnev a déjà imposé aux mineurs pendant des années !

La déclaration poursuit longuement par un appel pressant aux mineurs à reprendre le travail et à retrouver leurs manches :

« Les dirigeants de l'Union et des Républiques s'adressent aux mineurs et à tous les travailleurs pour les inviter à cesser les grèves pour des revendications économiques et politiques et à déployer leurs efforts dans la période à venir pour rattraper le temps perdu. »

Bref, il faudrait que les mineurs dans les semaines à venir extraient leur norme de charbon quotidienne plus tout ce qu'ils n'ont pas extrait pendant sept semaines !

Rien d'étonnant à ce que la suite du texte dénonce pêle-mêle « les incitations à la désobéissance civique, aux grèves, et les appels à renverser les organismes du pouvoir gouvernemental existant et régulièrement élus » et invite à « une radicalisation ultérieure de la réforme économique ». Bref, c'est un programme conséquent de contre-révolution.

Pour qui ne l'aurait pas compris, la *Pravda* du 24 avril qui publie le texte de l'accord en page 1 en donne le mode d'emploi en page 3 : toute la moitié de la page est occupée par un grand article contre les dirigeants de la grève des mineurs

du Kouzbass intitulé : « *Ce ne sont plus des mineurs, mais ce ne sont pas encore des hommes politiques.* »

Ainsi, les diverses fractions de l'appareil tentent de recoller leurs morceaux épars pour faire front contre les travailleurs et leur faire payer les frais de la crise profonde du système de domination bureaucratique. L'appareil et la bourgeoisie renaissante désignent ensemble l'ennemi commun : la classe ouvrière et ses moyens de lutte : grèves et manifestations. Cela ne rend que plus urgente la structuration, l'organisation du mouvement ouvrier en URSS. Le mouvement ouvrier commence à s'organiser malgré d'immenses difficultés sur le plan syndical et politique.

« *La grève des mineurs du Kouzbass a ébranlé l'Union soviétique* », écrivait la rédaction du mensuel *Rodina* (n° 10, 1984). C'est un constat devenu bien banal : la grève des mineurs soviétiques qui a commencé le 10 juillet 1989 dans la mine Cheviakov de la ville de Mejdouretchensk a secoué tout le pays, elle a marqué une nouvelle étape dans la période ouverte depuis 1985. Des grèves avaient certes déjà éclaté en URSS avant celle-ci ; elles avaient parfois entraîné pour commencer un nombre plus important de travailleurs que les 257 mineurs qui se sont mis en grève à Mejdouretchensk le 10 juillet... Les travailleurs soviétiques avaient donc déjà manifesté leur poids social. Mais cette grève des mineurs marque un véritable tournant pour une raison fondamentale : dès le début de leur grève, les mineurs ont mis en place des organismes indépendants pour contrôler et diriger eux-mêmes leur propre mouvement dans chaque puits, dans chaque mine, dans chaque localité, dans chaque région : les comités de grève, de puits, de mine, de ville, de bassin, de région.

En ce sens, elle n'a été qu'un premier avertissement et un début : aucun des problèmes revendicatifs posés par la grève des mineurs ne peut être et n'a été réglé dans le cadre existant, et dès lors l'organisation indépendante des mineurs (et des autres travailleurs face aux organismes de la bureaucratie, parti et « syndicats » offi-



ciels-courroie de transmission) apparaît comme une exigence de plus en plus brûlante et pose brutalement la question politique : non au parti unique de la caste bureaucratique dirigeante, pluralisme politique, syndicats indépendants, élections réellement libres, sans postes réservés pour les bureaucrates s'élisant eux-mêmes faute d'autre base électorale, comme ce fut le cas lors des élections de mars 1989.

Ainsi en septembre Albert Danilsson, l'un des ouvriers dirigeants du groupe « pour la démocratisation des syndicats », membre du Front populaire de Tartu et du Comité de coordination des syndicats de Tartu, posait à sa manière ces questions en écrivant :

« La grève des mineurs qui a secoué toute l'Union soviétique n'est qu'un premier coup de semonce. Le travailleur, qu'il soit ouvrier, ingénieur, instituteur, c'est-à-dire quiconque ne vit que de son salaire, est aujourd'hui réduit aux dernières extrémités et on ne sait qui, le premier, va se mettre en grève. Ainsi, nous pouvons être plongés dans une grève permanente. Le comité de grève des mineurs a joué, en fait, le rôle d'un syndicat. La grève s'est achevée, plus de syndicat. Et de nouveau les travailleurs sont privés de l'organisation qui défend constamment leurs intérêts, leur permettant ainsi de ne recourir à la grève qu'en dernière extrémité. Et pour l'instant nous n'avons pas "nos" syndicats. Ce que l'on appelle nos "syndicats", ce sont des institutions d'Etat pour la défense des intérêts de la direction contre les ouvriers. »

Ces questions ont mûri à une très grande vitesse. La preuve, moins de deux mois après le déclenchement de la grève, s'est tenue à Kemerovo, en plein Kouzbass, la troisième conférence des « comités ouvriers » du Kouzbass, c'est-à-dire des organismes qui ont succédé aux comités de grève. Y ont pris part 80 délégués des comités ouvriers de ville, des invités des comités de mineurs de Vorkouta et du Karaganda, des députés du Congrès des députés du peuple, puis le deuxième jour des membres de l'appareil du parti.

La conférence s'est conclue par la proclamation de l'Union des ouvriers du Kouzbass ; elle a adopté des statuts et décidé la publication d'un journal. Les

représentants de l'appareil présents se sont vivement élevés contre cette décision, mais ils ont été mis en minorité. D'autres participants, notamment les invités du Karaganda et de Vorkouta sont, en revanche, intervenus pour que la réunion appelle à une conférence nationale constitutive d'une Union ouvrière...

En affirmant la nécessité de l'organisation indépendante des travailleurs et en la mettant en œuvre pour le Kouzbass même, la conférence a posé un problème politique qu'elle a abordé plus directement quelques semaines plus tard.

La quatrième conférence de l'Union des ouvriers du Kouzbass qui s'est tenue les 17 et 18 novembre 1989 et a rassemblé 467 délégués et de nombreux invités a fait un pas de plus : malgré l'opposition farouche des représentants et amis de l'appareil, elle a proclamé l'Union des travailleurs du Kouzbass comme une organisation sociale et politique indépendante...

Six mois plus tard, à l'initiative des mineurs du Kouzbass, se constituait, au début de mars 1990, la Confédération du travail, organisation mi-syndicale mi-politique, qui au bout de quelques mois confédérerait 52 organisations ouvrières... et non ouvrières (y compris religieuses !) de toutes natures et orientations.

Un mois plus tard, en juin, se tenait à Donetsk un premier « congrès des mineurs de l'URSS » qui prenait la décision de principe de constituer un syndicat indépendant de mineurs. Fin octobre, le pas était franchi et le syndicat indépendant des mineurs de l'URSS était constitué. C'est lui qui a été à l'initiative de la grève des mineurs qui a commencé le 1<sup>er</sup> mars et dure encore, huit semaines plus tard, à l'heure où j'écris ces lignes. Cette activité organisée du nouveau syndicat est le trait le plus frappant de cette grève.

A peu près au même moment, le syndicat des pilotes de ligne et le syndicat des contrôleurs aériens quittaient le « syndicat » officiel étatique.

Ce mouvement syndical naissant est un enjeu capital. Tout le monde l'a compris en URSS et ailleurs : l'appareil y place des hommes à lui et propose à certains délé-



gués des comités de grève de devenir permanents ; l'Eglise s'intéresse à lui : le prêtre Gleb Iakounine est membre du Conseil de la Confédération du travail. Quant à l'AFL-CIO américaine, elle invite les cadres de cette dernière et des autres syndicats indépendants à des stages de « formation syndicale » illustrant les bienfaits de l'économie de marché, du libéralisme et de la grande démocratie américaine. Dès le début de la grève des mineurs, Eltsine et ses amis ont tout fait pour subordonner le mouvement à leurs propres fins politiques.

La bureaucratie, elle, utilise les moyens traditionnels de l'intimidation et de la répression : amendes infligées aux membres du comité de grève, coupure de l'eau ici ou là aux mineurs grévistes, licenciement de grévistes (comme Rimma Charifoullina à l'usine Polioustrovo de Leningrad...), condamnation des comités de grève à des indemnités pour journées de travail perdues, entraves multiples à l'activité des syndicats indépendants qui se forment (refus de les enregistrer, refus de

négoier avec eux, menaces contre leurs membres, etc.).

La bataille est d'autant plus rude que l'organisation politique du mouvement ouvrier n'est encore que balbutiante. De nombreux groupes se constituent, la plupart du temps purement propagandistes, l'une des seules exceptions étant constituée par la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS) qui regroupe plusieurs centaines de militants et a centré son activité sur la constitution du mouvement ouvrier comme mouvement de classe indépendant. Le KAS avait, d'ailleurs, envoyé des représentants à la Conférence pour l'Internationale ouvrière de Barcelone, et envoie deux représentants au meeting du 8 juin à Paris. Aider à la formation et au développement du mouvement ouvrier indépendant en URSS, c'est aujourd'hui l'une des tâches premières de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est la matérialisation pratique de la formule élémentaire : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Jean-Jacques Marie

## INCAPACITÉS ET ARGUMENTS DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE

L'impérialisme allemand est incapable d'intégrer la force économique et militaire libérée des chaînes de la bureaucratie stalinienne. Il ne peut que la détruire, s'efforçant de lui imposer ses destructions, qui se font la voie de l'écroulement sans précédent sur le marché mondial capitaliste.

L'impérialisme allemand est tout aussi incapable de résister aux tentatives de la bourgeoisie mondiale. La multiplication des crises du travail en Allemagne dans le courant de 1991 — 112 millions de 1984 —, la renouveau à l'attitude de 1941, et, pour la première fois,







# Allemagne : « Nous ne voulons pas être un peuple sans travail »

Par Werner UHDE

Quatre mois après la formation du gouvernement Kohl à la suite des premières élections générales de l'Allemagne unie, le 2 décembre 1990, les centaines de milliers de participants aux manifestations du lundi, dont l'impulsion et le centre sont à Leipzig, crient le lundi 25 mars 1991 : « *Nous ne voulons pas être un peuple sans travail* », et réclament la démission du gouvernement Kohl.

Au même moment, dans les services publics d'Allemagne de l'Ouest, leurs frères de classe font grève contre le commandement du gouvernement d'avoir à renoncer à des augmentations de salaires et ils imposent avec leur syndicat ÖTV une augmentation de 6 %. Ils s'appuient sur le résultat arraché deux semaines plus tôt lors des négociations salariales menées par leurs collègues de l'est avec leur même syndicat ÖTV qui avaient obtenu que leurs salaires soient portés à 60% de ceux de l'ouest. Et maintenant, ils bénéficient à nouveau de l'augmentation de 6 %.

Ces résultats revendicatifs représentent une sévère défaite politique pour le gouvernement Kohl, car ils vont directement à l'encontre de sa politique de division et de nivellement des salaires. « *Nous sommes le peuple ; nous sommes un peuple : mêmes acquis !* » Le mouvement révolutionnaire des travailleurs qui a commencé à l'est, qui a fait tomber le mur et le régime stalinien et a réalisé l'unité de l'Allemagne contre toutes les résistances, n'est pas épuisé ; il vit.

Avec les élections du 2 décembre 1990, c'est seulement sa première étape qui s'est terminée. Avec les actions menées

en particulier en février et ensuite en mars, il a commencé à poursuivre son chemin. C'est désormais le mouvement de la classe ouvrière allemande organisée de façon unitaire dans les syndicats du DGB, forts de 10 millions d'adhérents.

Le choc frontal entre ce mouvement pour l'unité sociale et pour les mêmes acquis au plus haut niveau d'un côté et contre la restauration privée capitaliste impulsée par l'impérialisme allemand et le gouvernement Kohl à son service de l'autre côté, a commencé et va inévitablement aller en s'aggravant. Car la restauration projette la désindustrialisation et la catastrophe sociale pour l'Allemagne de l'Est, elle veut en dicter le prix aux travailleurs ouest-allemands et menace d'entraîner toute l'Allemagne dans l'abîme.

---

## INCAPACITÉS ET EXIGENCES DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE

---

L'impérialisme allemand est incapable d'intégrer la force économique est-allemande libérée des chaînes de la bureaucratie stalinienne. Il ne peut que la détruire, conformément aux tendances destructrices qui se fraient la voie de façon toujours plus déchaînée sur le marché mondial capitaliste.

L'impérialisme allemand est tout aussi incapable d'assumer son nouveau rôle de « puissance mondiale ». La multiplication par quatre du nouvel endettement dans le budget de 1991 — 112 milliards de DM —, la tendance à l'affaiblissement du DM, et, pour la première fois,



le déficit dans la balance du commerce extérieur allemand sont entre-temps devenus l'objet du souci et de l'intervention du FMI et de l'impérialisme US qui renforcent leur pression pour que l'impérialisme allemand brise enfin la résistance des masses.

Les formes encore très fluctuantes de l'Etat bourgeois se restaurant dans toute l'Allemagne sont grevées par les ruines de l'appareil d'Etat bureaucratique stalinien, surtout de sa police politique, la Stasi, qui s'avère de plus en plus être un élément de déstabilisation.

L'impérialisme allemand et le gouvernement Kohl ont pour la première fois affaire avec la classe ouvrière de l'ensemble de l'Allemagne débarrassée de la domination stalinienne et de la division allemande et qui prend sa place au premier rang de la lutte de classe internationale.

La crise de l'impérialisme et l'effondrement de la domination stalinienne poussent en avant le gouvernement Kohl contre les masses. Il trébuche, il lui faut reculer avec, en vue, la débâcle économique et l'explosion sociale. Aussi l'attentat contre Rohwedder, président de la Treuhand, état-major de la privatisation de l'économie est-allemande mis en place par le gouvernement Kohl, est-il arrivé à point nommé, alors que les appels à la démission de Kohl commençaient à retentir dans tout le pays.

Une campagne s'est déchaînée contre ceux qui « tiraient les ficelles » des manifestations de Leipzig, grosses du danger d'action de la classe ouvrière de toute l'Allemagne pour le renversement du gouvernement Kohl. Cette campagne visait les syndicats et devait donner une nouvelle marge de manœuvre au gouvernement. Elle n'est pas restée sans effets, d'autant plus qu'elle a été relayée par la direction social-démocrate et par les directions syndicales.

Les travailleurs de Leipzig avaient créé, pour organiser leurs manifestations du lundi, une coordination qui unissait aussi, sous la responsabilité des syndicats, les organisations politiques qui se réclament des intérêts de la population travailleuse. Cette coordination réalisait

l'unité des travailleurs et de leurs organisations, pour les revendications ouvrières, contre le gouvernement Kohl, si bien que le 25 mars, le président du SPD, Vogel, fut contraint de participer au défilé et que le président de l'IG-Metall, Steinkühler, dut s'adresser aux manifestants en tant qu'orateur.

S'appuyant sur la campagne déchaînée après l'attentat contre Rohwedder, la direction social-démocrate des syndicats a réussi à dissoudre la coordination et la manifestation du lundi au profit d'une table ronde avec les partis gouvernementaux à Leipzig et au profit d'une nouvelle tentative de coopération plus étroite avec le gouvernement Kohl au niveau national.

## L'UNION NATIONALE AU SECOURS DE KOHL

Combien de temps cela durera-t-il ? La formation de commissions de travail communes du gouvernement et du SPD pour conforter une politique d'union nationale n'a fait qu'aggraver les conflits au sein des partis de gouvernement, et surtout au sein du SPD. Les syndicats surtout se voient sans cesse à nouveau contraints de tenir compte des revendications des travailleurs contre les plans qui, par exemple, condamnent au chômage la moitié de la population travailleuse à l'est. Dans ces conditions, les commissions de travail sont — et pas seulement de l'avis de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le grand quotidien de la bourgeoisie ouest-allemande — condamnées à l'échec, car elles veulent « concilier l'inconciliable ».

La perte d'autorité du gouvernement Kohl est manifeste. Le même mouvement irrésistible en faveur de l'unité allemande que les partis bourgeois purent capitaliser électoralement à leur compte grâce à la politique anti-unité allemande du candidat SPD Lafontaine, se dirige aujourd'hui frontalement contre eux. La déstabilisation de toutes les relations et de toutes les institutions de l'Allemagne unifiée ne cesse de s'aggraver. Le gouvernement Kohl entraîne dans sa crise le



SPD et l'appareil syndical accourus à son secours avec la politique d'union nationale. Ainsi s'approfondit la crise de toutes les représentations politiques de la société, comme cela s'est manifesté lors des élections de décembre par les abstentions massives.

L'abstention ouvrière massive par rapport au SPD, le mouvement revendicatif et les manifestations du lundi montrent un début de changement des relations entre les masses et le SPD et sa direction.

Mais les manifestations du lundi et les luttes revendicatives ne laissent aucun doute : la classe ouvrière allemande unie dans des syndicats puissants ne permettra pas qu'à l'est la moitié de la population laborieuse soit précipitée dans le chômage et que le pays soit désindustrialisé, car ce serait ouvrir la voie, longtemps cherchée, à la destruction des importants acquis des travailleurs ouest-allemands. Et la classe ouvrière a prouvé dans ses luttes qu'elle est en mesure de surmonter dans l'action les obstacles mis en travers de sa voie vers l'unité, vers l'unité des travailleurs et de leurs organisations, de l'unité contre le gouvernement Kohl et sa politique.

Là est la tâche de l'ISA, section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale : aider les masses à aller jusqu'au bout de ce chemin de l'unité, unité des travailleurs et de leurs organisations pour stopper le cours du gouvernement Kohl vers la catastrophe sociale, pour la marche unie sur Bonn et sur Berlin organisée par le DGB, pour une autre politique et un autre gouvernement, pour un gouvernement de l'unité des travailleurs et de leurs organisations.

Cette lutte a lieu aujourd'hui autour de mesures immédiates telles que : interdiction des licenciements, annulation de tous les licenciements, réouverture et rénovation de toutes les entreprises, réintégration de tous les chômeurs totaux et partiels dans la production, réalisation du principe « *A travail égal, salaire égal* », arrêt des privatisations, arrêt du pillage des caisses publiques au profit de l'économie privée, annulation de tous les impôts et prélèvements supplémentaires

pour la population travailleuse. Réorganisation de l'économie à l'est et programme de développement financé par un fonds social alimenté par les biens du SED, de la Stasi et de la nomenklatura, par les sommes de la spéculation qui ne vont pas à la production et par le budget de l'armement.

---

## L'EXPÉRIENCE ET LA TRADITION DE LA POLITIQUE DE FRONT UNIQUE

---

Le mouvement ouvrier marxiste, notamment en Allemagne, possède une riche expérience sur la politique de front unique aussi bien comme tactique d'unité d'action que comme ligne stratégique tout entière du front unique ouvrier — dans laquelle doit s'inscrire tout pas tactique — comme lutte classe contre classe, pour l'unité et l'indépendance de classe dans le combat pour le pouvoir politique.

La lutte contre le programme marxiste tout entier ayant toujours été menée au nom du marxisme (car il n'y a pas d'autre manière de le faire), c'est aussi le cas pour la politique de front unique.

Le front unique n'est pas une manœuvre artificielle plus ou moins habile. Ce n'est ni une ruse bourgeoise pour occulter le but politique visé, ni un « consensus minimum » opportuniste « d'unité de la gauche », d'unité d'une « gauche » où chacun tend des pièges aux autres, en lieu et place de l'unité de la classe ouvrière.

Nous défendons aussi le front unique contre sa déformation stalinienne du type front unique « à la base » qui consiste à poser un ultimatum aux travailleurs en mettant pour condition leur rupture avec leur direction. Nous sommes aussi contre la forme du front unique « au sommet » qui fait front commun avec les directions dans le dos des masses, donc contre elles.

La politique du front unique vise à l'unité des travailleurs et des organisations sur des exigences et des objectifs



déterminés et précis afin de réunir les meilleures conditions pour la mobilisation indépendante des masses. Une telle unité d'action s'oriente sur la nécessité de propositions transitoires pour l'unité limitée dans le temps et dans le contenu, à l'intérieur des processus d'unification de la classe ouvrière dans son combat pour le pouvoir politique. La politique du front unique est basée sur les conditions objectives mêmes de la lutte du prolétariat, et c'est pourquoi depuis le début du mouvement ouvrier elle est l'un des instruments de la révolution. Trotsky montre ce lien quand il concentre tous ses efforts au début des années trente pour s'opposer au danger mortel auquel la politique de division du social-fascisme de Staline exposait le prolétariat allemand face à la menace fasciste :

« La tactique du front unique n'étant pas quelque chose de hasardeux ou d'artificiel, une quelconque manœuvre habile, elle surgit entièrement des conditions objectives du mouvement du prolétariat. Les termes du *Manifeste communiste* selon lesquels les communistes ne sont pas étrangers au prolétariat, qu'ils n'ont pas d'intérêts séparés du prolétariat tout entier, expriment l'idée que la bataille du parti pour la majorité de la classe ne doit pas entrer en contradiction avec le besoin qu'ont les travailleurs de l'unité de leurs rangs. » (L. Trotsky, *Ecrits sur l'Allemagne*, Vol.1, Edition allemande H. Dahmer, Francfort, 1971, p. 204).

Face à ces conditions objectives du développement de la lutte de la classe ouvrière qui se matérialisent comme processus contradictoire et dialectique intégrant également l'intervention du parti révolutionnaire, il est nécessaire de comprendre le caractère transitoire de la construction du parti révolutionnaire lui-même. C'est cela que forge la méthode de Marx et Engels, par laquelle ils définissent la lutte pour la I<sup>re</sup> Internationale.

C'est pour cela que Marx proposait en 1872 la reformulation suivante pour le premier article des statuts de l'Association internationale des travailleurs :

« L'Association a été fondée afin d'organiser l'action commune des travailleurs des différents pays qui militent dans le même objectif, à savoir la col-

laboration réciproque, le progrès et l'émancipation totale de la classe ouvrière. »

Trotsky explique la position de Marx en toute clarté :

« Les intérêts de la classe ne peuvent être formulés autrement que sous la forme d'un programme ; le programme, on ne peut le défendre autrement que par la création d'un parti. La classe en soi n'est que du matériel d'exploitation, le rôle indépendant du prolétariat commence là où il se transforme d'une classe sociale en soi en classe politique **pour soi** (souligné dans l'*original* — *NDLR*). Cela ne peut se faire autrement que par le biais du parti [...] Le chemin de la classe vers la conscience en elle-même, c'est-à-dire la création d'un parti révolutionnaire dirigeant le prolétariat, est un processus contradictoire et complexe. La classe n'est pas homogène. Ses différents segments arrivent à la conscience par des chemins différents et suivant des rythmes différents. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée des organes à l'intérieur de la classe ouvrière et utilise ceux qui existent en dressant certaines couches de travailleurs contre les autres. Divers partis interviennent en même temps au sein du prolétariat, c'est pour cela qu'il reste divisé politiquement pendant la plupart de son cheminement historique. Cela explique que le problème du front unique se pose avec une acuité extrême dans des périodes déterminées. » (Trotsky, *idem*, p. 202).

Trotsky poursuit :

« Mais le prolétariat n'arrive pas à la conscience révolutionnaire dans les manuels scolaires mais à travers la lutte de classe qui ne permet pas d'interruption. Le prolétariat a besoin du front unique pour le combat. Cela est valable aussi bien pour les conflits ponctuels, économiques, à l'intérieur d'une seule entreprise, que pour des batailles politiques "nationales" comme la défense contre les fascistes. » (Trotsky, *ibidem*, p. 204).

L'exemple de la situation de 1920 en Allemagne le montre : la politique du front unique n'est pas seulement valable dans une situation où la classe ouvrière est sur la défensive. Cet exemple démontre en même temps que le développement de la lutte de classe peut amener les diri-



geants des organisations ouvrières traditionnelles à entrer en contradiction avec leur propre politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie et l'impérialisme. C'est la tâche indispensable des révolutionnaires que de nourrir ce processus et de l'utiliser dans le sens d'une politique de front unique.

Après la fin sanglante qu'a connue la première vague révolutionnaire en 1920 sous les coups de la fraction majoritaire du SPD et de son gouvernement (Ebert et Noske), des forces contre-révolutionnaires réunies autour de Kapp, le représentant des Junkers prussiens, s'appuyant sur des secteurs de l'armée et surtout des « corps francs », ont voulu saisir l'occasion donnée après la signature du Traité de Versailles pour liquider la faible république de Weimar, maigre sous-produit de la révolution, le gouvernement social-démocrate, mais surtout les puissantes organisations légales de la classe ouvrière.

Face à ce danger qui menaçait le mouvement ouvrier tout entier, le président du ADGB (confédération syndicale), Carl Legien, prit la décision d'appeler à la grève générale alors que le gouvernement Ebert-Noske et la majorité des dirigeants du SPD préféraient fuir Berlin. Jusqu'alors, Legien, lui-même membre de la direction du SPD et depuis longtemps représentant d'une politique de collaboration de classe, avait traité la grève générale de « *foutaise générale* ».

Ce même Legien proposa alors la création d'un comité central de toutes les organisations ouvrières afin d'organiser la grève générale. En revanche, dans la direction centrale du KPD (S) l'opinion dominante était que les travailleurs seraient passifs, que le moment de la bataille pour le pouvoir devait encore mûrir. La position défendue était qu'on ne pouvait s'asseoir autour d'une table avec des « *social-traîtres* ».

D'autre part, d'autres forces du KPD (S), comme Brandler à Chemnitz et plus généralement la base du parti, défendaient entièrement l'unité dans la grève générale et avançaient leurs propres mots d'ordre.

Alors ce fut le surgissement de conseils ouvriers révolutionnaires, et surtout de « conseils exécutifs » et des « comités d'action », de l'unité de toutes les organisations ouvrières. Certains travailleurs étaient armés. La grève générale engendra un pouvoir ouvrier organisé irrésistible et au bout de 4 jours, le 17 mars 1920, le putsch était étouffé.

Mais la grève générale continuait et posait la question du pouvoir et du gouvernement. Legien proposa la création d'un gouvernement ouvrier, le gouvernement de l'unité ouvrière, des partis ouvriers et des syndicats. A ce moment-là, la fraction majoritaire du SPD avait perdu une influence considérable parmi les travailleurs, le Parti social-démocrate indépendant (USPD), sous la direction de son aile gauche assez puissante, était largement implanté parmi les cadres syndicaux révolutionnaires. Le KPD (S) se battait pour gagner de l'influence dans cette aile avec l'objectif d'une fusion.

A l'intérieur de l'USPD et du KPD (S), des conflits aigus surgissent alors autour de la réponse à apporter à la proposition de Legien. Le refus de collaborer avec les « social-traîtres » et la position sur la dictature du prolétariat sont dressés de façon sectaire contre la création d'un « gouvernement ouvrier ». A un moment donné, il y eut également au sein du KPD une majorité pour un gouvernement ouvrier sans participation du KPD, car la création d'un tel gouvernement ouvrier devait engendrer des conditions extrêmement favorables à une action puissante des masses prolétariennes. Un tel gouvernement pouvait ouvrir la transition vers des combats pour la dictature du prolétariat que le KPD devait soutenir contre toute résistance, tout en conservant toute liberté et toute indépendance d'action politique.

Ce sont les oscillations des directions du KPD et du SPD, mais surtout leur position sectaire, qui ont fait échouer la possibilité du combat pour la formule la plus élevée du front unique : le gouvernement de l'unité ouvrière. Le 23 mars 1920, la grève générale se termine. La fraction majoritaire du SPD reprend



l'initiative politique et crée un nouveau gouvernement de coalition avec des partis bourgeois et le chancelier H. Müller.

## LES PRÉMISSSES ACTUELLES D'UNE POLITIQUE DE FRONT UNIQUE

Après 1945, les conditions pour une politique de front unique se sont modifiées considérablement.

La division de l'Allemagne comme base de la domination partagée et commune du capitalisme et du stalinisme signifie surtout la division de la classe ouvrière allemande.

Le rôle du stalinisme par rapport à la division criminelle du prolétariat allemand face au fascisme et par rapport à la division de l'Allemagne lui ôte définitivement la base d'un parti politique de la classe ouvrière allemande à l'échelle nationale.

Le SPD est le parti ouvrier historique vers lequel s'oriente la majorité des travailleurs allemands.

Toute intervention pour le front unique se fait sur la ligne du slogan « *pour un seul gouvernement SPD* » et « *pour l'unité de l'Allemagne sans conditions* ».

Le soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple en 1989 contre le régime stalinien et la division de l'Allemagne sur les mots d'ordre « *Nous sommes le peuple ; nous sommes un seul peuple : mêmes acquis !* », qui a provoqué la chute du Mur de Berlin, a posé la question du pouvoir en Allemagne, dans un pays où existent des relations de production antagoniques.

L'unité de la classe ouvrière, les mêmes conquêtes, cela rendait nécessaire l'expropriation de la propriété privée capitaliste également en Allemagne de l'Ouest, rendant nécessaire le gouvernement révolutionnaire de la classe ouvrière allemande unifiée.

Les travailleurs voulaient l'unité de l'Allemagne tout de suite, ils voulaient leur unité, c'est-à-dire les mêmes conquêtes.

La IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et sa section allemande, l'ISA, ont défini leur

position indépendante et leur ligne pour le front unique dans une déclaration du Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> internationale (CIR) du 17 novembre 1989 :

« Une même classe ouvrière, les mêmes droits pour tous !

L'aspiration et l'action de toute la classe ouvrière allemande s'unifie pour avoir les mêmes droits et conquêtes pour tous.

- Garantie d'emploi pour tous.

- Un salaire réel et égal pour un travail égal aligné sur le niveau de celui des ouvriers ouest-allemands, logement au niveau de celui de l'Allemagne de l'Est.

- Système de santé gratuit dans toute l'Allemagne, au niveau de la qualité de celui de l'Allemagne de l'Ouest.

- Exercice dans toute l'Allemagne de tous les droits et libertés démocratiques. Liberté de presse, de réunion, droit de grève, droit d'organisation, constituent la classe ouvrière dans toute l'Allemagne comme classe indépendante. Cela signifie en particulier le droit pour les travailleurs allemands de s'organiser d'un bout à l'autre de leur pays dans une même confédération syndicale, le DGB. Une seule fédération des métallurgistes pour toute l'Allemagne. Une seule fédération des employés de service public pour toute l'Allemagne.

Cela signifie leur droit d'exprimer leurs aspirations à constituer des organisations à l'échelle de toute l'Allemagne, de former dans toute l'Allemagne des fédérations ou des sections du parti que la majorité de la classe ouvrière allemande reconnaît comme le sien, le SPD. (...)

La IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et sa section allemande, l'ISA, avancent les mots d'ordre suivants :

Un seul prolétariat, secteur du prolétariat mondial, une seule nation allemande,

- Droit du peuple allemand à rétablir son unité nationale : unité de l'Allemagne sans conditions.

- Retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation du sol allemand, des forces armées de l'OTAN et du Pacte de Varsovie afin que le peuple allemand puisse exercer sa pleine souveraineté.

- Défense des acquis ouvriers à l'Ouest et à l'Est, non à la privatisation en Allemagne de l'Est, non à la précarité, non au chômage.



— Liquidation des syndicats "officiels" en Allemagne de l'Est, droit à des organisations syndicales indépendantes, un seul DGB dans toute l'Allemagne.

— Libertés démocratiques dans toute l'Allemagne, liberté de voyage, liberté de presse, de réunion, de manifestation et d'organisation, droit de grève.

— Droit à l'existence dans toute l'Allemagne de tous les partis et organisations démocratiques qui sont reconnus par les travailleurs et le peuple allemands.

— Elections libres dans toute l'Allemagne pour une Assemblée constituante.

— Les ouvriers allemands veulent chasser Kohl, représentant du capitalisme, chasser Krenz et toute la bureaucratie du SED. Elections libres pour toute l'Allemagne. Pour un gouvernement du SPD de l'Allemagne unifiée qui s'engage à satisfaire les revendications et les aspirations de la classe ouvrière allemande. Un gouvernement sans patrons ni bureaucrates. »

## LA DIRECTION DU SPD, FORCE PRINCIPALE CONTRE L'UNITÉ

Le SPD, sous la direction de Lafontaine, est devenu la force principale pour freiner l'unité de l'Allemagne.

En janvier 1990 dans l'ex-RDA, le SPD entraînait dans le gouvernement Modrow, dirigé par le SED/PDS, afin d'assurer le transfert des pouvoirs sur la ligne de la restauration de la propriété privée capitaliste et de l'Etat bourgeois dans les mains des partis bourgeois et du gouvernement Kohl.

Contre le mouvement massif des travailleurs, la direction du DGB prolongeait l'existence du syndicat stalinien d'Etat et les obstacles à l'unité de la classe ouvrière.

Mais plus personne ne pouvait retarder le mouvement révolutionnaire pour l'unité de l'Allemagne.

Le SPD de Lafontaine s'infligea une défaite historique lors des premières élections pour toute l'Allemagne le 2 décembre 1990.

L'abstentionnisme massif dans ces premières élections libres dans toute l'Allemagne à l'égard de tous les partis, mais notamment des travailleurs à l'égard du SPD, montre la crise de toutes les représentations de la société.

Il montre en particulier la responsabilité criminelle du SPD dans son refus de donner une perspective pour une Allemagne unifiée des travailleurs et de la démocratie.

Les relations des masses vis-à-vis du SPD ont commencé à se modifier.

En juin 1989, l'ISA prit l'initiative conjointe avec d'autres forces politiques, avec des syndicalistes, des social-démocrates et des militants du « Nouveau Forum », de fonder la VAA (Union des Cercles pour une politique ouvrière et la démocratie dans toute l'Allemagne).

La VAA décidait de présenter une liste indépendante aux élections du 2 décembre 1990 puisqu'il n'y avait pas d'autre moyen de donner une représentation politique à la volonté d'unité sociale, d'unité de la classe ouvrière allemande pour les mêmes droits et les mêmes acquis, pour des syndicats communs, pour une politique ouvrière et la démocratie, et pour un gouvernement de toute l'Allemagne unifiée qui en soit issu.

C'était une candidature pour l'unité ouvrière, qui devait se mettre en place face à la politique criminelle de division de Lafontaine.

Sous le titre « Une Allemagne, une classe ouvrière », l'Union des Cercles pour une politique ouvrière publiait sa déclaration électorale, où on pouvait lire notamment :

« Des emplois pour tous ! A travail égal, salaire égal ! Une seule convention collective !

Kohl et les tourne-casaques ne doivent pas rester au pouvoir !

(...) Avec la chute du Mur le 9 novembre 1989, la classe ouvrière allemande et le peuple allemand ont décidé que désormais il n'y a plus qu'une Allemagne, un peuple allemand et une classe ouvrière allemande.

Aujourd'hui, un an plus tard, le gouvernement Kohl organise à nouveau la division, le gouvernement Kohl est le gouvernement de la CDU et du FDP, le



gouvernement des partis du patronat et des anciens partis de la coalition avec le SED. Le grand patronat veut, conjointement avec ses complices, les bureaucrates tourne-casaque, opprimer le peuple travailleur et s'enrichir sur son dos. Ils veulent nous imposer deux conventions collectives différentes, opposées l'une à l'autre.

Ils veulent pour les travailleurs est-allemands une convention collective de deuxième classe, pour pouvoir ainsi demain imposer une convention collective de deuxième classe à tous les travailleurs de l'est et de l'ouest. (...)

Les dirigeants du SPD, sous la direction de Lafontaine, appellent les syndicats à collaborer avec la Treuhand. Ils veulent que les syndicats s'engagent à coopérer avec les représentants des grands trusts et les bureaucrates tourne-casaque pour organiser ainsi encore plus aisément les millions de licenciements. Les dirigeants syndicaux du DGB de leur côté acceptent la division de la classe ouvrière selon deux négociations salariales différentes, deux conventions collectives différentes et ainsi des salaires et des droits sociaux et syndicaux différents.

A nouveau la question se pose : s'il faut que le gouvernement Kohl parte, quel gouvernement doit alors le remplacer ? Un gouvernement SPD ? Un gouvernement SPD sous la direction de Lafontaine ? Un gouvernement sous la direction de Lafontaine qui se prononce également pour des conventions collectives différentes, des salaires différents et des droits sociaux différents et pour condamner inéluctablement la population travailleuse au chômage massif et aux sacrifices ?

Travailleurs, travailleurs et jeunes, camarades !

L'Union des Cercles pour une politique ouvrière vous appelle à donner votre voix à ses têtes de listes, candidats des travailleurs et des jeunes :

Pour des négociations salariales et des conventions collectives uniques.

Pour un syndicat unique pour tous les travailleurs en Allemagne.

Pour l'indépendance des syndicats par rapport au gouvernement, aux patrons et à leurs associations et aux bureaucrates tourne-casaque.

Pour des syndicats qui luttent pour des droits sociaux et syndicaux égaux pour tous les travailleurs en Allemagne.

L'Union des Cercles pour une politique ouvrière et la démocratie dans toute l'Allemagne vous appelle à voter pour sa liste et ses candidats partout ils se présentent, car par là même nous appelons tous les travailleurs et les jeunes à la lutte pour une politique et un gouvernement qui s'engage pour les intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse et qui leur reste fidèle :

Pour un gouvernement des travailleurs et de la jeunesse.

Pour un gouvernement de la classe ouvrière et de ses organisations.

Dans toutes les circonscriptions où il n'est pas possible de voter pour les candidats de l'Union des Cercles pour une politique ouvrière, nous disons :

Pas une seule voix pour le gouvernement Kohl et ses partis, la CDU-CSU et le FDP.

Pas une voix aux partis des patrons et des bureaucrates qui ont retourné leur veste, car ils veulent diviser les travailleurs et les opposer les uns aux autres.

Personne évidemment ne peut faire de reproche aux travailleurs et aux jeunes qui, par déception, s'abstiendraient. »

L'effondrement accéléré du gouvernement Kohl, l'aide que lui apporte la direction du SPD pour empêcher sa chute, la nouvelle montée des mouvements de grève, la politique de division des restes de l'appareil stalinien, le PDC (ex-SED, parti stalinien de l'ex-RDA), donnent à la politique de front unique toute son actualité.

Ce combat pour l'unité pour une autre politique et un autre gouvernement exige la construction et l'intervention d'une organisation politique sur la ligne d'une politique ouvrière indépendante, nourrie par la puissante force spontanée à l'est, par la lutte pour la défense de l'indépendance des syndicats et par la volonté de toute une couche de sociaux-démocrates et de syndicalistes sociaux-démocrates de recourir aux meilleures traditions du combat du mouvement ouvrier allemand et international pour empêcher la catastrophe sociale.

C'est pourquoi la question de la politique de front unique ouvrier a toujours et encore plus que jamais une signification exceptionnelle, elle se pose au plus haut niveau, au niveau du pouvoir poli-



tique, auquel il faut relier toutes les luttes partielles pour pouvoir intervenir correctement. Des organismes comme la Coordination de Leipzig qui organisent dans le combat politique l'unité des tra-

vailleurs et de leurs organisations jouent dans ce combat pour l'unification nationale pour la marche sur Bonn et Berlin, un rôle important.

Werner Uhde

## Organizer au comité politique de Socialist Action

*Le document que nous publions ci-dessous a été rédigé par des militants qui, rassemblés au sein de Socialist Action, avaient décidé d'être présents à la Conférence mondiale de Barcelone. La majorité de la direction de Socialist Action avait refusé leur exclusion. Socialist Action est une organisation américaine qui se déclare politiquement liée au Secrétariat unifié, bien qu'elle ait affirmé toute une série de désaccords avec son orientation.*

*Les militants qui ont formé la délégation américaine à Barcelone ont demandé une organisation qui a affirmé sa solidarité politique avec l'Internationale des travailleurs issue de la Conférence de Barcelone.*

*Dans cette lettre ouverte ils s'expliquent sur leur initiative. Ceux qui ont choisi la voie de la rupture cherchent à la justifier en invoquant la « Révolution Socialiste unifiée ». C'est pourquoi cette lettre revient sur le futur politique du mouvement mondial du Secrétariat unifié.*

Chers camarades,

Cela fait maintenant six semaines que le congrès de Socialist Action a voté notre exclusion de l'organisation. La raison de cette exclusion a été très clairement exposée dans le rapport au congrès, lorsque la camarade Carole S., responsable pour le comité politique, a expliqué que la loyauté de SA à l'égard du comité du Secrétariat unifié était pour nous l'exclusion des militants qui avaient assisté à la Conférence mondiale de Barcelone.

Carole S. a expliqué :

« La fraction Benjamin a affirmé que le parti que son objectif était de "rompre avec le cadre du SU". Le parti ne prend pas les mesures disciplinaires appropriées, personne dans le IV<sup>e</sup> International ne nous connaît comme nous disons que nous sommes contre la relation avec notre mouvement mondial et voulons combattre pour nos idées au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale parce que nous voulons contrôler la IV<sup>e</sup> Internat-

ionale à Socialist Action, en un parti qui combat pour le travail socialisme » (page 74).

L'action disciplinaire présentée « appropriée » par le comité politique a été tout de même que nous ne devrions pas écrire que nous « ne divergeons pas » avec eux mais « sommes séparés ». La résolution présentée par Carole S. fut rejetée.

« Si les camarades qui nous accusent refusent de revenir sur leurs actes de déloyauté, ils se seront aliés. » C'est même hors des rangs de Socialist Action. » (idem, page 74).

Si nous avions accepté cette attitude, cela aurait démis en action que notre participation à Barcelone ne devenait leur état, en fait, ne « acte de déloyauté » visant à causer de la division Socialist Action, comme Ben M. nous en a personnellement accusés dans sa résolution de la majorité du comité politique et dans son rapport à la convention. Mais notre décision d'aller à Barcelone était fondée sur notre loyauté à l'égard



et l'absence de l'État est la seule condition pour que les organisations syndicales puissent exercer leur rôle de médiation entre le capital et le travail. Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.

Les syndicats doivent donc être libres de s'organiser et de s'exprimer sans aucune intervention de l'État.



# Lettre ouverte du comité directeur de Socialist Organizer au comité politique de Socialist Action

*Le document que nous publions ci-dessous a été rédigé par des militants qui, responsables ou militants de Socialist Action, avaient décidé d'être présents à la Conférence mondiale de Barcelone. La majorité de la direction de Socialist Action avait alors décrété leur exclusion. Socialist Action est une organisation américaine qui se déclare politiquement liée au Secrétariat unifié, bien qu'elle ait affirmé toute une série de désaccords avec son orientation.*

*Les militants qui ont formé la délégation américaine à Barcelone ont ensuite constitué une organisation qui a affirmé sa solidarité politique avec l'Entente internationale des travailleurs issue de la Conférence de Barcelone.*

*Dans cette lettre ouverte ils s'expliquent sur leur initiative. Ceux qui ont choisi la voie de la rupture cherchent à la justifier en invoquant la « fidélité au Secrétariat unifié ». C'est pourquoi cette lettre revient sur le bilan politique du récent congrès mondial du Secrétariat unifié.*

Chers camarades,

Cela fait maintenant six semaines que le congrès de Socialist Action a voté notre exclusion de l'organisation. La raison de cette exclusion a été très clairement exposée dans le rapport au congrès, lorsque la camarade Carole S., rapporteur pour le comité politique, a expliqué que la loyauté de SA à l'égard du cadre du Secrétariat unifié avait pour prix l'exclusion des militants qui avaient assisté à la Conférence mondiale de Barcelone.

Carole S. a expliqué :

« La fraction Benjamin a affirmé dès le départ que son objectif était de "rompre avec le cadre du SU". Si le parti ne prend pas les mesures disciplinaires appropriées, personne dans la IV<sup>e</sup> Internationale ne nous croira lorsque nous disons que nous sommes contre la scission avec notre mouvement mondial et voulons combattre pour nos idées au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale parce que nous voulons construire la IV<sup>e</sup> Interna-

tionale. » (« Socialist Action est un parti qui combat pour le trotskysmisme-léninisme », page 4).

L'action disciplinaire considérée « appropriée » par le comité politique n'était rien de moins que notre exclusion à moins que nous « ne dénoncions nous-mêmes nos actes comme déloyaux ». La résolution présentée par Carole S. dit explicitement :

« Si les camarades qui sont accusés refusent de revenir sur leurs actes de déloyauté, ils se seront placés eux-mêmes hors des rangs de Socialist Action. » (idem, page 7).

Si nous avions accepté cette condition, cela aurait signifié admettre que notre participation à Barcelone en observateurs était, en fait, un « acte de déloyauté » visant à casser et détruire Socialist Action, comme Jeff M. nous en a ouvertement accusés dans sa résolution de la majorité du comité national et dans son rapport à la convention. Mais notre décision d'aller à Barcelone était fondée sur notre loyauté à l'égard



de Socialist Action et de son programme. Nous ne pouvons confesser ce qui est un mensonge éhonté ou répudier un crime que nous n'avons jamais commis.

En tout cas, camarades, il est indiscutable que votre décision de nous exclure était motivée par votre fidélité au Secrétariat unifié — un organisme dont il faut noter que nous l'avions pourtant unanimement caractérisé lors de notre convention nationale de juillet 1990 comme étant dirigé sur un cours de plus en plus révisionniste et liquidateur.

Depuis, il y a eu le congrès mondial du Secrétariat unifié et bien que, par votre décision, vous ayez manifesté votre volonté d'empêcher tout débat sur ces questions au sein du parti, bien que vous ayez repoussé les propositions qui étaient faites de poursuivre la discussion dans un congrès spécial cet été, vous ne pouvez pas empêcher qu'un bilan honnête et loyal en soit tiré par nous — et par tous les camarades fidèles au programme de Socialist Action. Le congrès mondial du Secrétariat unifié s'est tenu et il faut aujourd'hui tirer le bilan.

Il y a une première question que nous voulons poser : quel est le contenu concret du congrès mondial du SU ?

## POURQUOI LA SECTION SUISSE ÉTAIT-ELLE ABSENTE ?

Le congrès mondial, si on en juge par les comptes rendus parus dans la presse du SU, a vu la participation d'une trentaine de pays. Parmi les pays absents, des sections qui autrefois ont été des sections importantes du Secrétariat unifié. Par exemple, la section suisse. Sans doute, beaucoup de délégués se sont interrogés sur les raisons de l'absence de la section suisse. La réponse a été donnée par la presse suisse elle-même récemment, où l'on apprend que l'un des dirigeants du Parti socialiste ouvrier (la section suisse du Secrétariat unifié), Hans Peter Uster, vient d'être élu ministre de la Justice et de la Police du canton de Zoug (l'un des 23 cantons souverains du pays, au sud de Zurich).

L'extrait de presse paru le 31 décembre 1990 dans le Journal *24 heures*, un quotidien du canton, est révélateur. Il explique comment la section suisse du POS a créé un front électoral large avec les Verts (l'Alternative Socialiste Verts - ASV), et a obtenu un peu plus de 30 % des voix aux élections de novembre 1990.

Il indique que Hans Peter Uster, membre depuis plus de dix ans du POS, section suisse du Secrétariat unifié, est toujours membre de ce parti et cite ses déclarations :

« Je vais décevoir ceux et celles qui attendent que je fasse changer les choses immédiatement ou que je puisse faire obstruction à la politique des partis bourgeois. »

Cet article conclut avec ironie sur *« cet ancien manifestant d'extrême gauche qui va assumer des fonctions qui le placent de l'autre côté de la barricade face aux manifestants d'aujourd'hui »*.

Uster, qui a à présent la responsabilité de l'appareil répressif (bourgeois) de l'un des cantons souverains de la confédération suisse, est toujours un des membres dirigeants de la section suisse.

Le congrès mondial du SU a-t-il discuté de ce passage de son organisation suisse non seulement dans le camp de la bourgeoisie mais dans le camp de l'Etat bourgeois ? Des sanctions ont-elles été prises contre Uster ou contre la section suisse, qui n'a pas dénoncé l'attitude d'Uster ? D'après tous les échos que nous en avons, il ne semble pas que cela ait été soulevé et encore moins débattu dans le congrès mondial du SU. On nous dira peut-être qu'il s'agit là d'un cas isolé. Peut-être que vous qui avez envoyé une délégation d'observateurs fraternels au congrès mondial, n'avez-vous pas été mis au courant de cette trahison ouverte du marxisme par la section suisse ? Peut-être vous a-t-on caché cette information ? Mais si tel est le cas, ce que nous croyons, la dissimulation d'un tel fait n'en dit-elle pas long sur le caractère de ce congrès mondial et sur le cadre du SU en général ?

On pourrait argumenter que le cas Hans Peter Uster est un cas isolé. Com-



ment alors considérez-vous la question de Jakob Monetta ? Son rôle, en revanche, n'a pas été caché aux délégués du congrès mondial.

## OÙ CONDUIT LA POLITIQUE DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ ?

Monetta, comme vous le savez, car cela a été expliqué ouvertement au congrès mondial qui l'a élu au CEI et au SU, n'était pas seulement le représentant du VSP (Parti socialiste unifié d'Allemagne) dans ce congrès mondial. Il représentait aussi le comité central du PDS stalinien dont il est membre. Le PDS est le nouveau nom du SED — c'est-à-dire du parti d'Eric Honnecker et de Gregor Gysi qui a opprimé les travailleurs d'Allemagne de l'Est pendant plus de 45 ans et assassiné nombre de ses combattants d'avant-garde.

Jusqu'à aujourd'hui nous avons pensé que l'adaptation du VSP allemand au PDS stalinien était « limitée » à une campagne électorale commune. Nous savions qu'il y avait des propositions de discussions sur la fusion avec le PDS, mais ne savions pas qu'une fusion (ou une fusion partielle) entre le PDS et le VSP avait déjà eu lieu et qu'un membre du SU était à présent au comité central du parti stalinien.

Monetta a été élu membre du comité exécutif international et du SU lui-même. Son rôle dans le PDS n'a pas été discuté. Voilà, camarades, où mène inexorablement la politique de la direction du SU — à la capitulation ouverte devant le stalinisme, c'est-à-dire devant un courant petit-bourgeois dans le mouvement ouvrier qui est aujourd'hui directement au service de l'impérialisme US.

Camarades, vous aviez un délégué fraternel au congrès mondial du SU (la loi Voorhis interdisant aux organisations américaines d'être affiliées à une organisation internationale). Avec votre vote à titre indicatif, Monetta, membre du CC du PDS stalinien, a été élu membre du comité exécutif et du SU. En fait, par votre vote, vous avez accepté de siéger

(comme observateur fraternel) aux côtés d'un membre du comité central du PDS stalinien.

Camarades, il ne s'agit pas là d'un simple débat d'idées sur le stalinisme et l'appréciation de la réunification allemande. La présence dans les plus hautes instances de ce qui se prétend la IV<sup>e</sup> Internationale d'un Monetta, représentant officiel et accrédité d'un parti de la bureaucratie stalinienne, en dit plus long que les plus longs discours sur le caractère anti-trotskyiste du cadre du SU.

Mais encore une fois, le phénomène ne se limite pas à l'Allemagne.

## L'HOMME DU SU A MOSCOU

Le représentant de l'Union soviétique dans le congrès mondial du SU n'était autre que Bouzgaline, membre du CC du PC d'URSS, où il anime ce qu'on appelle la plate-forme marxiste du Parti communiste d'URSS. Il a été caractérisé par la direction du SU comme la personne dont les idées politiques étaient les plus proches de celles de l'Internationale.

Au congrès mondial du SU, le dénommé Bouzgaline a exposé les principaux thèmes politiques qu'il a développés avec A. Kolganov (qui a également assisté au congrès mondial), dans une brochure intitulée « *L'autogestion, une clé pour l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle* » (cette brochure, publiée en anglais à Moscou au début de l'année, était à la disposition des délégués au congrès).

Dans cette brochure de 32 pages, les auteurs ne font aucune critique du programme de réforme capitaliste de Gorbatchev, et n'appellent pas non plus à renverser la bureaucratie comme condition préalable à l'établissement de ce qu'ils appellent l'auto-gouvernement. Ils sont au contraire fermement partisans de ce qu'il est convenu d'appeler l'« *économie mixte* ». On peut résumer leurs thèses de la manière suivante : les économies de l'Est et de l'Ouest convergent vers des combinaisons variées « *d'économies mixtes* ». Le problème économique central du XXI<sup>e</sup> siècle sera la façon d'établir un modèle d'auto-gouverne-



ment qui unifiera les forces et l'influence indispensables du marché capitaliste aux éléments nécessaires de régulation centralisée. Dans divers passages, les auteurs se réfèrent aux exemples de l'Autriche et de la Yougoslavie comme des avancées dans la voie vers leur conception idéale d'auto-gouvernement.

A la tribune du congrès mondial, Bouzgaline s'est exprimé encore plus clairement en faveur des réformes de Gorbatchev, se prononçant ouvertement en faveur de l'introduction d'une économie mixte en Union soviétique, pour permettre la « *restauration d'un minimum d'environnement capitaliste* ». Pour mettre les points sur les « i », Bouzgaline a appelé de ses vœux la reconnaissance légale de toutes les formes de propriété des moyens de production en URSS.

## STALINISME CONTRE TROTSKYSME

Camarades du comité politique, il faut établir le bilan des événements qui ont eu lieu depuis deux mois et demi.

Pour notre part, nous étions à Barcelone avec des militants ouvriers, des militants syndicaux venus de l'ex-RDA et de l'ex-RFA, qui combattent ensemble contre la restauration capitaliste et sont à l'avant-garde de la lutte de toute la classe ouvrière allemande pour défendre et promouvoir ses propres intérêts par la création de partis et syndicats indépendants dans toute l'Allemagne unifiée.

Nous étions avec des camarades qui, pas plus tard que la semaine dernière, lors des grèves de Rostock et de Leipzig, ont combattu contre le gouvernement Kohl aux cris de « *Les révolutionnaires de 1989 ne seront pas les chômeurs de 1991 !* »

Vous avez, vous, siégé aux côtés de responsables élus dans l'appareil de la Stasi, c'est-à-dire de l'ex-police politique du régime de Honecker.

Nous étions à Barcelone avec les camarades venus d'Union soviétique, certains se réclamant du trotskysme et d'autres non, et qui tous sont engagés

dans le combat pied à pied des ouvriers qui construisent leurs organisations indépendantes contre la restauration capitaliste de Gorbatchev.

L'une des batailles dans lesquelles ces camarades soviétiques sont engagés a été retranscrite de façon détaillée par N. Pavlov dans une lettre qu'il a adressée récemment au comité de liaison de la Conférence de Barcelone (cette lettre sera publiée intégralement dans le numéro de mai 1991 de *Socialist Organizer*).

Pavlov décrit une grève de 21 jours dans l'usine de matériaux de construction de Polioutstrovo à Leningrad, où les travailleurs non seulement réclament des augmentations de salaires et de nouvelles conditions de logement, mais ont constitué un syndicat appelé « *Indépendance* » et appellent à l'appropriation collective de l'usine par les travailleurs — contre la privatisation.

« *Contre la privatisation, nous appelons à la socialisation* », telle était la revendication des grévistes et de ceux qui les soutenaient.

Et vous étiez, vous, au congrès mondial du Secrétariat unifié avec des gens qui participent à la politique de restauration capitaliste et aident Gorbatchev à mettre en œuvre sa politique anti-ouvrière.

Mais si vous n'êtes pas encore convaincus que l'adaptation du SU au stalinisme de Gorbatchev le mène directement dans le camp de ceux qui poussent à la restauration du capitalisme dans les Etats ouvriers déformés et dégénérés, le cas de Petr Uhl devrait mettre un terme à tous les doutes qui subsistent.

Vous vous souvenez qu'avant notre exclusion, nous avions sonné l'alarme sur la question de Petr Uhl et de son soutien à la politique globale du gouvernement Havel. Jeff M. et Jan S. de Pologne avaient nié catégoriquement que Uhl soutenait l'introduction de l'économie de marché en Pologne, avec comme argument que nous ne faisons que régurgiter une « *rhétorique lambertiste* ».

Petr Uhl a assisté au congrès du Secrétariat unifié et s'est adressé à ses délégués. Alors nous vous posons la question : oui ou non Petr Uhl a-t-il con-



firmé qu'il est pour l'économie de marché — ce qu'il appelle « *l'économie sociale de marché* » — en Tchécoslovaquie ? Vous savez très bien que la réponse est oui.

Petr Uhl est député du parti bourgeois Civic Forum. Il soutient publiquement la restauration du capitalisme dans son pays. Il est également directeur de l'agence d'informations officielle CTK (appointé par le gouvernement) et l'un des principaux porte-parole du SU. Nous vous posons la question, camarades : Est-ce que la question du statut de Petr Uhl a été soulevée au Congrès mondial — ou est-elle également passée sous la table ? Vous connaissez comme nous parfaitement la réponse : non. Ces questions n'ont pas été soulevées.

Ainsi donc, avec les membres du comité central du PDS, les membres du comité central du PC d'Union soviétique, vous avez siégé au congrès mondial avec le représentant officiel d'un gouvernement dont le président Vaclav Havel s'est prononcé (par le biais de l'agence de presse CTK) pour l'intervention impérialiste dans le Golfe, et a envoyé une troupe tchécoslovaque de 300 hommes pour renforcer les « *forces alliées* ».

## LE NSSP AU SRI LANKA

Poursuivons. Le congrès mondial du SU a reconnu le Nava Sama Samaja Party (NSSP) du Sri Lanka comme organisation sympathisante. La motion adoptée établit :

« Le NSSP est en conséquence reconnu par le congrès mondial comme une organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le comité exécutif international est mandaté pour reconnaître le NSSP comme section du Sri Lanka de la IV<sup>e</sup> Internationale. »

Le NSSP a été constitué en 1977 à la suite d'une scission avec le LSSP (ancienne section de la IV<sup>e</sup> Internationale exclue en 1964 pour sa participation à un gouvernement de coalition bourgeois). Le NSSP était lié politiquement et organisationnellement au courant de *The Militant* en Angleterre jusqu'en 1989, date à laquelle il a engagé des dis-

cussions avec le SU. Salah Jaber, qui a fait le rapport sur le NSSP au congrès mondial, a été deux fois au Sri Lanka au compte du SU pour rencontrer les dirigeants de ce parti. Jaber, dans son rapport, a expliqué que le NSSP avait 300 membres actifs, 2 500 sympathisants, un député élu, plusieurs conseillers provinciaux, et une certaine influence dans deux fédérations syndicales. Le rapport de Jaber est très révélateur. Il explique :

« Cette question (la conception de la démocratie intérieure par le NSSP) n'est cependant pas le principal problème posé par l'héritage et l'histoire du NSSP. Le principal problème c'est la ligne politique générale de ce parti depuis 1977 vis-à-vis du populisme bourgeois. Bien qu'il rejette toute perspective de coalition gouvernementale avec un parti bourgeois ou toute acceptation d'une plate-forme de coalition bourgeoise — autrement dit qu'il rejette les positions qui ont amené à l'exclusion du LSSP de nos rangs en 1964 — les camarades du NSSP ont maintenu l'orientation tactique du LSSP, appliquée depuis 1960, et qui inclut le soutien de candidats populistes bourgeois lors des élections. Cette tactique dans le cas du NSSP n'a bien sûr jamais amené à franchir les frontières de classe et à trahir les positions révolutionnaires fondamentales. Les positions du NSSP sont cependant dangereuses et pourraient fourvoyer les membres du parti tout comme sa base sociale.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur toute l'histoire et l'activité de ce parti, étant donné en particulier le fait que les camarades sont ouverts à la discussion et au changement et tout à fait capables d'auto-critique et d'abandonner leurs pratiques politiques. Il nous faudrait cependant discuter ici le dernier tournant du NSSP et le plus dangereux, car potentiellement il pourrait les mener à une politique de coalition ne respectant pas les frontières de classe, position que ce parti rejette fermement pour l'instant.

Le NSSP participait à l'USA (Alliance socialiste unifiée) avec le PC, le LSSP et le SLMP, une scission populiste de gauche du parti d'opposition réformiste bourgeois, le SLFP (Parti pour la liberté du Sri Lanka), dirigé par l'ancien Premier ministre Madame Ban-



daranaïke. Pendant des années, le NSSP a féroceement critiqué ses partenaires de l'USA qui recherchaient un accord de coalition avec le parti bourgeois SLFP. Il dénonçait publiquement le SLFP, et plus particulièrement sa conduite durant la répression politique violente par le JVP en 1971, et son programme économique bourgeois libéral tout comme son chauvinisme cinghalais contre la minorité tamille.

En 1990, les composantes réformistes de l'USA ont finalement rompu l'alliance pour participer à une coalition avec le SLFP, sous la bannière politique de Madame Bandaranaike. Suite à cette scission, le NSSP s'est retrouvé isolé et a été soumis à d'énormes pressions pour qu'il rejoigne le nouveau front. Le NSSP, de façon correcte, a rejeté cette perspective de coalition, et soutenu au contraire la formation d'un bloc électoral commun et d'une campagne contre le gouvernement du parti bourgeois de droite UNP, pour la défense des droits démocratiques et des revendications économiques immédiates. La nouvelle coalition a demandé que le NSSP soutienne le programme électoral (du nouveau front) et ses candidats aux élections présidentielles à venir.

Le NSSP a donc accepté publiquement de soutenir Mme Bandaranaike comme le candidat commun de l'opposition pour les élections, mais en avançant une plate-forme électorale distincte soutenue par un candidat de leur parti (le NSSP) pour lequel, en tout état de cause, ils n'appelleraient pas à voter. Le but principal des camarades pour ce faire était tactique, comme vous pouvez le voir à la façon dont ils l'ont justifié. (Je vous renvoie au discours pour le 13<sup>e</sup> anniversaire de l'organisation prononcée par le secrétaire général du NSSP, Dr Vckramabahu Karunathne.)

Cependant, je voudrais attirer l'attention des camarades sur des divergences que nous avons indubitablement avec les camarades à ce sujet. Certains camarades ont considéré ces divergences comme mineures ou aussi minces qu'une pelure d'oignon. Mais elles pourraient devenir aussi glissantes qu'une peau de banane.

C'est une divergence tactique mais sur un point très sensible. Le problème n'est pas de défendre des conceptions dogmatiques, mais plutôt de comprendre les conséquences négatives qu'un tel choix

tactique pourrait avoir sur le NSSP dans les conditions concrètes de l'île. Le passé de Mme Bandaranaike est bien connu, et le remplacement d'un gouvernement UNP par un gouvernement dirigé par le parti de Mme Bandaranaike ne signifie pas nécessairement un pas qualitatif en avant pour le Sri Lanka (voir le discours du secrétaire général du NSSP, page 6). Dans ces conditions, la soutenir dans les élections prochaines pourrait désorienter et fourvoyer les membres du NSSP et leur base sociale.

Dans les conditions spécifiques de l'île, les larges masses pourraient peut-être bien ne pas considérer cela comme une question « tactique », mais plutôt associer le NSSP avec la coalition (pro-Bandaranaike) comme une cinquième roue du carrosse, mais une roue peinte en rouge. J'ai dit aux camarades qu'à mon avis l'accord pour ne pas se présenter contre la coalition aux élections, semblable à celui qui s'est fait en 1956 entre le LSSP, alors section de la IV<sup>e</sup> Internationale, et le SLFP, peut parfaitement être acceptable comme choix tactique. Mais tout accord de soutien mutuel, comme l'accord de 1960 qui a abouti à la coalition gouvernementale de 1964, est un choix dangereux et nocif.

Le NSSP devrait corriger sa ligne de ce point de vue et abandonner sa position de proposition de soutien à la candidature de Mme Bandaranaike. »

Cela vaut la peine de jeter un coup d'œil au discours du secrétaire général du NSSP auquel Jaber fait référence dans son rapport au congrès mondial pour justifier le soutien de ce dernier à l'orientation politique du NSSP. Le dirigeant du NSSP explique :

« Nous avons dit et répété que les décisions judiciaires ne peuvent être prises en dehors de l'équilibre des forces au sein de la structure sociale de la société. Par conséquent la mobilisation d'une opposition de masse est nécessaire comme un préalable pour prendre une décision juste en faveur de nouvelles élections. La contre-pression des masses organisées est une nécessité pour contrebalancer la pression réactionnaire du régime. Malheureusement notre effort pour aider à une mobilisation commune de masse et de l'opposition a été bloquée par la condition qui nous est faite de soutenir à fond sans criti-



que aucune Mme Bandaranaike, avant d'être autorisés à participer à une campagne commune. Bien sûr, nous sommes totalement d'accord pour la soutenir elle ou tout autre candidat commun dans la bataille pour battre le candidat de l'UNP. Mais nous la soutiendrons avec un programme séparé où nous expliquerons nos buts aux masses. » (Discours du 31<sup>e</sup> anniversaire, 2 décembre 1990, Nava Sama Samaja Party, page 6).

## SOCIALIST ACTION ET LE NSSP

Camarades du comité politique, les choses peuvent-elles être plus claires ? Le NSSP fait partie d'une coalition avec les forces bourgeoises réformistes et d'opposition précédemment membres de la coalition de l'USA, qui soutient la candidature de Mme Bandaranaike, la dirigeante réactionnaire pro-impérialiste, responsable du massacre de 1971. Le secrétaire général du NSSP revendique publiquement son « soutien inconditionnel » à la candidature de Mme Bandaranaike et reconnaît que son parti a accepté les conditions imposées par la coalition réactionnaire pro-Bandaranaike — même si, comme l'a souligné Jaber, ils entendent contourner légèrement ce fait en présentant leur propre candidat pour défendre leur propre programme — et non critiquer celui de Mme Bandaranaike (cela violerait les conditions posées par la coalition). Qui plus est, eu égard aux conditions qu'on lui impose, le NSSP n'appellera pas à voter pour son propre candidat !

Malgré cette capitulation ouverte devant Mme Bandaranaike, en dépit de cette violation des frontières de classe (frauduleusement présentée par Jaber comme une question « tactique » et non de principe), le congrès mondial du SU a recommandé de reconnaître le NSSP comme section sympathisante, donnant le droit au NSSP de désigner des membres au CEI, et donné pouvoir au nouveau CEI de le reconnaître comme « section de la IV<sup>e</sup> Internationale »...

Camarades du comité politique : votre délégué fraternel au congrès mondial du

SU s'est-il opposé ou a-t-il condamné la capitulation du NSSP devant Mme Bandaranaike ? Avez-vous voté contre l'acceptation comme section sympathisante d'un parti qui a annoncé publiquement son soutien électoral « *inconditionnel* » à une personne qui a noyé dans le sang le soulèvement de 1971 ? Avez-vous dénoncé la manœuvre frauduleuse qui consiste à présenter le soutien électoral à Mme Bandaranaike comme une question « tactique » ? Ne pensez-vous pas que les membres de Socialist Action méritent une réponse à ces questions essentielles ?

Depuis sa formation fin 1983, Socialist Action a mené une lutte politique incessante contre ceux qui franchissaient les barrières de classe au nom de considérations « tactiques » ou au nom de « *l'hégémonie de la classe ouvrière* ». Nous avons combattu avec énergie le soutien électoral à Aquino aux Philippines, Alwyn au Chili ou Cardenas au Mexique. C'est pour cela que la direction du SU nous a accusés de « sectarisme », « dogmatisme » et même de « lambertisme ». Mais nous n'avons jamais cédé à la pression ou abandonné la lutte pour nos principes politiques.

Camarades, personne ne peut dire que l'ensemble des positions du NSSP au Sri Lanka n'étaient pas disponibles pour les délégués au congrès mondial. Le rapport de Jaber et le texte du discours du secrétaire général du NSSP sont d'une clarté cristalline sur les enjeux de cette discussion. Personne ne peut prétendre avoir voté l'intégration du NSSP au SU sur la base d'un manque d'informations ou de considérations tactiques. Les principes politiques sont en jeu. Aucune considération tactique ne pourrait justifier l'intégration du NSSP !

Mais camarades, si le combat le plus résolu contre le NSSP et sa ligne politique n'a pas été mené par le représentant de Socialist Action, cela ne signifie-t-il pas que Socialist Action, en dépit de sa référence formelle à la résolution internationale de la convention de 1990, a une nouvelle ligne politique et une nouvelle direction ?



Tout le monde sait dans Socialist Action que Barry S. et Malik M. considèrent le soutien à un candidat bourgeois lors des élections comme une question « tactique ». La ligne de Barry et Malik serait-elle devenue maintenant la ligne de Socialist Action et eux-mêmes les véritables dirigeants de Socialist Action ? Si le représentant de Socialist Action au congrès mondial ne s'est pas opposé à l'admission du NSSP dans le SU et n'a pas sonné le signal d'alarme au sujet de son soutien électoral à Mme Bandaranaike, telle est la seule conclusion qu'il est possible de tirer.

De plus, camarades délégués fraternels au congrès mondial, vous allez désigner un membre de Socialist Action pour participer comme observateur fraternel aux prochaines rencontres du CEI.

Vous allez à ce titre siéger à côté de ceux qui sont de facto membres de la coalition d'opposition bourgeoise au Sri Lanka, sans parler des dirigeants staliniens d'URSS et d'Allemagne, passés au service de l'impérialisme et du représentant officiel du gouvernement de Vaclav Havel. Cela ne vous donne-t-il aucune indication sur ce que représente le cadre du SU ?

### QUELLES DÉCISIONS PRATIQUES SORTENT DE CE CONGRÈS MONDIAL ?

Camarades du comité politique, de votre propre aveu, vous nous avez exclus de Socialist Action au nom de la fidélité à ce Secrétariat unifié. Pouvez-vous sérieusement prétendre aujourd'hui que le congrès mondial auquel vous avez participé puisse être le congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, qu'il puisse par un quelconque effort d'imagination constituer le pôle de ralliement pour l'action révolutionnaire des masses à l'échelle mondiale ?

C'est impossible, et certains sinon la plupart d'entre vous le savent bien.

Prenons la question du Golfe. Certes une déclaration formelle et générale a été adoptée par le congrès mondial, que vous avez publiée dans *Socialist Action*.

Mais cela n'a pas empêché chacune des sections du SU, à commencer par la LCR française, de maintenir ses propres positions réactionnaires. La LCR française avait encore trois des dirigeants de son organisation de jeunesse qui étaient membres d'une coalition étudiante contre la guerre dirigée par le PC condamnant ouvertement Saddam Hussein et se prononçant pour une conférence de paix internationale.

La section brésilienne du SU soutenait toujours l'opposition à toute manifestation de front unique avec quiconque soutenait l'Irak dans la guerre contre les Etats-Unis (lire à ce sujet la déclaration des membres de la fraction publique exclus). On pourrait allonger la liste. Tous ces exemples spécifiques de capitulation devant l'impérialisme, bien sûr, ont été passés sous la table au congrès mondial, y compris par les délégués observateurs de Socialist Action.

Mais à présent, avec la défaite de l'Irak, comme vous le savez, l'impérialisme aimerait bien « stabiliser » la situation au Moyen-Orient, et un élément clé de cette stratégie serait de trouver une solution de type « bantoustan » au problème palestinien, soit formellement « indépendant » sur la rive ouest et Gaza, ou dans une confédération jordanienne. L'impérialisme US en particulier voudrait pousser les dirigeants palestiniens à accepter ce plan. Après la défaite de l'Iran, le secrétaire d'Etat James Baker a rencontré des dirigeants palestiniens « modérés », dont la participation à cette rencontre a été cautionnée publiquement par Yasser Arafat. Un assaut majeur contre la lutte historique du peuple palestinien pour ses droits nationaux — pour une Palestine démocratique et laïque — se prépare avec la participation, si les impérialistes réussissent leur « ballet diplomatique », de la direction de l'OLP.

Mais, sur ce plan, quelle est la position du congrès mondial du SU ? Elle est donnée par les textes publiés en 1985 dans *IV<sup>e</sup> Internationale*, l'organe théorique du SU en langue française, publiés aujourd'hui par la LCR française et distribués au congrès mondial. Ils ont



été republiés en février 1991 dans le « *Courrier du CC, Supplément à Critique communiste* » n° 101, la revue du CC de la LCR française.

Socialist Action a d'ores et déjà pris position sur ces textes. Dans la résolution internationale adoptée par la IV<sup>e</sup> Convention nationale de Socialist Action en juillet 1990, nous disions que ces textes représentaient une « *adaptation à l'Etat sioniste* » d'Israël. Nous écrivions :

« Cette adaptation ouverte à l'Etat sioniste, qui plus est, est nourrie par une vieille erreur des camarades de la majorité de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la question de l'autodétermination des juifs d'Israël. Le numéro de décembre 1985 de *Quatrième Internationale*, la revue théorique en français de la IV<sup>e</sup> Internationale, contient trois articles qui défendent le mot d'ordre de « *l'auto-détermination des juifs d'Israël* ».

L'expression la plus claire de cette position se trouve dans l'article de Jeannette Habel et Carlos Rossi expliquant que sans ce mot d'ordre il est impossible de détacher les travailleurs israéliens du sionisme. Michel W., dans un autre article écrit au nom de la section israélienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, se prononce également, pour la première fois en ce qui les concerne, pour ce mot d'ordre.

Le SWP américain, dans une résolution adoptée en 1971 — et reproduite dans le Bulletin d'éducation socialiste « *Israël et la Révolution arabe* » — a fourni une réponse succincte à ceux qui avançaient ce mot d'ordre dans notre parti à l'époque.

La résolution du SWP établissait qu'il était faux de mettre un signe égal entre le nationalisme des opprimés, en l'occurrence celui des Palestiniens, et le nationalisme des oppresseurs. Elle expliquait aussi pourquoi ce mot d'ordre pouvait fourvoyer le mouvement et n'être qu'un outil dans les mains des sionistes : en fait, c'est une adaptation à l'Etat israélien, que la plupart des sionistes considèrent comme l'expression de leur auto-détermination nationale. » (« *L'approfondissement de la crise de la Quatrième Internationale aujourd'hui*, » Bulletin intérieur de discussion de Socialist Action n° 3 - 1990, page 18.)

Ce n'est donc pas un hasard, camarades, si dans son numéro du 14 mars, *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR,

publie une interview de Fayçal Husseini, celui-là même qui est allé négocier avec Baker à Jérusalem et qui est rejeté par les masses palestiniennes.

Pour notre part, remplissant nos engagements de militants internationalistes, nous avons engagé la campagne pour la libération immédiate de Mounir Mansour, un camarade palestinien que nous avons rencontré à Barcelone et qui a dit dans cette conférence :

« Tout le monde semble oublier les droits du peuple palestinien. Nous voulons une Palestine libre et démocratique dans laquelle tous les enfants de Palestine, quelles que soient leurs opinions ou leur religion, puissent vivre avec les mêmes droits. Les problèmes d'un peuple, par exemple ceux du peuple juif, ne peuvent être résolus sur le dos d'un autre peuple. Nous ne demandons pas plus ni moins que quiconque sur cette terre. »

Nous allons constituer un comité de défense de Mounir Mansour en collaboration avec le comité de liaison constitué à Barcelone et nous nous adresserons à tous les défenseurs des droits démocratiques de ce pays pour qu'ils signent notre appel et participent au financement de la défense légale de Mounir. D'ores et déjà Ron Kovik, Dick Gregory, Elombe Brath et Ron Wilkins ont signé. Nous allons organiser un large soutien pour la défense de Mounir.

Revenons aux tâches décidées par le congrès mondial — ou plutôt leur absence. Quelles positions sur les tâches immédiates par rapport à l'offensive de restauration capitaliste à l'Est de l'Europe, et en Union soviétique ?

N'est-il pas évident que le congrès mondial n'a pu proposer aucune tâche de mobilisation contre cette offensive parce que le SU s'est adapté à ces gouvernements de coalition bourgeois (en dépit de toute la phraséologie « gauche ») parce qu'il est lié — pieds et poings — aux forces dites gorbatchéviennes, en URSS et ailleurs, qui en dépit de leurs affirmations contraires restent stalinienne et jouent aujourd'hui le rôle d'agent actif de l'offensive impérialiste dans ces pays.



Camarades, pour notre part nous étions à Barcelone parce que nous considérons de notre devoir élémentaire d'être les témoins d'un rassemblement qui regroupait des militants lutte-de-classe venus de plus de 50 pays pour mettre en œuvre des campagnes et actions précises visant à édifier un véritable parti international de classe — raison pour laquelle la IV<sup>e</sup> Internationale a été fondée au point de départ. Nous sommes convaincus que la résolution de la crise historique de la direction de la classe ouvrière ne peut être trouvée que si les trotskystes, appliquant la méthode du *Programme de transition*, gagnent les meilleurs combattants de la lutte des classes à leur programme, au programme historique de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Sur la base de ce que nous avons vu à Barcelone, et à la lumière de notre exclusion de Socialist Action, nous avons décidé de nous organiser avec le comité de liaison pour poursuivre ce but.

## LE SPECTRE DU LAMBERTISME HANTE TOUJOURS SOCIALIST ACTION

Camarades, vous êtes allés au congrès mondial en affirmant votre loyauté au SU et en vous engageant à mener une lutte de principes dans ce but pour les positions politiques de Socialist Action. Quel est le bilan de votre lutte dans le congrès mondial ?

Un camarade du Brésil que nous avons rencontré à Barcelone, Markus Sokol, nous a envoyé une lettre dans laquelle il décrit une réunion du Comité des relations internationales du Parti des travailleurs du Brésil, dont il est membre. A cette réunion, qui s'est tenue la dernière semaine de février, Joao Machado, partisan du SU au Brésil, a fait un rapport sur le congrès mondial du SU. Dans ce rapport il a dit qu'il y avait des délégués au congrès mondial qui défendaient des positions « *proches ou identiques* » à celle de Sokol, qui est un membre connu de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR (« *lambertiste* »). Il a également rapporté qu'il y avait au congrès un

représentant du comité central du PDS allemand et du Parti communiste soviétique, ce qui, selon Sokol, « *a surpris et intrigué les membres du Comité des relations internationales* ».

La raison pour laquelle nous mentionnons cette lettre du Brésil est que l'accusation que SA soit « *infiltrée par les agents lambertistes* » ou que ses positions politiques sont tout simplement celles des « *lambertistes* » venait de la direction du SU et qu'elle n'a pas été abandonnée malgré le fait que la direction de SA se soit efforcée d'affirmer sa loyauté à Ernest Mandel et Co en excluant les soi-disant « *agents lambertistes* ».

La même hostilité envers Socialist Action fut également exprimée pendant la discussion sur l'élection de Jeff M. à la direction du SU elle-même, une nomination qui a été rejetée massivement par les délégués au congrès. (Jeff M., Joanna M. et Steve B. des Etats-Unis ont été élus en raison de leurs liens fraternels à l'IEC, un organisme qui se réunit tous les uns ou deux ans).

Comme nous l'avons dit dans notre déclaration comme fraction publique, aussi longtemps que SA ne répudie pas explicitement les résolutions qu'elle a adoptées depuis sept ans, elle continuera à être traitée par la direction du SU et la grande majorité de ses sections comme des « *sectaires ultra-gauche* » ou un groupe « *crypto-lambertiste* ». Cela s'est révélé assez ouvertement dans la contribution de Braulio du Mexique au bulletin de discussion préparatoire au congrès et dans la déclaration de Machado à la direction du PT du Brésil.

Une autre indication sur la manière dont SA est considérée par la direction du SU provient de la bouche de Salah Jaber, considéré par beaucoup dans le SU comme une des dirigeantes les plus « *orthodoxes* », à un forum-débat soutenu par le ISG à Londres le 8 décembre 1990. Jaber a débattu avec Malik M. de Socialist Action devant environ 50 membres du groupe. Jaber a exprimé sans ambiguïté le mépris de la direction du SU pour Socialist Action et la tradition sur laquelle il est fondé. Le compte rendu



de la réunion (« *Compte rendu du meeting national* », pages 10 et 11) cite Jaber de la manière qui suit :

« Ceux qui vivent dans une maison de verre ne devraient pas jeter la pierre. Cela s'applique à Malik en particulier. Sa LTF (Fraction léniniste-trotskyiste) dans les années 70 a ruiné la IV<sup>e</sup> Internationale pendant toute une période. Il devrait dire au comité politique de SA à San Francisco qu'ils devraient examiner ce qu'ils ont fait dans la IV<sup>e</sup> Internationale avant que de s'attaquer à la majorité du SU.

Quel est le centre de ce débat ? Notre confiance en nous-mêmes et dans notre programme ? Eh bien, Socialist Action a cette confiance comme beaucoup d'autres petites sectes. Mais il faut écouter les révolutionnaires qui ne soutiennent pas notre politique et apprendre de leur expérience.

Nous ne convaincrions personne avec une méthode sectaire. Nous disons que le développement de la situation politique mondiale amène à la conclusion que nous ne détenons pas toutes les vérités...

Est-ce que l'auto-proclamation à la Lambert et Socialist Action est la voie en avant ? Les credos sont des icônes religieuses et Socialist Action fait de la politique à ce niveau-là. »

Ce mépris de la part de politiciens petits-bourgeois comme Jaber, supposé être le meilleur du lot, envers la politique prolétarienne de principe du SWP (avant Barnes), envers la LTF et envers Socialist Action résonne dans chaque phrase.

C'est le mépris affiché par ceux qui ont mis notre programme à la poubelle et sont à la recherche de pâturages plus verdoyants, de concert avec des forces petites-bourgeoises aux mêmes vues ; la plupart sinon tous parmi eux sont dans le camp de l'impérialisme.

En effet, comme nous l'avons dit plus haut, il ne suffit pas que la direction de Socialist Action fasse machine arrière et mette de côté ses positions passées, elle doit les répudier pour être accueillie dans la « famille » du SU comme membre loyal.

## QUEL EST LE BILAN DE L'INTERVENTION DE SOCIALIST ACTION ?

Alors quel est le bilan fait par le comité politique de la lutte politique de Socialist Action au congrès mondial ? Y a-t-il eu des acquis ?

Nous devons rappeler qu'une des raisons invoquées pour ne pas aller à Barcelone était que cela mettrait en danger notre lutte dans le SU. On nous a dit que nous avions beaucoup d'alliés internationaux qui faisaient rapidement mouvement vers nous, particulièrement l'ISG britannique, la tendance française Matti-Mathieu, les camarades indiens, Jan S. de Pologne, et peut-être d'autres. A certains moments, même le FIT, a-t-on dit, était un courant qui faisait mouvement vers nous. Eh bien, qu'en est-il ?

Camarades, comme vous le savez très bien, personne sauf Socialist Action n'a voté les résolutions internationales soumises par Socialist Action au congrès mondial.

Vous êtes allés à ce congrès en expliquant qu'une convergence était possible avec les camarades de la tendance Hudson-Clarke-Matti-Mathieu (HCMM) et qu'au minimum une déclaration commune (sur la base peut-être de notre résolution internationale) serait obtenue.

Les faits montrent que vous vous êtes bien trompés. Les camarades de HCMM ont soumis leurs propres documents, qui ont obtenu à peu près 7 % des voix au congrès mondial. Mis à part un vote occasionnel par certains membres de la tendance internationale (et quelques autres, comme les camarades danois), sur certains rapports particuliers de Socialist Action, il n'y avait aucun accord possible avec les camarades de HCMM. Il n'y a eu aucun projet de déclaration commune. Aucune tendance commune n'a été constituée.

Cela ne devrait pas étonner. Cette tendance est dominée par des gens qui sont extrêmement hostiles à SA et à son programme historique. Par exemple, non



seulement les camarades britanniques de la tendance HCMM qui avaient deux délégués ne se sont pas abstenus sur les principaux rapports et résolutions soumis par SA, mais ils ont en fait voté contre ! Voilà une base peu substantielle pour créer une tendance commune.

En fait, comme vous le savez, les deux camarades britanniques de la tendance HCMM sont allés jusqu'à annoncer la dissolution de leur tendance internationale à la réunion du Comité exécutif international qui a immédiatement succédé au congrès mondial. Et ils ont avancé pour ce faire la raison incroyable que les différences politiques avec la majorité du SU s'étaient atténuées pendant le congrès !

Et qu'en est-il des autres partisans potentiels des positions de Socialist Action, tant mis en exergue avant le congrès mondial ? Les camarades de la section indienne ne se sont même pas donné la peine de participer au congrès. En fait, il n'est pas même évident qu'il existe encore un groupe qui fonctionne en Inde. Depuis 7 ans, SA n'a jamais reçu un journal ou une revue de cette section. (Ce ne serait pas du tout impossible. La section espagnole s'est dissoute, la japonaise a explosé, et la section suédoise se réduit rapidement en taille et en influence...)

Et la France ? Pas un des quatre délégués de la tendance Matti-Mathieu n'a voté pour les résolutions de SA. Un petit courant s'est effectivement développé dans la LCR (dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris) qui a présenté les résolutions de SA au vote pendant la convention préparatoire au congrès mondial de la section française à la mi-janvier. Mais la direction de la tendance Matti-Mathieu s'est fortement opposée à ses camarades.

L'orientation politique des camarades de la tendance Matti (non pas la version aseptisée et orthodoxe coupée sur mesure exclusivement pour les conventions de Socialist Action) n'a pas grand-chose à voir avec le programme politique de SA. Notre résolution de tendance à l'intérieur de SA (« *Socialist Action doit constituer une Fraction publique*

*internationale* », Bulletin de discussion interne n° 2 de 1990) avait abordé cette question dans le détail.

## TROTSKY NOUS A-T-IL INDUITS EN ERREUR ?

Une autre indication éclairante sur la ligne politique de cette tendance est contenue dans un article récent écrit par l'un de ses animateurs, G. Filoche sous le titre « *Champagne et démocratie* ». Pas de surprise, l'article a été publié dans le dernier numéro de la revue de Pierre Broué, « *Le marxisme aujourd'hui* », de mars 1991.

Cela vaut la peine d'examiner l'article de Filoche de manière approfondie. Il commence son article par l'affirmation que les trotskystes n'étaient pas préparés à la révolution politique qui a déferlé à la fin des années 80 en raison du « *schéma idéaliste et gauchiste de révolution politique que nous avons appris de Trotsky* ».

La raison pour laquelle nous, trotskystes, n'étions pas à la tête du mouvement anti-stalinien, sous-entend Filoche, est que notre programme de fondation était défectueux et nous a amenés à « *sous-estimer la haine du peuple, des travailleurs, de la jeunesse pour le système hideux de la nomenklatura* ». (La raison n'est donc pas la mauvaise direction du SU, qui pendant des décennies a capitulé devant le stalinisme et ainsi fait obstacle au développement d'une direction fondée sur le *Programme de transition*.)

Selon Filoche, notre programme de fondation était également défectueux en ce qu'il nous a amenés à croire que la nationalisation des moyens de production dans les Etats ouvriers, malgré les crimes staliniens et la mauvaise gestion bureaucratique, représentait quelque chose de progressiste par rapport au capitalisme.

Les positions « *En défense du marxisme* » soutenues par Trotsky et Cannon pendant les discussions avec Burnham et Shachtman, nous dit Filoche de manière indirecte, étaient erronées. « *Sans la dé-*



mocratie », affirme-t-il, la nationalisation des moyens de production « *ne représente pas un progrès par rapport au capitalisme* ».

Il écrit :

« Si nous, militants trotskystes, devons réfléchir sur notre activité, nous redéfinir, et examiner de manière critique ce que nous sommes depuis une décennie qui a vu l'écroulement des dictatures stalinienne, nous mettrions certainement en évidence une sous-estimation de notre part de la haine du peuple, des travailleurs, de la jeunesse pour le système hideux de la nomenklatura...

Les crimes staliniens ont été mis à jour dans toute leur horreur, non seulement par la découverte des goulags et des cimetières de masse, mais également et surtout par la destruction des acquis d'Octobre. La bureaucratie a pu piller, désorganiser, détruire les avantages qui auraient pu revenir aux travailleurs de par la planification nationalisée et la nationalisation des moyens de production...

Voilà l'origine des révoltes, de Varsovie à Sofia, de Bucarest à Prague contre ces systèmes qui ne constituaient rien de progressiste et n'étaient en rien une amélioration par rapport au capitalisme.

Sans liberté, sans indépendance, le socialisme est impossible... Sans la démocratie il ne peut y avoir de socialisme. Sans la démocratie, la nationalisation des moyens de production devient une économie de commande inefficace et ne peut par et en elle-même représenter un "progrès" par rapport au capitalisme. Quand le prolétariat perd la démocratie, il perd tout, même ses conquêtes sociales...

Nous avons partagé les sentiments révolutionnaires des peuples d'Europe de l'Est, même si ces sentiments n'ont pas produit le schéma idéaliste et gauchiste de révolution politique que nous avons appris de Trotsky. » (Les caractères gras sont mis en évidence par nous.)

Cette position a une histoire dans notre mouvement. L'opposition petite-bourgeoise dans le SWP à la veille de la Deuxième Guerre mondiale soutenait que l'Etat ouvrier soviétique ne devait pas être défendu contre l'impérialisme à cause des crimes du stalinisme qui

avaient détruit les acquis d'Octobre et plongé le pays dans un abîme pire que le capitalisme. Aussi mauvais que soit le capitalisme, disait cette minorité contre Trotsky, au moins il offrait la démocratie même formelle et limitée.

Trotsky caractérisait ces idées comme la gangrène du programme du marxisme révolutionnaire. Il soutenait que les acquis d'Octobre vivaient dans la conscience des masses malgré les horreurs et les crimes de Staline. Il expliquait que la raison pour laquelle nous défendons les Etats ouvriers contre la « démocratie » impérialiste est que l'existence de l'économie planifiée et des formes de propriété nationalisée représente un pas en avant historique pour l'humanité malgré la corruption, la mauvaise gestion et la répression de la caste bureaucratique stalinienne.

Filoche à présent est en désaccord avec Trotsky, à tel point qu'il caractérise ses idées contenues dans « *La Révolution trahie* » et dans « *En défense du marxisme* » comme « *idéalistes* » et « *gauchistes* ». En d'autres termes, Trotsky n'aurait pas compris pleinement la place centrale de la démocratie dans la lutte contre la bureaucratie. Au contraire, Trotsky est accusé de s'être cramponné à la fausse opinion que les masses se battraient pour conserver l'économie planifiée, nationalisée, en même temps qu'elles se battraient pour déloger la bureaucratie stalinienne. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent, soutient Filoche, et donc Trotsky s'est trompé.

Il élève la question de la démocratie au-dessus de toutes les autres questions, mais il est intéressant de noter qu'il utilise le terme dans tout son article sans en donner son contenu de classe. Il parle de la démocratie parlementaire comme étant progressiste « *bien que limitée* » et soutient qu'elle devrait être complétée par des formes de démocratie directe. Mais pas une seule fois ne se réfère-t-il (et encore moins ne défend-il) le modèle des soviets, des conseils ouvriers constitués par la révolution d'Octobre qui représentait la forme la plus démocratique jamais développée dans l'histoire de



l'humanité. Dans un article de ce genre, l'exemple de la démocratie soviétique aurait dû être présenté comme notre modèle, comme notre voie en avant vers la révolution politique. L'omission de Filoche révèle une conception petite-bourgeoise de la démocratie.

Aussi révélateur de cette conception est le fait qu'il reproche aux bolcheviks d'avoir privilégié les travailleurs quand il écrit :

« Les sandinistes (contrairement aux critiques émises par Fidel Castro) ont eu raison d'instituer le suffrage universel pour tous (pour les élections de février 1990). » (Les bolcheviks, dans leur première Constitution et sans prétendre aucunement qu'ils offraient là un modèle, avaient refusé le droit de vote aux patrons, aux dirigeants religieux, aux marchands, aux agents du tsar, et avaient découpé les districts électoraux de manière inégale afin de privilégier grandement les concentrations ouvrières.)

Mais quelles sont les conséquences de ces opinions pour aujourd'hui ?

Elles sont au nombre de deux. Tout d'abord, il met complètement en sourdine les dangers de la restauration capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique, soutenant que cela puisse être un stade nécessaire dans le processus révolutionnaire, un préalable pour l'avancée de la révolution politique.

« La restauration du capitalisme en Europe de l'Est et en Union soviétique ne s'effectuera pas demain, et même si elle s'effectue, cela se fera seulement dans certains secteurs et les travailleurs feront vite l'expérience de la nouvelle exploitation et se débarrasseront des illusions qui les ont freinés. »

Cette position est réactionnaire de bout en bout. C'est ce qui permet de défendre Petr Uhl en Tchécoslovaquie, lui qui soutient de la même façon que la création de l'économie planifiée dans son pays a représenté un pas en arrière. C'est là la raison pour laquelle sa tendance internationale peut être dissoute (parce que les divergences avec la majorité du SU se seraient atténuées) malgré le fait que Uhl, Mandel, Oliver MacDonald, Buzgalin et Kolganov, c'est-à-dire tous les porte-parole de la nouvelle ligne

du SU, prônent le démantèlement de l'Etat ouvrier.

La deuxième conséquence trouve également son expression dans cet article. Il applaudit les élections démocratiques au Nicaragua, mais déplore le fait que des « élections libres » ne soient pas organisées à Cuba. Ses critiques de la direction cubaine sont émises du point de vue de la démocratie bourgeoise parlementaire, non pas de celui de la démocratie des travailleurs (soviets). Son appel à des « élections libres » à Cuba, en fait, ne peut être distingué de celui des impérialistes qui par cette campagne cherchent à renverser la révolution.

Dans ce sens, il n'est pas étonnant que les camarades de la tendance Matti-Mathieu ne pouvaient voter pour la résolution internationale de SA, ou même pour le résumé, qui polémique vivement contre les avocats de la démocratie bourgeoise parlementaire à Cuba et ailleurs.

## LA POLOGNE ET LA DISCIPLINE DU SU

Et la Pologne ? Le groupe que SA a soutenu n'a pas obtenu de reconnaissance officielle comme groupe au congrès mondial. Seulement deux personnes dans toute la Pologne, Jan S. et Jozef Pinior, ont été reconnues par le congrès mondial à titre individuel. Jan S., d'ailleurs, a soutenu pleinement la tendance internationale HCMM, et pas les documents de SA.

La motion adoptée par le congrès mondial sur la Pologne, de plus, somme SA, en termes très clairs, d'arrêter son soutien au groupe polonais de Jan S. La motion déclare que

« toute activité politique publique menée par des membres de la IV<sup>e</sup> Internationale dans ces pays (Europe de l'Est et URSS) est faite sous le contrôle de la commission (constituée par le congrès mondial) et sous la supervision du bureau, en consultation avec les camarades des pays concernés, pour aussi longtemps que des sections n'ont pas été reconnues dans ces pays. Toute assistance financière donnée par des membres de la IV<sup>e</sup> Internationale pour des



activités dans ces pays doit être envoyée par l'intermédiaire du fonds central établi. L'utilisation de ce fonds est sous le contrôle de la commission du SU. »

SA peut-elle s'attendre à faire entendre ses opinions dans une commission nouvellement constituée qui sera sous la direction politique de ceux qui ont si manifestement capitulé devant le stalinisme ? Jan S. peut-il faire entendre ses opinions, alors que Pinior est visiblement plus « *dans le mouve* » de la commission du SU, vu son rejet ouvert du léninisme ?

Et l'interdiction faite par le congrès mondial, organe suprême de décision du SU, au SA de continuer sa collaboration avec le groupe en Pologne ? Passer outre à cette interdiction équivaut à rompre avec la discipline du SU, que SA décide ou non de l'inscrire sur le papier dans des termes tels que « *nous ne reconnaissons pas le centralisme démocratique international* ».

Camarades, nous ne pouvons pas ne pas noter l'ironie du fait que quand nous, la minorité du NC, avons appelé à rompre avec la discipline du SU si celle-ci faisait obstacle à notre capacité à défendre et à appliquer notre programme internationalement, nous ayons été caractérisés comme des « *scissionnistes* » et des « *agents lambertistes* ». Maintenant SA se trouve placée dans une position où soit elle abandonne ses « *amis d'idée* » polonais, soit elle se trouve forcée de rompre avec la discipline du SU.

Mais si la direction de Socialist Action décide de défier le congrès mondial, cela ne la place-t-il pas dans une « *trajectoire de scission avec la IV<sup>e</sup> Internationale* » ?, cela ne confirme-t-il pas le jugement de la majorité du SU que SA demeure une organisation crypto-lambertiste ?

Camarades du comité politique : vous n'avez obtenu aucun soutien pour les positions adoptées par Socialist Action au congrès mondial parce que vous n'aviez aucun soutien pour ces positions au départ.

Le groupe Hudson-Clarke est hostile à Socialist Action et à ses traditions

depuis aussi longtemps que nous les connaissons. Cette vérité, que la majorité de la direction de Socialist Action s'est refusée à admettre, a été confirmée par les votes au congrès mondial. Elle a également été confirmée par le procès-verbal de sa propre tendance.

Le procès-verbal de la Tendance A, la tendance dans l'ISG britannique formée par Hudson et Clark, du 10 octobre 1990 cite Hudson comme suit :

« Hudson : il y a eu une scission au niveau du comité politique (de SA) et à l'intérieur de la branche de San Francisco par un groupe pro-lambertiste dirigé par Alan B. et Ralph S.

Quel a été le rôle d'Alan B. joué dans tout cela pour SA ? Il était le rédacteur absolument central sur l'Internationale et sur les questions reliées, bien que c'était été plus souvent Jeff M. qui participait aux réunions internationales du SU. Benjamin est l'auteur de trois documents de la TPFI et ils peuvent être facilement identifiés, particulièrement « *la crise s'approfondit dans la IV<sup>e</sup> Internationale* », comme des textes scissionnistes.

Mais si Socialist Action considère que la majorité est révisionniste, quelle est l'appréciation que la tendance porte sur eux ?...

Nous avons mené un dialogue constant avec Jeff et la SA mais ils se sont impatientés. Le SU n'est pas révisionniste. Ils traversent une crise idéologique et une crise de confiance en eux-mêmes... »

Ainsi pour Hudson, les documents adoptés par SA sont des « *textes scissionnistes* ». Dans un autre procès-verbal, celui-là du 10 décembre 1990, on apprend non seulement la politique du groupe britannique mais aussi le rôle honteux joué par Malik M. dans sa tournée de décembre en Grande-Bretagne. Le procès-verbal relate :

« Point 1 : Il y a eu une discussion avec Malik de SA qui était ici pour notre réunion, etc. Il a défini les positions soumises par les Américains au congrès mondial jusqu'à présent et celles-ci sont bien documentées.

Il a surtout parlé des dangers de la scission du courant pro-lambertiste dans leurs rangs et comment on en est arrivé là faute de s'en être occupé. Puis il a dit



que SA commence à s'occuper des questions posées par le courant AB, et qu'ils sont en passe de s'isoler complètement.

Phil a répondu pour TA (Tendance A) en déclarant que ce serait une erreur d'accepter d'aller à Barcelone en janvier. Il était satisfait de l'opinion personnelle de Malik qui est plus proche de TA que les vues traditionnelles de Socialist Action, et cela nous donne quelques espoirs pour l'avenir. Nous espérons que TPFI (la tendance internationale de Socialist Action) rompra avec leurs documents et les réécriront car ils sont caractérisés par nous comme étant des textes scissionnistes, mais nous verrons... »

Ainsi, selon ce procès-verbal, Malik a informé ses camarades de l'ISG qu'il est plus en accord avec TA qui rejette non seulement nos résolutions mais aussi toute la tradition LTF sur laquelle nous sommes basés, qu'il ne l'est de Socialist Action ! C'est ce même Malik M. qui a été envoyé en Grande-Bretagne pour défendre le programme de SA et qui était un représentant fraternel pour Socialist Action au congrès mondial !

Camarades, il n'y avait rien à attendre de ce congrès mondial et rien à y gagner. Les cartes étaient jouées avant même l'ouverture du congrès mondial. La seule chose qu'il vaille la peine de remarquer sur ce congrès en tant que tel est à quel point le SU s'est enfoncé dans son abandon et sa liquidation du trotskysme.

## LA NOUVELLE LIGNE DE SOCIALIST ACTION

Mais il y avait une question qui concernait énormément SA et qu'il fallait clarifier au congrès mondial : la question de savoir lequel des trois groupes sympathisants des USA serait reconnu comme section fraternelle du SU (dans les limites de la loi des USA).

Le comité politique de SA a voté une résolution publiée dans le numéro de décembre du journal, appelant le congrès mondial à reconnaître SA comme la section du SU aux Etats-Unis. Nous, la minorité, avons soutenu cette résolution car, malgré nos grands différends avec le cadre du SU, nous pensions que

seule SA pouvait se réclamer de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis, pas la FIT et certainement pas la prétendue « *FI Caucus in Solidarity* » (Noyau de solidarité avec la IV<sup>e</sup> Internationale ?)

## ET QU'A DÉCIDÉ LE CONGRÈS MONDIAL ?

La motion majoritaire de la commission du SU, soumise par Clelia, Ken, Daniel et Claudio, a été approuvée par les délégués. Elle établit :

« 1. Le congrès mondial reconnaît le fait qu'une situation anormale existe dans notre mouvement aux Etats-Unis. Nos forces sont divisées entre trois organisations. Nous reconnaissons aux SA, à la FIT et la FIC des droits comme membres à part entière de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les mesures de la compatibilité avec les lois américaines.

2. En même temps nous appelons les trois organisations à avancer vers une solution à cette situation en :

a) entreprenant des discussions communes dans le but d'aboutir à des points d'accord politique,

b) de rechercher des points d'accords sur des activités politiques communes, y compris des campagnes communes sur des objectifs de la IV<sup>e</sup> Internationale comme la coordination d'un travail dans le mouvement de masse aux USA.

3. Le SU et le CEI doivent prendre des initiatives pour faciliter ce processus, et le congrès mondial appelle toutes ses sections à agir de façon à l'encourager. »

Cette motion, de toute évidence, va dans le sens d'un appel à la fusion des trois organisations. Socialist Action a soumis une motion contradictoire à celle de la commission. Il nous faut citer cette résolution in extenso et l'examiner avec attention.

Il y est dit :

« Motion de Socialist Action soutenue par la minorité de la commission du SU (Matti) :

Depuis le dernier congrès mondial, le SWP a quitté la IV<sup>e</sup> Internationale. Il reste en conséquence trois groupes organisant des membres de droit de la IV<sup>e</sup> Internationale, comme cela a été décidé au XII<sup>e</sup> Congrès : Socialist Action, la FIT et la FIC.



Ces trois organisations ont eu six ans pour faire leurs preuves dans l'action. Au bout de ces six années, il est clair que la majorité absolue des membres de la IV<sup>e</sup> Internationale sont dans Socialist Action, qui est une organisation nationale, fonctionnant sur la base des principes léninistes, agissant comme un parti dans le mouvement des masses et publiant un journal régulier. Socialist Action demande à être reconnue comme section, et sur la base de critères objectifs ce parti est sans aucun doute dans la position la meilleure pour que lui soit accordée cette reconnaissance (dans la limite des compatibilités avec la loi américaine).

La FIT cependant, dont les membres sont à peu près la moitié du nombre de ceux de Socialist Action, se bat également pour construire un parti révolutionnaire aux USA. Ils devraient garder tous leurs droits comme membres de l'Internationale et le XIII<sup>e</sup> Congrès mondial recommande la fusion avec Socialist Action sur la base du respect de tous les droits démocratiques.

La FIC travaille sur des axes différents dans Solidarity. Elle ne demande pas sa reconnaissance comme section, et ne se prononce pas publiquement pour la construction d'une section de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils sont cependant membres de droit de la IV<sup>e</sup> Internationale et il ne s'agit pas de les priver de ce droit. Le XIII<sup>e</sup> Congrès mondial recommande la recherche de moyens pour aboutir à une fusion et un travail commun avec Socialist Action et la FIT.

En conséquence :

1. Socialist Action est la section. Le XIII<sup>e</sup> Congrès mondial recommande que Socialist Action facilite la fusion et le travail en commun avec la FIT et la FIC, dans le respect de leurs droits démocratiques.

2. FIT : Leurs membres sont membres de droit de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le XIII<sup>e</sup> Congrès recommande la fusion avec Socialist Action.

3. FIC : Leurs membres sont membres de droit de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le XIII<sup>e</sup> Congrès recommande la fusion avec SA et la FIT. »

Camarades, s'il faut en croire nos yeux, vous avez présenté une motion appelant à la fusion avec la FIT et la FIC

Caucus de Solidarity. C'est là une violation de ce qu'était la position traditionnelle de l'organisation.

Camarades, ce qui est en question ici ce n'est pas le fait que tant la FIT que la FIC ont soutenu tous les rapports et résolutions présentés par la majorité du SU au congrès mondial sans exception — aussi horrible que cela soit. La question ici, c'est celle de la nature même de l'organisation que Socialist Action aspirait à construire aux Etats-Unis.

Votre résolution appelant à nous exclure prétend défendre les principes troskystes-léninistes traditionnellement défendus par notre mouvement. Votre motion au congrès mondial — tout comme notre exclusion comme membres fidèles au parti — démontre que cette prétention est un mensonge.

Dans d'innombrables documents et lettres aux sections, la direction de Socialist Action s'est battue contre toute organisation commune des « *projets de la IV<sup>e</sup> Internationale* » (tournées avec Mandel, Verla, etc.) avec la FIC. Cela a toujours été un motif de divergence majeure avec la FIT, qui proclamait que nous étions sectaires à l'égard de la FIC en refusant de les reconnaître comme un courant légitime de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis.

Oui. Nous refusons de légitimer d'une quelconque façon les prétentions de la FIC à avoir quoi que ce soit en commun avec la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme. Nous n'avons jamais été d'accord avec la reconnaissance de la FIC comme groupe sympathisant du SU. En fait, nous avons constamment souligné le fait que c'était là un signe indicatif de la crise et de la dégénérescence du SU.

Pour nous la FIC/Solidarity — en réalité la FIC s'est dissoute dans Solidarity — était un groupe qui avait franchi les frontières de classe en soutenant les démocrates et avait abandonné le marxisme et le léninisme. Nous l'avions caractérisé comme un courant petit-bourgeois sur la voie de l'abandon total de toute politique révolutionnaire.



Nous avons refusé d'organiser quoi que ce soit en commun avec ce groupe renégat. L'idée que nous puissions appeler à une fusion avec ce groupe est impensable.

Pour Socialist Action, la question de la FIC était une question de principe politique — pas de tactique. Ils ont permis à des membres de leur organisation de soutenir les démocrates (comme Cooperman et Kramer). Ils ont soutenu Bernie Sanders à Vermont alors qu'il se présentait pour la première fois au Congrès comme le porte-parole de la coalition Arc-en-ciel de Vermont du Parti démocrate. Ils l'ont soutenu une nouvelle fois, alors que Sanders avait promis de rejoindre le groupe du Parti démocrate au Congrès s'il était élu — ce qu'il a fait. Ils ont soutenu une série de campagnes électorales prétendument « indépendantes » comme celle de Jackie Goldberg au comité directeur des écoles de Los Angeles. Goldberg est un membre connu du Parti démocrate des cercles staliniens. La liste peut être allongée. Toutes ces objections de principe à la politique de la FIC ont été couchées par écrit à de multiples occasions.

Et voilà que soudain, en violation ouverte des positions adoptées par Socialist Action, la délégation du comité politique au congrès mondial (six de ses membres ont été observateurs à tour de rôle) soumet une motion appelant à une fusion avec la FIC ! Soudain, la direction de Socialist Action explique que le soutien aux Démocrates n'est pas un obstacle à l'appartenance à Socialist Action. (Il faut noter que la FIC n'est jamais revenue sur son soutien passé aux Démocrates).

Cet abandon politique de notre programme est scandaleux — mais non pas surprenant car il procède de l'abandon généralisé par la direction de la politique de Socialist Action comme produit de sa fidélité destructrice au cadre du SU.

Cet abandon a d'ores et déjà eu des conséquences pratiques dans notre pays. Quelques semaines à peine après le congrès mondial du SU, Socialist Action est co-organisateur d'une tournée aux

USA de Ernest Mandel. En violation des principes de Socialist Action et de ses positions passées, cette tournée est également organisée par la FIT et la FIC Solidarity. Indépendamment des positions qu'on peut attendre de Mandel (lors de son dernier passage, Mandel avait constamment fait référence au « camarade Yeltsine », à la grande surprise d'une grande partie de son auditoire), les travailleurs et les étudiants qui participeront à ces réunions s'entendront dire qu'il y a trois courants égaux représentant la IV<sup>e</sup> Internationale dans ce pays. La FIC, qui n'existe même pas comme organisation autonome au sein de Solidarity, sera en conséquence présentée par Socialist Action comme un courant légitime de la IV<sup>e</sup> Internationale. Peu importe son soutien aux Démocrates et son abandon ouvert du léninisme !

Voilà camarades, ce contre quoi nous vous avions averti lorsque nous parlions de « *SUciation* » de Socialist Action. A notre grand étonnement, ce processus s'est développé beaucoup plus rapidement que nous ne le pensions. Mais cette « *normalisation style Mandel* » ne pourra conduire tôt ou tard qu'à la destruction de Socialist Action comme parti trotskyste. Il en est impossible autrement.

---

### TROTSKYSME ET RÉVISIONNISME SONT INCOMPATIBLES

---

Camarades, si nous vous adressons cette lettre, ce n'est pas pour dire que nous avons raison au sujet du SU et du congrès mondial. Cela a été suffisamment prouvé ici, si preuve était nécessaire, de la nature liquidatrice du SU. Les preuves sont indéniables, et vous le savez.

Mais nous sommes des militants révolutionnaires sincères, et conscients que Socialist Action regroupe en son sein nombre de militants, y compris à la direction, qui sont sincèrement attachés au combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale et pour aider la classe ouvrière à résoudre la crise de direction révolutionnaire à l'échelle mondiale.



Vous avez commis une grave erreur en nous excluant, camarades. La plupart des vieux militants dans et autour du parti, des camarades qui ont des décennies d'expérience dans notre mouvement, vous l'on dit.

C'est aussi une opinion très répandue parmi les militants, comme vous le savez certainement. Mais il est encore temps d'éviter de commettre une autre grave erreur.

Camarades, si Socialist Action décide, après ce congrès mondial, de rester dans le SU et loyal à sa discipline, pour reprendre les paroles de Carole S. ; si, reprenant les affaires courantes, vous décidez de siéger (comme observateurs fraternels) avec Jacob Monetta, Petr Uhl, les dirigeants du NSSP ceylanais, les dirigeants suisses au CEI, s'ils sont partie prenante d'une organisation qui développe ces positions, le prix sera lourd à payer pour Socialist Action dans son ensemble.

Contraints par votre décision d'exclusion de construire notre propre organisation, nous ne pensons pas que nous pouvons nous désintéresser de l'avenir de Socialist Action, un parti à qui nous avons été fidèles et au programme duquel nous restons fidèles.

Nous sommes convaincus de représenter la continuité de Socialist Action ; il sera difficile de nous empêcher de combattre pour sauver ce parti — et tous ceux qui restent fidèles à notre programme historique dans le SU — au compte du trotskysme. C'est pourquoi nous sommes prêts à ouvrir le débat à tous les niveaux, entre les directions, les branches, les militants de Socialist Action et Socialist Organizer.

Nous sommes prêts à ouvrir la discussion pour tirer jusqu'au bout les leçons de ce congrès mondial, pour discuter du bilan de la Conférence de Barcelone — ce que vous avez rendu impossible en nous excluant.

Nous voulons aussi discuter des campagnes que nous pourrions mener en commun.

Il y a par exemple la lutte pour libérer Mounir Mansour. Nous pensons que Socialist Action a une responsabilité particulière dans la participation active à cette campagne internationale. Mounir est un défenseur des positions historiques du SWP et de SA.

Il a mis sa vie en jeu pour défendre les positions politiques que nous défendons. Il ne s'agit pas seulement de la solidarité élémentaire due à une victime de la répression sioniste. C'est un devoir des trotskystes de défendre leurs camarades de lutte.

Il y a aussi la campagne à l'appel de Yu Wu pour le meeting international à Hong-Kong au printemps. Nous envisageons également des tournées des militants lutte de classe en Union soviétique et en Europe de l'Est, tout comme à Haïti et en Afrique.

Nous avons un programme d'activités ambitieux, rendu possible par notre participation au comité de liaison de Barcelone, dont nous pensons qu'il peut aider à ancrer notre programme parmi des cercles plus larges d'étudiants et de travailleurs qui peuvent nous aider à lutter pour un parti ouvrier, pour un parti noir, et pour une Internationale ouvrière.

Camarades, le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale a besoin du rassemblement de toutes les forces de ceux qui sont sincèrement attachés à la préservation et à la mise en œuvre de ce programme. Ce combat ne se fera pas, ne se fait pas dans le cadre du Secrétariat unifié. Et ce combat ne peut exister que s'il est inscrit dans une perspective internationale.

Pour notre part, nous considérons avoir agi de façon à la fois responsable et conforme aux principes. Nous voulons espérer que vous saurez, à temps, agir de même de façon responsable et conforme aux principes — en acceptant d'ouvrir loyalement et à égalité la discussion entre nos deux organisations.

La preuve irréfutable a été faite dans le congrès mondial du SU que le trotskysme et le révisionnisme liquidateur sont incompatibles.



Ceux qui sont trotskystes doivent tirer toutes les conclusions de cette période passée et agir en commun pour forger l'instrument nécessaire — le parti de combat léniniste fondé sur le programme historique de la IV<sup>e</sup> Internationale —

dont la classe ouvrière a besoin dans son combat pour son émancipation.

Fraternellement,

**Alan Benjamin,**  
pour le comité de direction  
de Socialist Organizer

A l'occasion de la sortie de l'index des *Œuvres*  
de Léon Trotsky

## Offre promotionnelle

• Première série (1933-1940)

Tome 1 à tome 24

40 francs l'unité.

Lots :

Tomes 1, 2, 3, 4 (100 F)

Tomes 11, 12, 13, 14 (100 F)

Tomes 15, 16, 17, 18 (100 F)

Tomes 19, 20, 21, (100 F)

Tomes 22, 23, 24 (100 F)

Collection complète

Tomes 1 à 24 + Index (600 F)

• Deuxième série (1928-1933)

Tome 1 (50 F)

Tome 2 (60 F)

Tome 3 (50 F)

• L'Index des *Œuvres* :

30 F l'unité

(franco de port au-delà  
de 5 exemplaires)

Tous règlements par chèque libellé à l'ordre d'APIO

Commandes à adresser à :

APIO - M. Kalandra, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



## Notes de lecture

# Une réédition attendue, le livre de Paul Frölich sur Rosa Luxemburg

Le livre que les Editions L'Harmattan viennent de rééditer avait paru chez Maspéro en 1965 et il était épuisé depuis longtemps. Tous les militants, disons, tous ceux pour qui la lutte émancipatrice internationale de la classe ouvrière n'a rien perdu de son actualité, devraient s'empresse de se le procurer, s'ils ne l'ont déjà. Il reste en effet la meilleure introduction à « *la pensée et à l'action* » — tel était le sous-titre original du livre — de Rosa Luxemburg.

Or Rosa Luxemburg, arrêtée et abattue en même temps que Karl Liebknecht le 15 janvier 1919, à Berlin, par des hommes des Corps francs au service du gouvernement social-démocrate, reste un des grands continuateurs de la pensée et de l'action de Marx. Trotsky concluait d'ailleurs un article qu'il lui consacrait dans *La Vérité* en juillet 1935 par ces mots : « (...) Nous pouvons de plein droit placer notre travail pour la IV<sup>e</sup> Internationale sous le signe des "trois L", c'est-à-dire non seulement sous le signe de Lénine, mais aussi sous celui de Luxemburg et de Liebknecht. »

Rosa Luxemburg, militante de la social-démocratie polonaise, puis allemande, avait joué un rôle important dans la lutte contre le « révisionnisme » de Bernstein, participé à la révolution de 1905 en Pologne et était devenue l'une des figures de proue de la gauche social-démocrate allemande. Dès le 4 août 1914, elle avait animé le petit noyau internationaliste qui allait devenir le « groupe Spartakus » et en décembre 1918 elle participait à la fondation du Parti communiste allemand.

Paul Frölich (1884-1953) a lui aussi participé à la fondation du Parti communiste allemand. Exclu en 1928, il a été parmi les dirigeants du S.A.P. dans l'émigration. Son livre sur Rosa Luxemburg est paru pour la première fois en 1939, à Paris mais en allemand, et il a fallu donc attendre 1965 pour que paraisse une édition française, introuvable depuis longtemps, et 1991 pour qu'il soit de nouveau disponible.

Entre temps, de nombreuses correspondances et autres matériaux intéressants ont été retrouvés et ont enrichi notre connaissance de la personnalité de Rosa Luxemburg, d'autres livres lui ont été consacrés. Pour ne citer que les principaux : il y a eu, en 1972, la traduction, chez Maspéro, du livre en deux volumes de J.-P. Nettl, universitaire anglais, assez étranger aux problèmes de la lutte de classes, ce qui fait que son ouvrage, très documenté, ne fait pas vraiment comprendre les ressorts de la pensée et de l'action de Rosa Luxemburg. Il y a eu en 1975 le gros livre de Gilbert Badia « *Rosa Luxemburg, journaliste, polémiste, révolutionnaire* », dont les analyses sont forcément entachées par son stalinisme. Il y a eu l'an dernier chez Belfond le livre de Elzbieta Ettinger : « *Rosa Luxemburg, une vie* » qui ne s'intéresse qu'aux amours de Rosa Luxemburg et fait preuve d'une assez belle incompréhension de la dimension politique.

Tout cela pour dire que les analyses que fait Paul Frölich des ouvrages de Rosa Luxemburg, de ses polémiques contre Bernstein, contre Kautsky ou avec



Lénine, etc., sont encore celles qui font preuve de la meilleure compréhension. Pour avoir rallié le Parti social-démocrate à son retour en Allemagne en 1950, il n'en était pas moins honnête envers son passé et n'a pas corrigé l'édition parue de son vivant en Allemagne de l'Ouest. Sa veuve, par contre, l'a fait pour l'édition suivante et souhaitait qu'il en fût de même dans l'édition française, mais la traductrice s'est permis de rétablir le texte original. Cela n'est pas précisé dans la nouvelle édition de L'Harmattan qui est un simple reprint, pour des raisons d'économie.

En conclusion, lisez donc le livre de Paul Frölich, il vous donnera sûrement

envie de lire ou de relire « *Grève de masses, parti et syndicats* », « *Réforme ou révolution* », « *La Révolution russe* », ou qui sait, même « *L'Accumulation du capital* », ou, si vous n'en avez pas le temps, il vous en donnera en tout cas un fidèle résumé.

On n'est pas forcément d'accord avec la façon dont il apprécie le rôle de Rosa Luxemburg dans les débuts de la révolution allemande par comparaison avec celui de Lénine et de Trotsky dans la révolution russe, mais il pose les problèmes, des problèmes qui restent d'actualité.

Jacqueline Bois

---

## ***Gracchus Babeuf avec les Egaux*** **de Jean-Marc Schiappa**

La parution du livre de Jean-Marc Schiappa, « *Gracchus Babeuf avec les Egaux* » (1) est opportune pour plusieurs raisons.

Tout d'abord — et il suffit d'ailleurs pour s'en rendre compte de jeter un coup d'œil à la bibliographie qui conclut l'ouvrage de J.-M. Schiappa — la personnalité de Babeuf, l'histoire de ses idées et de son action n'ont guère suscité l'intérêt d'historiens en France. Si l'on fait exception des actes du colloque d'Amiens consacré à Babeuf en 1989 (dont la parution est annoncée), il faut remonter au moins dix ans en arrière pour trouver des ouvrages français « nouveaux ». Et le livre de l'historien soviétique Daline, « *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Révolution française* » demeure, comme le dit J.-M. Schiappa, « *l'œuvre majeure* » (2).

Si d'une manière générale l'histoire officielle tend à oublier Babeuf et son combat, il apparaît de surcroît que le bi-

centenaire de la Révolution française n'a pas provoqué, de la part de celle-ci, un regain d'intérêt pour l'homme dont Engels disait qu'avec ceux qui « *prirent part à sa conspiration* », il avait tiré de « *la démocratie de 1793 les conclusions les plus poussées qui pouvaient l'être à l'époque* ».

Il est vrai que dans les célébrations organisées il y a deux ans, dans le cadre des institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République, la « *démocratie de 1793* » n'était guère à l'honneur et que les chantes du « consensus » pouvaient difficilement se réclamer de l'homme qui avait proclamé : « *Qu'est-ce qu'une révolution politique ? Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres.* »

Enfin, dans une période où de toutes parts on dénonce le « communisme » en tentant de l'assimiler — comme l'a fait la bureaucratie stalinienne — à la dictature de la bureaucratie et à la faillite de



celle-ci, il est utile de rappeler comment Babeuf, tirant de l'expérience de la Révolution française « *les conclusions les plus poussées qui pouvaient l'être à l'époque* », s'imposait comme le pionnier du communisme. « *Plus de propriété individuelle des terres !* », proclame le « *Manifeste des Egaux* » de 1795. « *Nous réclamons, nous voulons la jouissance commune des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde.* »

Notre revue, qui a publié un numéro centré sur la défense du communisme et un numéro spécial à l'occasion du bicentenaire de juillet 1789 — numéro auquel J.-M. Schiappa a collaboré — (3), se devait de saluer la parution de « *Gracchus Babeuf avec les Egaux* » et d'en recommander la lecture à tous ceux pour qui les leçons passées du combat émancipateur sont nécessaires aux luttes actuelles.

Cela est d'autant plus utile et aisé que l'ouvrage de J.-M. Schiappa répond au besoin créé par la rareté d'études consacrées à Babeuf. Son livre a le mérite d'être à la fois rapide et dense. Il trace d'une plume alerte et passionnée — car l'auteur est animé d'un enthousiasme réfléchi pour le révolutionnaire Babeuf — un portrait vivant de Babeuf et rappelle clairement les étapes de son action. Dense, car dans les deux cent cinquante pages de son livre sont réunis des éléments considérables d'information sur l'action et la pensée de Babeuf, une réflexion sur la manière dont se sont formées ses positions.

Le livre répond à son titre, il s'agit bien d'une biographie de Babeuf « *avec les Egaux* ». C'est dire qu'un élément particulièrement intéressant qu'on y trouve est un aperçu du rassemblement organisé de « *militants d'origines différentes* » — comme nous dirions aujourd'hui — que leurs expériences et leurs réflexions conduisent à se regrouper pour agir ensemble.

Tâche difficile à cause des circonstances dans lesquelles elle se déroule : la réaction l'emporte et la répression frappe. Tâche difficile aussi sur le terrain « *théorique* » car il s'agit de commencer à comprendre les limites historiques de la Révolution française, en même

temps que la signification de ces épisodes essentiels. On sait les confusions et les contradictions qui marquèrent la réflexion de Babeuf au lendemain du 9 thermidor ; comme le dit Babeuf lui-même, « *réapprendre est plus difficile qu'apprendre* ». Remarque profonde qui, au-delà des circonstances particulières auxquelles elle se rapporte, vaut pour des militants révolutionnaires à chaque moment essentiel de la lutte des classes

On verra ainsi, au travers de l'histoire de la Conjuración des Egaux, de l'élaboration de sa plate-forme programmatique, comment se constitue ce que Karl Marx a défini comme « *la première apparition d'un parti communiste réellement agissant* ». On verra comment se constitue, à partir du journal, un réseau d'abonnés et d'acheteurs, comment les militants babouvistes s'appuient sur les manifestations spontanées du mécontentement populaire, cherchent à se lier aux premières grèves ouvrières...

Dans le mouvement des Egaux, Jean Jaurès voyait le « *spasme suprême de la révolution* ». Ce mouvement fut aussi l'annonciateur de l'organisation indépendante des exploités du système capitaliste. Et ce n'est pas un hasard si aux côtés de Babeuf, on retrouve — dix ans après le commencement de la Révolution — nombre de ceux qui ont été à son avant-garde dès les premiers jours : Buonarroti, d'origine italienne, qui a rejoint les rangs des combattants de la Révolution française et qui devant le tribunal qui le juge avec Babeuf et leurs camarades, défend l'œuvre révolutionnaire de la Convention, Buonarroti, que J.-M. Schiappa définit comme « *l'infatigable organisateur clandestin* » qui poursuivra son combat sous l'Empire et sous la Restauration ; Darré, qui sera guillotiné avec Babeuf le 27 mai 1797, et qui avait été l'un de ceux à avoir donné l'assaut à la Bastille le 14 juillet 1789 ; mais aussi Jean-Baptiste Drouet, qui permit l'arrestation de Louis XVI à Varennes lors de sa fuite ; Simon Duplay, neveu de l'hôte de Robespierre, engagé dans les armées de la Révolution à 18 ans et blessé à Valmy ; Felix Lepe-



letier, frère du conventionnel assassiné par un tueur royaliste, et nombre d'autres...

Certes, comme l'indique J.-M. Schiappa, « la précision terminologique ne pouvait être de cette époque dans laquelle l'économie moderne n'était pas encore constituée ». Il ne pouvait établir, comme le fera plus tard Marx, que « l'injustice dans les conditions de la propriété conditionnée par la division moderne du travail, par la forme moderne de l'échange, la concurrence, la concentration, etc., ne découle pas de la domination politique de la bourgeoisie, c'est au contraire la domination politique de la classe bourgeoise qui découle de ces rapports modernes de production proclamés par les économistes bourgeois comme des lois nécessaires, éternelles. »

C'est pourquoi, explique Marx, la dictature révolutionnaire du Comité de salut public ne pouvait être que momentanée.

« La Terreur ne devait donc servir en France qu'à faire disparaître magiquement sous ses puissants coups de marteau les ruines féodales du territoire français. La bourgeoisie timorée et conciliante aurait mis des dizaines d'années à achever cette tâche. La sanglante action populaire ne fait que lui ouvrir la voie. »

Mais le mérite de Babeuf et des « Egaux » est d'avoir établi que la liquidation de l'oppression et de la misère, la réalisation des immenses aspirations que contenait la Révolution étaient incompatibles avec la « propriété privée ». Babeuf n'écrit pas la « propriété privée des moyens de production » mais il désigne déjà ce qui était alors encore le principal moyen de production : la terre. Il va ainsi au-delà d'une simple revendica-

tion de partage égalitaire (la loi agraire) pour revendiquer la « propriété commune ».

« Le bonheur est une idée neuve en Europe », avait lancé Saint-Just à la face des despotes. « Le but de la société c'est le bonheur commun », précisait la Déclaration des droits de l'homme de 1793. Ce « bonheur commun » pour Babeuf et les Egaux, il implique « le bien commun ou la communauté des biens ».

Alors que le prolétariat est encore embryonnaire, Babeuf ne peut clairement désigner la classe sociale dont l'émancipation implique l'émancipation de toute l'humanité des chaînes de la propriété privée des moyens de production. Mais il indique déjà dans le « Manifeste des Egaux » :

« Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage que la très grande majorité des hommes travaillent et suent au service de l'extrême minorité. Assez et trop longtemps moins d'un million d'individus disposèrent de ce qui appartenait à plus de vingt millions de leurs semblables, de leurs égaux. »

On comprend, comme le note J.-M. Schiappa en conclusion, pourquoi tous ceux qui aujourd'hui s'associent au combat émancipateur de cette « très grande majorité » ont « toujours à apprendre » de « leur prédécesseur ».

François Forgeu

(1) « Gracchus Babeuf avec les Egaux », de Jean-Marc Schiappa (Les Editions Ouvrières).

(2) « Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Révolution française. 1785-1794 » (Editions du Progrès, Moscou).

(3) *La Vérité* n° 603 (avril 1989) et n° 606 (mai 1990).



**Rédaction, administration et correspondance**  
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)  
**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Directeur : Pierre Lambert**

**Comité de rédaction : François Forgue, Daniel Gluckstein,  
Warner Uhde, Frank Arnold, Raul Gomez, Joao Alfredo Luna,  
Andreu Camps, Jean-Jacques Marie, Didier Tounkara,  
Marc Gauquelin, Miguel Cristobal, Malcolm Bagayako.**

**Imprimerie INFOTEC 2000 Paris**





---

Commission paritaire : n° 66926